

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

**Le congrès F.O. définira-t-il une
politique ouvrière ?** par L. MERCIER

**La Gold Coast vers l'indépendance
complète** par George PADMORE

Winston Churchill par F.-A. RIDLEY

**Dulles sur les traces de Hitler
et de Staline** par R. LOUZON

**Réveiller la spontanéité ouvrière !
Sortir du national !** par R. HAGNAUER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES	
Six mois	400 fr.
Un an	700 fr.
EXTERIEUR	
Six mois	480 fr.
Un an	850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 85

JUILLET-AOUT 1954

Le Congrès confédéral « Force Ouvrière »
définira-t-il une politique ouvrière ? ..
L'église au sein du monde moderne et face
aux civilisations nouvelles ..
Les sciences de l'homme et le syndicalisme
Espoir et exemple pour tous les Africains,
la Gold Coast s'engage vers l'indépendance
complète ..
L'U.D.F.O. de Tunisie et le terrorisme.
Winston Churchill, vieille garde de l'impé-
rialisme britannique ..
Pour éclairer la lutte syndicale nationale et
internationale : Réveiller la spontanéité
ouvrière ! Sortir du national ! ..
Les propos du prolo : Nous ne céderons
pas au chantage des budgétivores des
classes moyennes et des fraudeurs du fisc.
— Grévistes du 28 avril, vous avez été
trompés. — Toujours l'unité d'action. —
Et Mendès-France ? — Doucement les ca-
dres. — Congrès de la Fédération de
l'Alimentation F.O. : Une organisation
qui se consolide ..
Chez les instituteurs : Un vote remarqua-
ble. — Une lourde perte.

L. MERCIER

U. T.

Raoul MEIGNIEZ

George PADMORE

F.-A. RIDLEY

Roger HAGNAUER

N. F.

Notes d'économie et de politique

Dulles sur les traces de Hitler et de Staline.
— Dulles au service de Moscou. — A bas
les statistiques ..
La Russie sans Staline ..

Robert LOUZON
I. LAZAREVITCH

Parmi nos lettres

Sur les événements d'Egypte et la Révolu-
tion chinoise (Gallienne et R.L.). — Sur
le colonialisme (Pezy Ollivier). — A pro-
pos du bevanisme (M. Pivert et R. H.).
Entre militants de Force Ouvrière (A. La-
val, A. Hébert).

Livres et revues

Psychologue de l'intellectuel progressiste .. Cécile MICHAUD

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Komintern qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le Congrès confédéral "Force Ouvrière" définira-t-il une politique ouvrière ?

Dans quels buts, suivant quelles méthodes et avec quels moyens la classe ouvrière organisée s'efforce-t-elle d'intervenir dans la mêlée sociale ? Question première que n'importe quel observateur débarquant en France se pose, mais que les travailleurs, les militants et les dirigeants syndicaux français n'envisagent plus. Nous combattons en aveugles. Et le bilan d'impuissance que le mouvement ouvrier établirait, s'il en avait le courage, mesurerait l'inefficacité de son combat.

L'OMNIPRESENCE IMPUISSANTE

Certes, la présence syndicale s'affirme un peu partout. L'existence de sections, syndicats, fédérations, unions est signalée dans la presse à l'occasion d'élections. Des représentants ouvriers siègent au Conseil économique et dans les organisations européennes. Les délégations confédérales sont fréquemment reçues par les ministres. Personne pourtant, les « gradés » moins que quiconque, ne se fait d'illusion sur l'importance de ces présences. En fait, le centre de gravité de l'activité syndicale s'est déplacé : l'intégration officielle — mais non réelle — dans les nombreuses machineries administratives et d'Etat a entraîné la prolifération des tâches pour les militants, mais à l'expérience, ces militants se sont rendu compte que leur représentativité dépendait, en fin de compte, de la puissance réelle de leurs mandants, de leur nombre, et aussi de la conscience de leurs volontés, de la précision de leurs propositions. Dans chaque branche industrielle, et pour l'organisme paritaire ou mixte qu'il connaît, le lecteur peut apprécier le rôle exact joué par ces délégués. Les états-majors se sont multipliés à la mexicaine, mais la piétaille ouvrière ne les connaît ou ne les reconnaît pas. Par contre, le recrutement syndical est devenu le cadet des soucis confédéraux. Logiquement, quand « l'intention » d'un mouvement se déplace de l'entreprise, de l'atelier, du chantier ou du lieu, vers les groupes parlementaires et vers les hôtels ministériels ou les salles de conférences économiques, la nature même du militant se transforme. Bon gré mal gré, il devient élément intégrant d'un Etat dont le rôle s'amplifie à mesure que les anciens mécanismes sociaux s'encrassent et que les classes sociales abandonnent leurs tâches propres.

Lors même que dans certaines régions ou pour certaines industries, des noyaux importants de syndiqués existent — c'est le cas notamment pour les services publics — l'avantage résultant du lien effectif entre représentés et représentants est limité par l'isolement professionnel. Les problèmes régionaux ou généraux (logement, niveaux de salaires, coût des produits de première nécessité) ne peuvent être abordés, en l'absence d'un milieu social organisé et cohérent. La rupture ne se situe pas alors entre syndiqués peu nombreux et appareil officiel tenté par l'omniprésence, mais entre fédération professionnelle et confédération nationale, entre vie de travail et vie de cité.

L'absence d'intervention volontaire et éclairée d'un mouvement syndical dans l'orientation sociale est ressentie avec plus ou moins de conscience par les militants. La tendance actuelle des travailleurs actifs dans l'entreprise ou le syndicat est de se replier sur le lieu de travail et de ne point trop se faire d'illusions sur les possibilités réelles de l'action à l'échelon fédéral ou national. Il y a là une frustration qui les place en situation difficile pour résister ou pour combattre les grandes « opérations » politiques, et notamment celles que lancent avec un grand luxe de moyens et une ténacité lassante le parti communiste et sa succursale syndicale.

Une seconde forme d'inquiétude est décelable dans la recrudescence de l'agitation des « minorités » groupées sur des positions idéologiques. Grandes discussions sur les principes d'internationalisme, de lutte des classes, d'anti-impérialisme. Fractions, manœuvres de congrès, votes d'ordres du jour véhéments. L'avantage que présente cette évasion psychologique, pour le militant, c'est la sensation de participer à un mouvement que les « lois de l'histoire » favorisent. Le défaut, chez la plupart des minoritaires, c'est de n'attacher que peu ou pas d'importance au travail syndical proprement dit et de compenser leur intransigeance par un dédain à peine dissimulé de l'action pratique, celle qui modifie effectivement les situations dans un sens ouvrier. Là encore les exemples abondent. Dans toutes les centrales libres. Trop de syndicats fantômes transforment les rapports entre blocs par la grâce des résolutions écrites ; trop de dociles salariés de l'Etat vitupèrent le « patron de combat », avec lequel ils n'ont, en fait, aucun contact.

L'INTERVENTION OUVRIERE

Entre l'idéologie, vaine parce que dépourvue d'idées nourries par l'analyse des situations et la recherche des voies et moyens pour les modifier, et le faux pragmatisme qui n'est que conformation paresseuse aux évolutions dont on ne contrôle ni le sens ni le rythme, n'y a-t-il pas place pour une politique ouvrière ? Entendons-nous bien : une politique ouvrière qui ne serait pas axée sur la volonté de mener une campagne publicitaire ou démagogique en faveur de telle ou telle centrale libre, mais qui correspondrait et répondrait aux besoins de l'ensemble des travailleurs, et qui rassemblerait, sur une plate-forme de buts immédiats ouvrant des perspectives plus éloignées, l'ensemble des forces disponibles. Pour faire l'inventaire de la condition ouvrière, situer exactement les possibilités d'action des syndicats, définir les solutions possibles des problèmes réels, le travail syndical n'a pas besoin d'étiquette ou de façade idéologique. Par contre, cette méthode peut réduire au minimum les patriotismes d'organisation et conduire les militants de chaque centrale libre à consacrer leurs efforts à la poursuite de buts communs.

L'élaboration d'une politique ouvrière par les

syndicats peut entraîner presque immédiatement de sérieux avantages. Elle permettrait de reprendre l'initiative des mains du patronat, lequel ne se fait actuellement aucune illusion sur la puissance réelle des associations ouvrières et qui peut donc s'enliser avec délices dans la décadence ; des divers gouvernements dont l'incohérence et l'instabilité reflètent les courants contradictoires des forces sociales françaises et plus particulièrement leur habileté à se servir du pseudo pouvoir parlementaire ; de la C.G.T. qui exploite habilement toutes les sources de mécontentement sans jamais chercher une issue réelle, sinon celle de l'entrée de la France dans le camp soviétique.

La claire définition d'un programme d'interventions ouvrières pour assainir les situations inextricablement embrouillées dont pâtissent des couches importantes de la population rallierait autour des syndicats une vaste portion de l'opinion publique. Enfin, les secteurs non sclérosés du patronat, des techniciens, des administrateurs d'Etat se trouveraient dans l'obligation de rompre des solidarités formelles, les contradictions de destin existant entre groupements d'intérêts, entre privilégiés, vivant de la stagnation, et audacieux, misant sur l'avenir, éclateraient.

Sur le plan ouvrier, les syndicats pourraient regrouper, autour de mots d'ordre correspondant aux solutions des problèmes les plus aigus, une partie essentielle de la nation vivante, et mettre en mouvement une classe ouvrière rendue confiante par des informations se rapportant aux faits et devenant consciente de la possibilité d'imposer des réformes.

Ajoutons que la définition des réformes ferait aussi éclater certaines fausses solidarités — non avouées mais réelles — entre chefs d'entreprise et salariés.

La mobilisation de l'opinion, le recrutement syndical, le rassemblement pour l'action des centrales libres sur un programme commun, l'éclatement des solidarités patronales et gouvernementales, la reprise de l'initiative ouvrière seraient en résumé les effets possibles de la mise en œuvre des forces syndicales pour une intervention dans les divers domaines de la vie économique et sociale.

La question essentielle est de déterminer sur quels points sensibles l'intervention est concevable.

Faut-il dresser un nouveau plan de réformes économiques et détailler un ensemble complet de mesures harmonisant une vie sociale aujourd'hui désorganisée, heurtée, injuste ? Ces plans existent et il est bon qu'ils aient été établis. Faut-il les considérer comme un échantillon du savoir-faire des penseurs syndicalistes et les conserver précieusement dans les archives d'entre deux congrès, ou faut-il s'efforcer de faire passer un certain nombre des réformes prévues dans la réalité ? Sans doute est-il vrai d'insister sur l'équilibre et l'interdépendance des interventions prévues dans un plan. Il n'est pas moins vrai que nous n'avons dans la conjoncture présente aucune chance d'imposer l'application rationnelle du plan élaboré par la C.F.T.C. ni celui dressé par F.O. A moins que nous n'espérions en une victoire électorale des partis de gauche qui confieraient à un gouvernement de gauche l'application de notre programme... Cela nous semble peu sérieux et la lecture des discours de Mendès-France ne peut laisser aucun doute quant au caractère non ouvrier des promesses fournies par le plus brillant artisan d'une majorité de rechange. Force nous est donc de chercher avant toute chose à remettre en marche le moteur social qu'est ou que peut être la classe ouvrière.

Faut-il se borner à répéter inlassablement jusqu'au ronron les revendications de salaires ? C'est là le pain quotidien du mouvement syndical, mais il apparaît de plus en plus, et la plupart des militants le savent, que les mouvements revendicatifs ne peuvent plus être déclenchés avec succès sur des mots d'ordre aussi mal définis que ceux du 29 janvier ou du 28 avril. Le sentiment général est qu'il s'agit là de manifestations de mécontentement, valables et nécessaires, mais qui ne peuvent déboucher sur le réel et amener une transformation des structures de production et de distribution, lesquelles, dans leur état présent, ne permettent pas une augmentation générale des salaires. Dire qu'une poussée revendicative généralisée obligerait le patronat à réformer ses méthodes, c'est imaginer le problème résolu. Il n'y a pas de poussée générale revendicative, parce que la revendication proposée ne paraît pas suffisamment claire ou suffisamment rentable aux salariés.

ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Il nous reste à déterminer quels sont les points de crise qui existent dans l'économie française, à choisir ceux sur lesquels nous pouvons agir avec le maximum d'efficacité, en mobilisant tous nos moyens, et cela dans les meilleures conditions possibles. Deux ou trois réformes valables correspondant à des situations connues, donnant des résultats tangibles obtenus par l'action syndicale épaulée par l'opinion populaire peuvent être un point de départ pour le redressement ouvrier. C'est ce qui peut être appelé une politique ouvrière : des issues limitées mais précises, dont le total peut regrouper la classe ouvrière pour une intervention immédiate.

Les propositions qui suivent ne sont pas limitatives : elles demandent toutes une étude poussée ; elles sont susceptibles de modifications. Encore faut-il se méfier des docteurs Tant-pis qui ne s'attachent qu'aux difficultés et préfèrent le sommeil. Le seul critère valable pour la détermination d'une plate-forme d'action orientée vers le concret c'est l'intervention et la participation des syndicats libres pour la solution des problèmes sociaux. Les meilleurs objectifs ne valent que s'ils sont poursuivis, s'ils cristallisent des volontés ouvrières, s'ils peuvent rassembler de larges couches populaires. S'ils sont replacés dans les tiroirs jusqu'au prochain congrès, ils sont inutiles. Ces propositions doivent donc être publiées, diffusées, répandues grâce à des campagnes de propagande et d'information, avec affiches, tracts, meetings, communiqués de presse, débouchant sur des formes d'action — manifestations ou grèves.

I. — **Création de points de vente concurrentiels** — en commençant par les produits textiles et les chaussures. Contrôle syndical — gestion coopérative. Crédits à obtenir des fonds de productivité. Ce serait l'occasion de s'adresser à la compétence des organisations ouvrières suédoises et de demander l'appui des syndicats américains pour forcer la main aux administrateurs de fonds. Campagne d'agitation comprenant l'affichage des prix de revient et le démontage des structures d'intermédiaires, avec le coût pour le consommateur, des marges bénéficiaires. Action de soutien visant à l'abrogation des règlements interdisant la vente directe sur les marchés.

II. — **Contrôle ouvrier sur le financement des entreprises.** — Autofinancement et crédits d'Etat. Remise en activité des comités d'entreprise sur cette base. Les modernisations d'outillage, les achats de matériel, la construction de nouveaux

bâtiments sont en fait financés par des salaires non payés. La propriété nouvelle peut être considérée comme propriété du personnel. L'objectif est de faire intervenir le personnel dans le contrôle et la gestion des nouveaux investissements, et de s'opposer aux transformations si des contreparties ne sont pas accordées aux travailleurs.

III. — Rattacher le risque chômage à la Sécurité sociale. — En réponse aux inquiétudes que provoque le fonctionnement des organismes européens (O.E.C.E.-C.E.C.A.). Obtenir que les réorganisations régionales, les concentrations industrielles, prévoient la participation financière au paiement des indemnités de chômage, au reclassement professionnel, et au relogement.

IV. — Créer des pharmacies de sécurité sociale rattachées aux caisses. — La Sécurité sociale étant de caractère non lucratif, à caractère public, les servitudes financières découlant de l'in-

termédiaire privé doivent être éliminées. D'énormes avantages financiers, une réduction de la bureaucratie en découleront.

V. — Campagne pour l'application de la règle d'égalité des salaires et des conditions de travail aux Nord-Africains et aux immigrés. Défense efficace des couches sous-prolétariées et recrutement intensif dans ces catégories.

Le congrès confédéral de la C.G.T.-Force Ouvrière se tiendra en fin d'année. Se trouvera-t-il une large majorité, dans cette centrale où de valables inquiétudes se manifestent sur l'avenir du mouvement syndical, pour se grouper, non autour de formules idéologiques ou pour le maintien du travail à la petite semaine, mais pour la mise en route d'une politique ouvrière ? Si oui, le rassemblement des forces syndicales libres deviendra immédiatement possible, dans l'action.

Louis MERCIER.

L'Eglise au sein du monde moderne et face aux civilisations nouvelles

Tel est le titre de la déclaration doctrinale que vient de publier le secrétariat de l'épiscopat. Le monde catholique se trouve placé devant de graves contradictions.

D'un côté, la hiérarchie, qui reste liée avec les forces dominantes et réactionnaires des pays non soumis à l'impérialisme stalinien et qui jouit, de ce fait, de la confiance de tous les courants conservateurs et de tous les partisans d'un Ordre bourgeois.

De l'autre, des catholiques, chrétiens avant tout, fidèles aux enseignements du Christ et qui se placent du côté des exploités et des opprimés en révolte ouverte ou latente. Mais ils restent fidèles à l'Eglise. Forts de leur foi, ils espèrent redresser cette force fortement hiérarchisée. Certains, et ils deviennent de plus en plus nombreux, vont jusqu'à s'associer aux nouvelles forces d'oppression qui ont réussi à capter la confiance d'importantes fractions du peuple par l'exploitation opportune et méthodique de tous les mécontentements, par l'appel aux sentiments collectifs profondément enracinés. Ils sont sincères, certes, car ils espèrent, à la faveur des luttes auxquelles ils participent activement, et même à la faveur d'une révolution totalitaire, s'imposer à l'attention des déshérités et les ramener finalement dans la voie du christianisme. Ils ne se rendent pas compte qu'ils font à la fois le jeu de la hiérarchie et celui de l'Etat policier russe. Ils renforcent la première en élargissant le rayonnement du courant spirituel que, en fin de compte, la hiérarchie orientera toujours ; ils contribuent à accrédi-ter les méthodes d'action démagogiques et trompeuses des agents du second et à consolider son système d'asservissement des peuples.

Et c'est en grande partie parce que l'Eglise a senti les dangers de la collusion d'une fraction de ses fidèles avec ce qu'il est convenu d'appeler le marxisme stalinien, qu'elle éprouve le besoin de préciser sa position sur les grands problèmes sociaux du moment.

Qu'apporte le nouveau message de l'épiscopat ?

Il se réjouit du progrès de la science et de la technique qu'engendre le bien-être. Il souligne trois grands faits contemporains : la découverte de la valeur de la matière, la prise de

conscience de la solidarité naturelle qui unit les hommes et les peuples, la conscience d'une humanité en progrès. Le troisième fait retient particulièrement l'attention de l'Eglise qui ne veut pas qu'on aboutisse à la création d'un mythe nouveau.

Elle est ainsi amenée à prendre position contre l'existence d'une condition prolétarienne et à dénoncer les abus du capitalisme libéral, mais elle persiste à ne pas s'en prendre à la cause première des grandes injustices sociales : la propriété privée ou étatique des moyens de production ; elle se contente de préconiser une formule assez imprécise pour être acceptée par tous : l'association des ouvriers à l'entreprise.

La position de l'Eglise face aux civilisations nouvelles est commandée par quatre principes directeurs : l'indépendance à l'égard des institutions et des sociétés humaines ; le rôle rédempteur de l'Eglise ; l'attitude d'ouverture et d'accueil à l'humain ; la nécessité d'un jugement clairvoyant.

Mais alors nous nous demandons comment elle peut concilier son attitude en Espagne avec ces principes. N'apparaît-elle pas là-bas comme l'un des meilleurs soutiens du dictateur ? Où est l'indépendance ? Comment se manifeste l'accueil à l'humain ? On les trouverait plutôt chez les catholiques résistants, mais ceux-là agissent en contradiction avec les chefs. Ce sont eux les clairvoyants, comme les catholiques résistants de l'occupation et, comme ces derniers, ils sauvent l'opportuniste et conservatrice hiérarchie quand le régime s'écroule.

L'Eglise évolue ; elle s'adapte avec quelques décades de retard à l'évolution des sociétés. Elle a toujours une ou des avant-gardes indociles qui lui permettent de ne pas chanceler quand les systèmes d'oppression qu'elle a soutenus s'effondrent.

Ceux qu'elle éprouve le besoin de morigéner aujourd'hui pratiquent simplement les méthodes d'adaptation de leurs chefs vis-à-vis d'un système d'autorité. Ils font une stratégie périlleuse. Heureusement, pour eux et pour la hiérarchie, qu'il reste des catholiques plus clairvoyants : ceux qui ne composent, pas même par tactique, avec aucun régime d'oppression.

U. T.

LES « SCIENCES DE L'HOMME » ET LE SYNDICALISME

Je voudrais, parlant en tant que professionnel des dites « sciences de l'homme », psychologie et sociologie, et ayant à prendre en leur nom des décisions quotidiennes, soumettre ces réflexions à des hommes qui, eux aussi, réfléchissent et agissent en vertu de situations sociales. Je ne crois pas qu'il y ait le moindre fossé entre les militants syndicaux, par exemple, de la R.P., et un certain type de travailleurs de la psycho-sociologie, sur le plan des conceptions et des impératifs d'action.

On agite encore souvent le problème de la subordination ou de l'engrenage des « prolétaires » et des « intellectuels » révolutionnaires, l'opposition de Lénine et de Sorel, comme si ce problème avait un sens concret en dehors des caractéristiques des milieux qui « y croient ». Pour ma part, pas plus que je n'ai rencontré le Prolétaire au P majuscule je n'ai vu d'Intellectuel avec un I, sinon dans la phraséologie des étudiants chrétiens ou staliniens, ou dans les milieux de l'intelligenza déracinée d'extrême-gauche, à qui je ne jette d'ailleurs pas toujours la pierre. Je laisse donc pour l'instant ce problème de côté.

Ce dont je veux parler se centre sur ce fait : qu'un courant important de la psychologie a retrouvé l'homme concret, l'homme réel, sur le plan de ses conceptions, qu'il l'a replacé dans son milieu, et qu'il a par là même arraché leur masque prétentieux à un certain nombre d'abstractions idéologiques. Nous savons par exemple que le sujet parfait de l'Etat totalitaire est un névrosé, de même que l'homme compétitif de la « lutte pour la vie » de l'idéologie libérale. Nous savons que le sujet abstrait, le citoyen isolé de la « Démocratie », déjà justement critiqué par Marx, est aussi inexistant qu'un cercle carré, et que s'il existait ce serait un défi à toutes les lois de l'équilibre biologique. Nous cherchons à étudier les milieux concrets, et à identifier les racines historiques et culturelles dont la rupture représente toujours une crise, et pas forcément une issue vers quelque chose d'estimable. En un mot, notre expérience intellectuelle nous a persuadés de ce que l'expérience pratique a enseigné aux lutteurs ouvriers : que l'homme n'est pas une cire à la disposition des états-majors, dont on puisse faire n'importe quoi par n'importe quel moyen, et que l'enfer bureaucratique est pavé, tout au moins au départ, de bonnes intentions (plus tard, ce n'est plus que du cynisme plus ou moins amer).

Le fil conducteur est essentiellement simple : jugeons la société à l'homme, non pas tant aux paroles de l'homme, à ses idéologies, à ses buts exprimés, qu'à sa structure psychique et biologique. A l'heure actuelle, nous sommes tous plus ou moins des névrosés, mais il y en a qui le sont plus que d'autres, et souvent à la fois des victimes et des bourreaux. Certaines de nos institutions sont purement et simplement des usines à fabriquer la névrose, et le monde bureaucratique en

est une remarquable. Névrosés, c'est-à-dire qu'il y a un divorce profond entre notre esprit et les nécessités vitales, biologiques, de l'épanouissement, de l'expression, de la satisfaction de nos tendances : de la création libre de nous-mêmes dans l'harmonie. De là l'angoisse, l'obsession, la souffrance, la mort brève ou lente de nous-mêmes ou de ceux que nous tuons. L'homme équilibré est un homme social, et qui trouve une jouissance à participer souverainement et respectueusement à la vie sociale. Ce n'est pas là une déduction idéologique, c'est un fait. Les psychologues le retrouvent dans leur activité de tous les jours. Et cette participation sociale ne signifie pas la volonté d'agir sur la société pour y poser l'éternelle empreinte d'un talon de fer, mais le besoin de s'y exprimer et de vivre avec elle, de s'y retrouver harmonieux et pleinement soi.

De la sorte, notre travail de praticiens se heurte chaque jour à des structures sociales, à des états de choses investis d'étiquettes sacro-saintes, qu'il faudra pourtant que nous arrivions à tourner ou à faire sauter si nous voulons être efficaces. Nous combattons la névrose alors que chaque maison, chaque école, chaque fabrique, chaque caserne secrètent la névrose à longueur de journée, sans parler de la faim et de la guerre. Et nous avons conscience que, dans cette lutte, nous ne pouvons pas nous ériger à notre tour en chefs et en managers sans saper systématiquement les fondations de la maison que nous voudrions voir se construire, sans devenir des fabricants de névrose. Cela aussi est aussi impensable qu'un cercle carré pour le psychologue qui cherche à réfléchir.

Ce dont l'homme a besoin pour se retrouver, c'est d'un monde à sa taille, c'est-à-dire d'un monde sur lequel il ait **préhension**. Dans notre chaos, dont la responsabilité incombe à tous et à personne, à « pas de chance », comme dit l'autre, et aux crapules qui auraient pu devenir autre chose que des crapules, l'impuissance nous conduit aux pires déformations, aux pires aberrations. S'il faut donner un contenu au mot « démocrate », c'est celui d'un univers social où chacun puisse intervenir en s'exprimant de façon active. C'est un idéal, mais un idéal nécessaire.

Et c'est bien pourquoi je disais en commençant qu'il n'y a pas de fossé entre les syndicalistes et nous. Le syndicalisme révolutionnaire bien pensé **tente de ramener le monde social à l'échelle du travailleur**. Je ne sais pas ce que les lecteurs penseront de cette définition, mais elle correspond à ce que moi, non syndicaliste, je vois d'essentiellement constructif dans l'idée syndicaliste : donner à un homme prise sur tous les éléments de son existence quotidienne. C'est là où s'arrêtent mes possibilités techniques de psychologue, et c'est aussi là où le principal intéressé doit prendre en mains les guides de son destin.

Robert MEIGNIEZ.

Espoir et exemple pour tous les Africains

LA GOLD COAST

s'engage vers l'indépendance complète

Le 12 mars 1954, trois ans après l'entrée en vigueur de la présente constitution qui régit la Gold Coast depuis 1951, l'Assemblée législative s'est ajournée « sine die ». Ceci marque la fin d'une étape de transition et le début du pas final vers la liberté comme « Etat souverain et indépendant à l'intérieur du Commonwealth ».

En disant au revoir, sinon adieu, aux députés sortants, le « speaker », le distingué sir Charles Emmanuel Quist, le plus ancien homme d'Etat africain, rendit un hommage mérité au gouvernement.

« Nous avons trouvé, au sein de l'Assemblée, en la personne du Dr Kwame Nkrumah, un premier ministre capable, énergique, sincère, un authentique homme d'Etat qui, avec son cabinet formé en majorité d'Africains, a été le principal responsable des progrès auxquels j'ai fait allusion. Des lois ont été promulguées instituant des conseils locaux ; elles placent le gouvernement local sur des bases solides. Une législation sociale a été introduite sous diverses formes pour sauvegarder le bien-être et la prospérité du pays et l'éducation a été largement étendue. Economiquement, nous sommes créditeurs et notre dernier budget fait apparaître un excédent de 16 millions de livres. Ce sont des succès dont nous pouvons légitimement être fiers et qui nous encouragent à envisager et à affronter l'avenir avec confiance. »

Quel est cet avenir ? Disons d'abord quelques mots de la constitution actuelle.

LA CONSTITUTION COUSSEY

La vague d'émeutes soulevée par la fusillade qui avait accueilli des anciens mobilisés durant une manifestation pacifique et désarmée, à Accra, en 1948, amena le gouvernement travailliste d'alors à nommer une commission d'enquête de trois membres, personnages distingués et non politiques, M. Aiken Watson, conseiller royal, président, le professeur Keith Murray d'Oxford, et M. Andrew Dalglish dont l'autorité en matière syndicale est bien connue. Ces experts recommandèrent la rénovation de la constitution existante ou constitution Burns, considérée comme non démocratique et dépassée, bien qu'elle ait été introduite deux ans auparavant seulement par le premier ministre travailliste des Colonies, M. A. Creech Jones et bien qu'elle ait été vantée dans les cercles fabiens comme la plus avancée des constitutions existant dans l'empire colonial.

Les commissaires conseillèrent aussi au gouvernement britannique de désigner un comité constitutionnel tout africain qui rédigerait une nouvelle constitution pour la Gold Coast. Malgré la réticence du ministère des Colonies vis-à-vis d'une telle proposition — car elle était révolutionnaire — le ministre des Colonies donna des instructions au gouverneur d'alors, sir Gerald Creasy, pour qu'il mette en application ces propositions.

Alors le gouverneur fit entrer dans le comité toutes sortes de juristes petits-bourgeois, des hommes d'affaires et des chefs réactionnaires sous la présidence d'un Africain, juge à la Haute Cour, sir J. Henley Coussey. Le comité ne contenait pas un représentant des syndicats ni des fermiers ni d'aucune autre catégorie de la population laborieuse.

En août 1949, le comité Coussey présenta son rapport et après approbation par le principal conseiller de M. Creech Jones au ministère des Colonies, Andrew Cohen devenu depuis sir Andrew Cohen et gouverneur actuel de l'Uganda, le nouveau projet fut discuté par le Conseil législatif et promulgué par le gouverneur en 1950.

La constitution ne répondait pas aux revendications des couches laborieuses et le parti du Congrès du peuple (Convention people's party, C.P.P., fondé en juin 1949 dans le but de mener la lutte pour « le gouvernement autonome maintenant », — « self-government now »), lança une campagne non violente de non-coopération. Peu après que le Dr Nkrumah eut lancé son action positive il fut arrêté et emprisonné ainsi que plusieurs des dirigeants du parti sous des prétextes variés inventés.

Alors qu'ils étaient encore en prison, le gouverneur, avec l'accord des dirigeants politiques modérés et des chefs, décida de pratiquer les premières élections générales. Bien que Nkrumah eût critiqué la constitution comme « ridicule et de mauvaise foi », il conseilla à ses partisans de participer aux élections pour y gagner autant de sièges que possible. En agissant ainsi, les membres du C.P.P. avaient l'idée d'empêcher les dirigeants des partis réactionnaires et conservateurs qui avaient aidé à fabriquer cette constitution de mettre la main sur le gouvernement et de faire fonctionner la constitution dans le sens souhaité par le gouvernement britannique.

La victoire du C.P.P. en février 1951, déjoua tous les plans et les calculs du ministère des Colonies et le contraignit à reculer. Tant et si bien que le gouverneur de l'époque, sir Charles Arden Clarke, fut contraint de libérer immédiatement Nkrumah et ses compagnons et d'appeler le leader du C.P.P. à former le Conseil exécutif, principal organe du gouvernement.

L'ASSEMBLEE « FOURRE-TOUT »

La constitution Coussey avait été fabriquée de cette manière dans le but d'établir une assemblée législative « fourre-tout ». Elle comprenait 84 membres dont 75 élus, trois es-qualités et six représentant les intérêts étrangers (commerce et mines).

Les membres es-qualités — le secrétaire du chef du gouvernement, le secrétaire aux Finances et l'attorney general (ministre de la Justice) — aussi bien que les représentants du capitalisme étranger, étaient tous nommés par le gouverneur. Les autres étaient choisis

de la manière suivante : cinq représentants des municipalités étaient élus au suffrage universel direct ; 33 représentants ruraux étaient élus au suffrage universel indirect par l'intermédiaire de collèges électoraux ; 19 représentants des territoires du Nord étaient élus par un collège électoral spécial composé de personnalités désignées des chefferies ; 18 représentants étaient élus par les Conseils territoriaux de chefs représentant la région de la colonie (Gold Coast proprement dite, n. du t.), Ashanti et le Togo méridional (région sous mandat de l'O.N.U. exercé par la Grande-Bretagne).

Le président (speaker) devait être élu par l'ensemble des membres de l'assemblée soit parmi ceux-ci, soit hors de l'assemblée. Ce fut le président du Conseil législatif qui fut choisi, par un vote unanime, alors qu'il n'était pas, à ce moment, membre de l'assemblée.

Le Conseil exécutif, qui prit le nom de cabinet, fut formé de onze membres. Huit d'entre eux sont africains, aux portefeuilles du Commerce et de l'Industrie, du Travail, des Mines et des Coopératives, de l'Agriculture et des Ressources naturelles, de l'Education et du Bien-Être social, du gouvernement local et du Logement, des Communications et des Ouvrages d'art, de la Santé et enfin du Développement économique. Les trois ministres britanniques tenaient les postes-clés de la Défense et des Affaires extérieures, des Finances et enfin de la Justice.

La constitution, telle qu'elle avait d'abord été élaborée, ne prévoyait rien quant à la direction du gouvernement. Les experts du ministère des Colonies n'avaient jamais eu l'idée qu'un parti quelconque puisse parvenir à une position dominante dans l'assemblée. Leur plan était de jouer d'un groupe de dirigeants contre les autres pendant que le gouverneur avec ses fonctionnaires et les chefs tiendrait en main le cabinet et le ferait marcher à son pas. Un Africain choisi pour conduire la troupe aurait été officiellement présenté comme « Leader du travail gouvernemental ».

Mais Nkrumah refusa de jouer le jeu, si bien que M. James Griffith, le ministre travailliste des Colonies, dut amender la constitution et reconnaître « de jure » le Dr Nkrumah comme premier ministre afin d'obtenir sa coopération et une application sans secousse de la constitution. Ce changement fut réalisé dès le début de 1952.

LES PLANS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'initiative étant solidement entre les mains de Nkrumah, soutenu par une majorité écrasante aussi bien à l'assemblée que dans le cabinet, le premier ministre commença immédiatement à introduire des réformes économiques et sociales depuis longtemps retardées et qui figuraient dans le plan de développement du gouvernement. Et dans le court intervalle de trois ans, le C.P.P. a été capable de mener à bien les changements remarquables auxquels faisait allusion le président de l'assemblée lors de la séance de clôture. La situation financière de la Gold Coast n'a jamais été plus saine et le pays est maintenant prêt pour s'engager dans l'étape finale vers l'indépendance.

Comment cela a-t-il pu se faire. A chaque étape de la lutte, Nkrumah, qui ne perdit jamais le contact personnel avec les masses, a fait fond sur le soutien populaire. Il n'a

jamais rien entrepris sans avoir d'abord consulté l'opinion publique que le C.P.P. a constamment éduquée dans l'esprit du socialisme démocratique.

Ayant démontré au-delà de tout soupçon que l'Africain à qui en est donné l'opportunité est capable de se gouverner lui-même, le premier ministre annonça à l'assemblée législative, en octobre 1953, qu'à la suite d'un échange de vues avec le ministre des Colonies, M. Oliver Lyttleton, qui avait visité la Gold Coast durant l'été précédent, il proposait de présenter au gouvernement britannique une demande de gouvernement complètement autonome.

Mais avant d'agir selon ce plan, il invita tous les membres des Conseils territoriaux, des conseils municipaux ou des gouvernements locaux, les partis politiques, les syndicats, les coopératives, les unions de fermiers, tous les autres corps publics et les personnalités éminentes à formuler leurs opinions sur les questions de la réforme constitutionnelle.

L'accueil de cette proposition fut extraordinaire. Guidé par la presse, le pays entier réagit avec enthousiasme. Puis toutes les opinions et les suggestions furent examinées et collationnées, les membres africains du cabinet rédigèrent des propositions qui furent publiées comme un « Livre blanc » officiel précisant en détail les revendications du peuple pour une nouvelle constitution.

Le projet fut ensuite présenté devant l'assemblée et discuté. Les députés votèrent alors une motion présentée par le premier ministre « autorisant le gouvernement à demander au gouvernement de Sa Majesté, qu'aussitôt que les arrangements constitutionnels et administratifs pour l'indépendance pourraient être fixés, le Parlement du Royaume-Uni vote un Acte d'Indépendance faisant de la Gold Coast un Etat souverain et indépendant au sein du Commonwealth ; autorisant en outre le gouvernement à demander au gouvernement de Sa Majesté, qu'indépendamment de la requête précédente, la constitution de la Gold Coast promulguée en Conseil, en 1950, soit de toute urgence amendée de telle façon que cela permette, entre autres choses, à l'Assemblée législative d'être composée de membres directement élus au vote secret et que tous les membres du cabinet soient membres de l'Assemblée et directement responsables devant elle ».

Pendant que les négociations entre le premier ministre et le ministre des Colonies étaient menées par l'intermédiaire du gouverneur, l'assemblée approuvait les plans qui divisaient le pays en 104 circonscriptions et votait les lois réglant les autres problèmes électoraux. Si bien qu'à la dernière session de cette assemblée, en mars, le premier ministre put annoncer que les élections générales auraient lieu cet été.

LA CONSTITUTION NKUMAH

Conformément à la décision de l'assemblée selon laquelle tous les membres du nouveau parlement doivent être élus au vote secret, les chefs, les représentants des intérêts commerciaux ou miniers étrangers aussi bien que les fonctionnaires britanniques nommés par le gouverneur en seront exclus.

La prochaine assemblée sera composée de 104 membres élus par le peuple, conformément à la pratique parlementaire britannique ; le leader du parti qui gagnera la majorité des

sièges sera appelé par le gouverneur à former le gouvernement.

De plus, le gouverneur, représentant officiel de la Couronne, ne doit plus présider les réunions du cabinet ; il ne doit agir que selon les avis de ses ministres qui seront collectivement responsables devant l'assemblée. Toutefois, le gouverneur continuera à exercer son contrôle sur la défense et les affaires extérieures jusqu'au moment où le Parlement du Royaume-Uni aura voté l'Acte d'Indépendance conférant sa pleine souveraineté à la Gold Coast ; il sera assisté, dans l'exécution de ces fonctions, par un « député-gouverneur ». D'autre part, les portefeuilles de la Justice et des Finances actuellement aux mains de fonctionnaires britanniques seront transférés à des ministres africains.

Indépendamment du choix de ses collègues du cabinet, le premier ministre aura aussi le droit de nommer des sous-secrétaires qui pourront être attachés à chaque ministère. Au contraire des secrétaires permanents qui continueront à être des fonctionnaires, ils seront pris au sein de l'Assemblée législative.

Telle est, en bref, la constitution Nkrumah qui a présidé aux élections du 15 juin, dont va dépendre non seulement le futur statut de la Gold Coast mais la possibilité d'une transformation pacifique des autres territoires africains de leur état de dépendance à celui d'États autonomes à l'intérieur du Commonwealth.

Le Gold Coast représente un espoir et un exemple pour les Africains où qu'ils se trouvent ; en revanche, elle a éveillé l'alarme et suscité le découragement dans certains cercles impérialistes en Grande-Bretagne et en Afrique du Sud.

Dans une récente interview à l'influent journal américain « U.S. News and World Report », le Dr Malan, ce grand prêtre du racisme, exprimait les craintes qui tourmentent le « peuple des seigneurs » de l'Afrique du Sud. « La démocratie est une bonne chose, mais une nation doit être éduquée pour l'obtenir », disait-il avec solennité. « En Gold Coast (où la Grande-Bretagne a accordé le gouvernement autonome) plus de 90 % des électeurs sont illettrés et ne savent ni lire ni écrire. Si vous donnez la démocratie à de tels gens, il en résultera finalement un retour à la barbarie et au chaos. »

Pendant que le Dr Malan prêche la haine et le mépris pour les peuples de couleur et cherche à étendre sa domination sur les Africains en réclamant l'annexion des protectorats du Betchoualand, du Bassoutoland et du Swaziland, son contemporain, le Dr Nkrumah proclame sa foi en la fraternité humaine. A sa sortie de prison, en 1951, le leader de la Gold Coast fit savoir qu'il ne tolérerait pas le racisme dans son pays.

« Je suis sorti de prison puis entré à l'assemblée sans le plus mince sentiment d'amertume à l'égard de l'Angleterre. Je suis contre tout racisme à l'égard de quelque race ou de quelque individu que ce soit, mais je suis inébranlablement opposé à l'impérialisme sous toutes ses formes. »

UN COMLOT MANQUE

Bien que, durant cette courte période de trois ans, le peuple de la Gold Coast ait progressé vite et loin dans la voie du gouvernement autonome, la lutte n'est pas terminée. La victoire finale reste encore à gagner.

Des tentatives ont déjà été faites par les forces du conservatisme et de la réaction opérant de l'intérieur ou de l'extérieur du pays pour discréditer le premier ministre et son gouvernement.

Récemment, un chef en vue du nom de Braimah qui, tout en ne faisant pas partie du C.P.P. avait été appelé par Nkrumah à faire partie du cabinet — geste d'amitié et de solidarité envers les chefs des territoires du Nord qui avaient délégué Braimah à l'assemblée — démissionna du gouvernement après avoir avoué au gouverneur qu'il avait reçu des pots-de-vin. Puis il se mit à accuser le premier ministre d'avoir accepté en cadeau une « Cadillac » et 40.000 livres sterling de la part d'un entrepreneur syrien pour l'adjudication d'une route, adjudication pour laquelle l'homme n'aurait pas touché moins de 10.000 livres du gouvernement.

Cette allégation fantastique ne fut pas seulement réfutée par le Dr Nkrumah, mais la commission d'enquête nommée par le gouverneur déclara qu'aucun témoignage n'appuyait les dires du chef Braimah. Le premier ministre fut complètement blanchi par la commission.

Cependant, même avant que les conclusions de la commission aient été rendues publiques, le chef qui n'avait pas réussi à discréditer le premier ministre rejoignait les forces de l'opposition au C.P.P. pour former une organisation tribale séparatiste, le Parti du Peuple du Nord (N.P.P., Northern People's Party) en vue de briser l'unité de la Gold Coast.

On dit que ce chef aurait été encouragé dans cette manœuvre « Pakistan » par certains officiels britanniques des territoires du Nord où la majorité des indigènes est musulmane.

LE SYSTEME DES PARTIS

Au sujet de l'exploitation des sentiments religieux du peuple à des fins politiques, le premier ministre a déclaré que : « le système des partis doit demeurer ».

Les élections ont été un chaud combat. Car en plus du Parti du Peuple du Nord récemment constitué et faisant appel aux musulmans, il y a le fanatique parti musulman conduit par le communiste bien connu de la Gold Coast, Bankole Renner ; le Congrès Uni de la Gold Coast dirigé par le Dr J. B. Danquah, doyen des politiciens africains ; le parti Ghana du Congrès, dirigé par le Dr A. K. Busia, professeur de sociologie à University College ; le parti national démocrate, dirigé par l'avocat Ollennu ; le parti nationaliste de Ghana, dirigé par l'avocat Obetsebi Lamptev ; le parti Ghana d'action, dirigé par le Dr Ansah Koi, un médecin praticien.

Tous les partis avaient mobilisé leurs ressources pour gagner autant de sièges que possible. Certains partis d'opposition se sont groupés pour former un « front uni » contre le C.P.P. Mais Nkrumah est encore envoyé au pouvoir. Son parti qui avait gagné la majorité des sièges à trois précédentes élections municipales pour les conseils municipaux de Accra, Kumasi et Takoradi-Sekondi, vient de remporter une nette victoire sur tous ses adversaires.

Le 15 juin 1954 restera une date historique dans la révolution non sanglante de la Gold Coast.

George PADMORE.

UN MESSAGE DE BAO-DAI ALORS QU'IL ÉTAIT... VIET-MINH

Je m'adresse tout d'abord au gouvernement de la France républicaine et j'ai l'honneur de lui faire connaître que s'est fondée en Annam une République démocratique. En 1940, le gouvernement général de l'Indochine a, sans vergogne, livré notre pays aux fascistes japonais. Mais, après cinq ans de luttes acharnées contre les Nippons, nous avons réussi à conquérir notre indépendance le 20 août 1945.

Mettant l'intérêt de ma patrie au-dessus du trône de mes ancêtres, et préférant être simple citoyen indépendant plutôt que roi d'un pays esclave, j'ai, de ma propre autorité, abdiqué le 25 août dernier. Le gouvernement républicain démocratique annamite a proclamé sa composition et son entrée au pouvoir le 26 suivant.

Devant ce fait, la France, qui aurait dû envoyer à notre jeune République des diplomates amis, a envoyé un des officiers chargés de missions secrètes, visant d'une façon nette à rétablir dans notre pays le protectorat oppresseur de l'ancien régime. Des parachutistes sont descendus sur plusieurs points de notre territoire, ont reçu l'ordre précis d'occuper les bureaux administratifs et des centres militaires. Notre gouvernement a vivement protesté contre ces velléités d'agression. En ma qualité de conseiller du gouvernement républicain démocratique du Viet-Nam, je rappelle au gouvernement français la responsabilité qu'il endosserait si jamais une guerre éclatait entre nos deux nations.

A ce colonisateur qui se cramponne à un impérialisme périmé, je voudrais en toute sincérité dire toutes les vérités relatives à notre peuple. Cette indépendance et cette liberté que celui-ci a conquises, cette indépendance qu'il a achetée au prix du sang, cette liberté qu'il a acquise après vingt ans de luttes incessantes sous la domination française, notre peuple est résolu à les défendre, à les garder, dût-il sacrifier jusqu'au dernier de ses enfants. Derrière le gouvernement d'union nationale, tous les partis politiques, toutes les classes sociales ont serré leurs rangs, et cette masse de 25 millions d'hommes est prête à se porter sur n'importe quel point de nos frontières pour repousser toute nouvelle invasion étrangère. Je fais appel à l'esprit de compréhension de ceux-là qui détiennent actuellement le pouvoir en France, afin que ne puissent se produire entre nous des incidents regrettables.

Si, par malheur, on ne pouvait pas éviter ce qu'on voudrait éviter, dans l'armée de la République démocratique du Viet-Nam, je serais un simple soldat à côté de mes compatriotes et je lutterais jusqu'à la mort pour défendre la liberté de la patrie.

Mais la confiance me revient quand je songe au peuple de France. Je l'ai compris, ce peuple qui aime la liberté et qui toujours aspire à une paix mondiale effective. J'ai vécu toute ma jeunesse au milieu de ce peuple travailleur aimant l'indépendance et la justice. Je suis sûr que mon appel à ces amis de la justice, en vue d'épargner à nos deux pays des maux irréparables, ne sera pas inutile et qu'il ne tombera point comme dans un désert.

Je sais que, durant les quatre-vingts ans de domination française sur mon pays, beaucoup d'intellectuels français, au nom de nobles traditions de la France, ont élevé la voix pour protester contre l'oppression inhumaine dont nous étions les victimes.

Peuple de France, fils de la Liberté, descendants des héros de la Révolution de 1789, nous avons confiance en vous. Permettez-vous à un groupe de

fascistes mercantis de noircir les pages de votre grande histoire ? Levez-vous et empêchez la réalisation de leurs projets machiavéliques ! Si vous avez des amis, des frères, des époux dans les rangs des colonisateurs français en Extrême-Orient qui ne rêvent que conquête et domination, rappelez-les.

Peuple de France ! Vous savez le but sacré des Alliés dans cette guerre. Vous pouvez, pour une part, aider à la réalisation de ce but. Faites de telle sorte que plus tard, quand nous songerons à cette guerre, nous puissions la regarder comme une lutte pour la libération de tous les peuples conquis.

Par-delà les milliers de kilomètres qui nous séparent, je vous invite à nous prendre la main et à danser une ronde en l'honneur de la paix et de l'amitié entre les deux peuples.

Signé : Prince VINH THUY,
Ex-Empereur Bao-Dai
Conseiller du Gouvernement
Provisoire de la République
démocratique du Viet-Nam.

L'ex-empereur ne juge-t-il pas que le moment est venu pour lui de redevenir un « simple soldat » dans « l'armée de la République démocratique du Viet-Nam » ?

L'U.D.F.O. DE TUNISIE ET LE TERRORISME

Les derniers événements sanglants de Tunisie ont suscité des réflexes de peur parmi les éléments colonialistes. Les syndicats F.O. ont été invités à participer à des manifestations groupant tous les Français, des colons aux syndicalistes. Le secrétaire de l'U.D.F.O., M. Malé s'est refusé à participer à ce bloc colonialiste de la peur et a donné sa démission. Au congrès de l'U.D., un délégué tunisien, Boussaidi, parlant au nom des autres délégués tunisiens déclara : « Si Malé s'en va, nous partons ».

Remous analogues chez les fonctionnaires et démission pour les mêmes motifs de Py, président de l'Union générale et de Spitéri, secrétaire.

Voici un extrait de la lettre de démission de R. Malé :

« Certains éléments français et tunisiens, ayant cru devoir appeler la population de ce pays à manifester son ressentiment à l'égard de l'assassinat de cinq colons de la région du Kef, j'ai cru de mon devoir de militant syndicaliste responsable d'une organisation libre, de présenter aux membres du Bureau de l'Union des Syndicats de Tunisie C.G.T.-Force Ouvrière, un projet de motion invitant nos adhérents à s'abstenir d'y participer.

Je condamnais dans cette motion « comme également néfastes et stériles, le terrorisme et la répression qui s'engendrent et s'entretiennent mutuellement sans apporter de solutions constructives et rationnelles au problème des rapports franco-tunisiens ».

« Vous nous tuerez dix hommes, mais nous vous en tuons un, et c'est vous qui finirez par vous lasser. »

HO CHI MINH.

Septembre 46.

Winston Churchill

« Vieille garde »

de l'impérialisme britannique

L'histoire de l'Angleterre depuis les révolutions du XVII^e siècle a été essentiellement, en ce qui concerne la politique extérieure, celle d'un empire, et, en ce qui concerne la politique intérieure, celle d'une oligarchie. La transformation de cette petite île de la mer du Nord en un gigantesque empire « sur lequel jamais le soleil ne se couche » a été certainement le fait central et l'événement décisif des temps modernes — l'« empire romain » de l'ère capitaliste. En même temps, l'évolution politique de la Grande-Bretagne se caractérisait par une concentration parallèle de la puissance politique et économique entre les mains d'une petite caste oligarchique qui, sous le couvert d'une façade démocratique superficielle et trompeuse, fut la dirigeante effective de la Grande-Bretagne et de son empire. Si nous comparions tout à l'heure l'Angleterre à l'empire romain à propos de son développement extérieur, nous devons, par contre, comparer l'oligarchie britannique qui dirige ce développement ou à la thalassocratie de l'ancienne Carthage, principale rivale de Rome en impérialisme, ou à l'oligarchie vénitienne du moyen âge ; cette dernière comparaison fut d'ailleurs faite par Disraéli.

L'OLIGARCHIE BRITANNIQUE

L'oligarchie britannique naquit de la Réforme, qui fut autant une révolution sociale qu'une révolution religieuse et qui, en Angleterre, revêtit des formes directement politiques. C'est au XVI^e siècle que l'oligarchie capitaliste anglaise posa les fondements de sa puissance économique par la spoliation, d'abord des biens de l'Eglise romaine et ensuite des propriétés paysannes dont les communaux furent « clôturés » et soustraits par là à la « vaine pâture ». Aussi, au XVII^e siècle, la puissance économique de l'oligarchie prévalut-elle sur la puissance politique de la monarchie absolue ; Cromwell fut le chef militaire de cette oligarchie. Cette même époque vit la défaite de la naissante démocratie britannique qui était représentée par des sectes égalitaires comme celle des « Niveleurs ». Finalement, au cours de la « glorieuse révolution » de 1688, comme elle s'appela elle-même, l'oligarchie brisa définitivement les derniers efforts tentés par la vieille monarchie féodale pour recouvrer son pouvoir absolu. Depuis lors, l'oligarchie a régné sans rivale. C'est elle qui conduisit la Grande-Bretagne à l'empire du monde et qui présida à la révolution industrielle. Durant environ deux siècles, de 1688 à 1900, l'Angleterre ne fut « que pour quelques-uns », selon le mot de Disraéli ; elle demeura pendant tout ce temps le pays classique de l'oligarchie ; on peut ajouter que tout le monde sait cela... sauf les Anglais.

LA DYNASTIE DES CHURCHILL

Winston Spencer Churchill, actuellement premier ministre de Grande-Bretagne et chevalier du « très noble » Ordre de la Jarretière, qui forme

le sujet de cet article, est, à la fois, dans ses antécédents et dans sa conduite politique, un produit type de cette oligarchie whig qui a gouverné l'Angleterre depuis l'époque révolutionnaire.

Il naquit dans le « cercle béni » de l'oligarchie alors au zénith de son pouvoir, alors que l'empire britannique étrennait la terre comme un colosse et que l'oligarchie britannique venait de briser le premier mouvement indépendant du prolétariat britannique (1) et était en train de traduire « démocratie britannique » par « démocratie tory » !

Par ses idées sociales, ou plutôt par son manque d'idées dans ce domaine, par sa croyance invétérée dans les privilèges de classe et, par-dessus tout, par sa foi passionnée en l'empire, l'empire sur lequel « jamais le soleil ne se couche », Churchill est un représentant typique de l'oligarchie britannique. Ses idées sont celles de sa classe, ou plutôt de sa caste. Si sa personnalité est originale, ses idées sont la banalité même.

Ce n'est que par son caractère, sa force de volonté, et sa puissance oratoire que Winston Spencer Churchill se distingue de la moyenne de sa caste.

En fait, Churchill représente la phase finale des deux traditions dans lesquelles s'est moulée l'histoire de l'Angleterre depuis le XVII^e siècle : il est le dernier des impérialistes et le dernier grand chef politique de l'oligarchie. Il y a comme la splendeur d'un soleil couchant autour de ce vieux et formidable lutteur qui lui donne quelque chose de la grandeur tragique de Napoléon, ou de Prométhée.

« FIDÈLE MAIS INFORTUNE » ?

Les Churchill tirent leur richesse et leur renommée de la « glorieuse révolution » de 1688, dont l'issue fut décidée sans effusion de sang grâce à la trahison, au bon moment, du commandant en chef de l'armée royale, le général « Jack » Churchill, qui abandonna son roi le jour où celui-ci eut besoin de lui.

Ce fut pour ce général le début d'une brillante carrière, car Jack était vraiment un grand général ; il termina sa vie mouvementée comme duc de Malbrough, vainqueur de Blenheim (2) et prince du Saint Empire romain-germanique.

Les Churchill doivent toute leur renommée à ce grand soldat (par politesse nous omettons ses autres, beaucoup moins belles, qualités). Car, de duc et sa formidable épouse (3), les Chur-

(1) Le chartisme (Note du traducteur)

(2) A Blenheim, sur le Danube, durant la guerre de Succession d'Espagne, à la tête d'une armée anglo-autrichienne, Malbrough infligea une écrasante défaite aux troupes franco-bavaroises (1704). (Note du traducteur).

(3) Celle-ci fut l'amie intime et toute-puissante de la reine Anne durant de nombreuses années, jusqu'au jour où elle fut supplantée par une rivale, lady Masham. (Note du traducteur).

chill ne produisirent aucune figure notable et ne jouèrent aucune part notable ni dans leur classe ni dans la politique nationale jusqu'au jour de la courte apparition sur la scène politique de Lord Randolph Churchill, le plus jeune fils du septième duc de Malbrough, qui devint un des principaux chefs parlementaires du parti tory au cours des années 1870 et qui fut pendant une brève période leader de la Chambre des Communes et chancelier de l'Échiquier. De même que son fils plus célèbre, Lord Randolph était pourvu d'une forte personnalité et d'un tempérament combattif, ce qui ne le rendait pas très *persona grata* auprès des tories moyens de son époque. Cependant les cerveaux ont toujours été rares dans le « stupide parti » des gentlemen anglais de sorte que des historiens ont pu prétendre que si ce n'avait été sa mort prématurée à 46 ans, on aurait pu faire de lui, faute d'autres, un premier ministre tory.

Lord Randolph épousa une héritière américaine — car alors, au temps de Victoria, les aristocrates anglais comptaient encore pour quelque chose ! — et le 30 novembre 1874 naissait leur premier fils, Winston Spencer Churchill.

La devise de la famille Churchill est « Fidèle mais infortuné ». Ainsi qu'on le voit, et comme l'a justement écrit Coward Evans, l'écrivain révolutionnaire anglais, l'histoire des Churchill justifierait davantage la devise : « Fortuné parce qu'infidèle » !

LES PREMIÈRES ANNÉES

Les premières années du futur sauveur de la Grande-Bretagne furent sans événement. Comme la plupart des hommes de valeur, ses succès à l'école furent minces. Ses études au collège d'Harrow furent quelconques et il ne réussit point à entrer à l'Université d'Oxford ; ce ne fut même qu'avec la plus grande difficulté qu'il fut reçu à l'académie militaire de Sandhurst, d'où il sortit avec un petit grade dans un régiment de cavalerie d'élite, distinction accordée plutôt, dans l'aristocratie anglaise d'alors, au rang social qu'aux qualités militaires.

Les années suivantes virent Churchill faire beaucoup plus le globe-trotter que le soldat. Il alla voir l'armée espagnole de Cuba avec laquelle le général Weyler, prédécesseur de Franco et aussi sanguinaire que lui, essayait de sauver les derniers restants de l'empire espagnol au moyen d'une impitoyable politique d'extermination à l'égard des révolutionnaires cubains. Puis il alla sur la frontière nord-ouest de l'Inde où il fit le reporter pour le journal londonien *Daily Telegraph* lors de la dernière « expédition punitive ». En 1898, il accompagnait Lord Kitchener dans la reconquête du Soudan, au cours de laquelle il fit le « correspondant de guerre », cette fois pour le *Morning Post*. Il prit part personnellement à la théâtrale charge de cavalerie du 21^e lanciers dans cette farce que fut la « bataille » d'Omdurman. Enfin, l'année suivante (1899), Churchill allait en Afrique du Sud, également comme correspondant de guerre du *Morning Post* ; il fut fait prisonnier peu après son arrivée, mais il parvint presque aussitôt à s'évader. (On l'a accusé d'avoir en cette circonstance trahi sa parole, mais après tout, n'est-ce pas ? les Boers ne sont pas des gentlemen anglais !) Là se termine sa carrière de militaire professionnel ; il se tourna désormais vers la politique.

L'HOMME DE LETTRES

Jusqu'à son retour de la guerre sud-africaine, Churchill n'avait été qu'une sorte de militaire errant sans se distinguer en quoi que ce soit dans sa profession, mais il avait utilisé les expériences variées de ses voyages pour essayer de se distinguer dans un autre métier, un métier dans lequel les jeunes officiers des régiments de cavalerie d'élite ne brillent généralement pas. Ce métier était celui de la littérature professionnelle, métier pour lequel notre aristocrate tory a toujours eu un faible marqué et qu'il a toujours pratiqué au cours de sa carrière mouvementée

comme une sorte de seconde profession. Mais, pas plus en littérature qu'en politique on ne trouvera chez Winston Churchill une grande originalité de pensée ni, très certainement, aucune conscience des étonnants bouleversements révolutionnaires qui marquent l'importante époque dans laquelle il vécut.

Churchill ne manque certainement pas d'un certain talent littéraire et il pourrait même être considéré dans sa classe, sinon comme un grand écrivain, au moins comme un écrivain notable.

Il y a une tradition littéraire chez les Anglais de notre époque tout comme il y en avait une chez les aristocrates de Rome, et Churchill la continue honorablement. Ses auteurs favoris, à ce que l'on nous dit, sont les historiens anglais grands discoureurs comme Gibbon et Macaulay. A vrai dire, Churchill n'est ni un Gibbon ni un Macaulay. Il manque des connaissances encyclopédiques du premier et du dynamisme de l'autre. Néanmoins, il les suit convenablement dans leur éloquence verbeuse et ses meilleurs passages ne seraient pas déplacés dans les « pages lumineuses de Gibbon » ou dans les plus flamboyants essais de Macaulay.

Tout comme son compatriote, et également aristocrate, Bertrand Russell (Comte), dont il diffère tellement par ailleurs, Churchill a les goûts de l'aristocratie whig du XVIII^e siècle, à cela près que le tory Churchill prend modèle sur les tories Gibbon et Burke, tandis que Russell (né en 1872) prend modèle sur les rationalistes Locke et Hume.

Churchill débuta dans la carrière littéraire par un roman, le seul qu'il ait écrit, intitulé *Savrola*, qu'il publia à l'âge de 24 ans. Puis, parurent un certain nombre de livres décrivant les campagnes coloniales auxquelles il avait assisté ; la *Guerre du fleuve*, où il raconte la conquête du Soudan par Kitchener est peut-être le meilleur de ses premiers ouvrages, qui sont tous de la catégorie des livres de « reportage », faits par des hommes plus ou moins compétents.

Il est cependant intéressant de noter que dans son premier livre *Savrola*, éclate cette haine de toute révolution sociale qui accompagna cet aristocrate conservateur durant toutes les phases de sa longue vie politique.

Plus tard, en 1906, il écrivit une biographie de son père, Lord Randolph Churchill, qui est souvent considérée comme son meilleur livre, mais j'avoue ne pas l'avoir lue.

CHURCHILL, DÉPUTÉ TORY

Le résultat de sa dramatique évasion d'Afrique du Sud fut que Churchill put « faire de l'argent » avec des tournées de conférences en Angleterre et en Amérique. Un autre résultat fut de lui permettre d'être élu à la Chambre des Communes, comme député tory naturellement. Il avait déjà échoué une fois, mais son second essai fut plus heureux. Il battit son ancien vainqueur, Walter Runciman, dans la circonscription cotonnière de Oldham, dans le Lancashire, et prit son siège à la Chambre pour la première fois le 23 janvier 1901.

C'était le premier jour d'un nouveau règne, étant donné que la reine Victoria, cette respectable ménagère transformée en « grande reine » par le monopole industriel et la puissance maritime de la Grande-Bretagne, était morte la veille, le 22 janvier 1901.

Il est assez curieux, étant donné les événements qui devaient suivre, qu'en arrivant au Parlement Churchill était accompagné d'une fanfare qui jouait l'air : « Regardez le Héros qui arrive », salut prophétique pour le héros de la seconde guerre mondiale !

CHURCHILL, DÉPUTÉ LIBÉRAL

En janvier 1905 une élection générale sensationnelle mit fin au long règne des tories (il avait duré sans interruption de 1895 à 1905), ramenant au pouvoir le parti libéral avec ce qui est, je crois, la plus grosse majorité parlementaire de toute l'histoire britannique. Alors, Winston Churchill... passa aux vainqueurs. Il traversa la Chambre et de-

vint libéral. Ce ne fut qu'en 1924 qu'il prit place à nouveau sur les bancs conservateurs.

Les raisons de principe — en admettant qu'il y ait — pour lesquelles ce conservateur et impérialiste-né alla à un parti qui était alors un parti largement révolutionnaire de réforme sociale, ne sont pas très claires. Était-ce en raison de son impossibilité — ainsi que cela devait apparaître dans les années suivantes — de travailler avec les tories ? Ou bien était-ce simplement qu'il y avait peu de chances de rapide avancement dans le parti tory pour un cadet sans fortune (4) de l'une, parmi tant d'autres, des familles tory ?

Comme député libéral, Churchill eut un succès rapide et plutôt surprenant, étant donné ses antécédents exclusivement tory. Il s'éleva rapidement dans la hiérarchie libérale : sous-secrétaire d'Etat aux colonies en 1906, président du ministère du commerce en 1908, secrétaire de l'Intérieur en 1910, premier Lord de l'Amirauté en 1912. En 1914, il était dans la demi-douzaine des principales figures de la vie politique britannique et sa popularité n'était dépassée que par celle de son collègue radical, Lloyd George.

Sa rapide ascension fut sans doute due à la fois à son dynamisme et à sa capacité, plutôt étonnante à première vue, de se donner beaucoup de peine. Il a la réputation d'apprendre encore tous ses discours par cœur. A la différence de Lloyd George, dont l'esprit étincelant faisait un maître dans les répliques impromptues, Churchill a toujours été bien meilleur dans les discours soigneusement préparés et qui portent beaucoup plus, généralement, lorsqu'ils sont lus que lorsqu'ils sont prononcés.

LA PREMIERE GUERRE IMPERIALISTE

Durant les quelques années qui précédèrent 1914, la rivalité des deux principales puissances européennes de cette époque, l'Allemagne et l'Angleterre, menait rapidement à la guerre. Ce fut alors que Churchill joua pour la première fois un rôle de premier plan comme chef de la fraction impérialiste du cabinet libéral et comme porte-parole du parti de la guerre.

Bien que sa carrière militaire ait été particulièrement peu brillante, ce descendant du plus grand des généraux anglais a toujours eu un faible pour les choses militaires.

Alors qu'il était secrétaire à l'Intérieur (1910-12), il avait personnellement commandé les « Gardes du roi » dans cette escarmouche qui eut lieu avec de prétendus anarchistes dans l'Est de Londres et qui est connue sous le nom de « bataille de Sydney Street ». Comme Premier Lord de l'Amirauté (1912-16), il se lança personnellement et énergiquement dans la campagne qui avait lieu alors en faveur d'une plus forte marine afin de répliquer à l'importance croissante de la puissance maritime allemande qui menaçait d'enlever le trident des mains de Britannia. Les dessins de l'époque dans la presse anglaise montrent celui qui était alors le chef de la Royal Navy conduisant un chœur d'impérialistes chantant le slogan alors à la mode : « Nous en voulons huit, et nous ne voulons pas attendre » (5).

Lorsque, le 4 août 1914, l'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne, le Très Honorable Winston Churchill pouvait, en tant que chef politique de la marine, assurer à son roi, à ses collègues et à son pays que la flotte britannique était prête à toute éventualité. Ainsi que Rosa-Luxembourg devait bientôt le déclarer dans sa fameuse **Lettre de Junius**, l'ancienne maîtresse de la mer, l'Angleterre, répondit, en août 1914, au défi qui lui avait été lancé par la décision de l'empereur Guillaume et de l'amiral von Tirpitz, de se poser en rivaux de la puissance navale de la Grande-Bretagne, puissance qui était la base, à la fois,

(4) Winston avait été, à un moment, héritier du titre de duc de Malbrough, avec les immenses revenus que cela comportait, mais il avait dû rapidement céder la place à des héritiers plus directs.

(5) « Les huit » voulaient dire huit cuirassés du nouveau type (le type « Dreadnought ») qui étaient les plus puissants navires, alors à flot.

de son pouvoir impérial et de son existence nationale.

UN CHEVAL APPELE « GALLIPOLI »

Un collègue libéral de Churchill en 1914 a indiqué que dans les premiers jours d'août, on pensait que l'heure du destin avait sonné pour le bouillant descendant de Malbrough, Winston Churchill. Etant donné que ceux qui le précédaient dans la hiérarchie politique étaient des avocats ou des diplomates âgés comme Asquith, alors premier ministre, ou Grey, ministre des Affaires étrangères, ou des démagogues comme Lloyd George, Churchill, avec ses goûts militaires et son ascendance aristocratique, semblait être l'homme qu'il fallait pour conduire la nation à la victoire dans la première guerre sérieuse qu'elle ait menée depuis les jours lointains de Napoléon. Cependant Churchill rata l'occasion et il lui fallut attendre encore un quart de siècle pour trouver la pareille.

Le plan stratégique grandiose qu'il avait conçu, de venir au secours de l'empire russe vacillant en forçant les Dardanelles, paraît bien lui avoir été inspiré autant au moins par des considérations de classe que par des raisons purement stratégiques. Car, s'il avait réussi, comme il fut très près de le faire, la Révolution russe n'aurait jamais eu lieu, et alors ?...

Mais ne discutons pas avec des si !

En fait, l'armée britannique ne parvint pas, quoique de peu, à forcer les Détroits ; la stratégie « napoléonienne » de Churchill échoua et l'empire du tzar s'effondra !

Pour Churchill ce fut la fin de ses espoirs de devenir le seigneur suprême de la guerre durant la première guerre impérialiste. Ce rôle historique fut réservé, contre toute attente, à l'ancien pacifiste et partisan d'une « petite Angleterre », David Lloyd George ; durant tout le reste de la guerre celui qui s'attendait à être un nouveau Malbrough dut se contenter de tâches relativement secondaires. La défaite de Gallipoli fut le Waterloo de Churchill, bien que, plus heureux que Napoléon, il dût avoir plus tard sa revanche.

Quelques années plus tard, Churchill ayant interrompu un discours contre le jeu, d'un député travailliste, dut se rasseoir rapidement sans mot dire — ce qui ne lui arriva sans doute que très rarement au cours de sa carrière parlementaire — lorsque l'orateur travailliste, feu Philip Snowden, lui lança à la figure : « En tout cas, moi, je n'ai jamais joué un cheval appelé Gallipoli ! »

« LE SIMIESQUE ET DEGOUTANT BOLCHEVISME »

Le grand perdant de la première guerre impérialiste ne fut ni l'Angleterre ni l'Allemagne, les deux concurrents pour l'empire du monde, mais l'empire des czars, l'« anneau le plus faible » de la chaîne du capitalisme impérialiste d'alors.

En 1918, le monde de Churchill, le monde d'« ancien régime » subit simultanément deux changements fondamentaux. L'impérialisme allemand, principal rival de l'impérialisme britannique, était finalement défait, cependant que la révolution russe qui venait d'éclater en novembre 1917 prenait une forme internationalement agressive par la fondation de l'Internationale communiste, instrument politique de la Révolution mondiale.

Pour Churchill, cette extraordinaire transformation de la scène du monde, fit que la seconde des deux grandes haines qui ont gouverné toute sa carrière politique, prit la place de la première. La haine de Churchill l'impérialiste pour l'impérialisme rival de l'empire allemand fut alors à la fois supplémentée et remplacée par la haine également virulente de Churchill, soldat de l'aristocratie pour la révolution sociale qui s'accomplissait sous ses yeux, pour ce « simiesque et dégoutant bolchevisme », comme l'appela tout à fait élégamment le seigneur de la guerre dans un discours qu'il prononça en un lieu tout à fait approprié : dans la Rome fasciste, en présence de Mussolini ! Ce sont ces deux grandes haines qui ont dominé toute la carrière politique active de Churchill.

En tant que ministre de la guerre et comme chef reconnu du parti de la guerre au sein du cabinet anglais de l'époque, Churchill est généralement regardé comme le principal responsable de l'intervention britannique dans la guerre contre la révolution russe. Guerre qui fut menée par les Russes blancs, mais avec un armement britannique et des fonds britanniques (1919-1921).

Si Churchill avait été premier ministre, il paraît certain que l'intervention britannique aurait eu lieu sur une bien plus grande échelle, car, à la fois, le roi d'alors, George V, un ultra-impérialiste, et le club tory du Carlton étaient en faveur d'une intervention militaire directe à laquelle le régime bolchevik n'aurait guère pu survivre. Mais l'Angleterre était fatiguée et la révolution russe jouissait d'une sympathie étendue parmi les travailleurs. Lloyd George qui était encore premier ministre, connaissait le peuple, d'où il sortait, beaucoup mieux que ne pouvaient le connaître les aristocrates tories. Aussi, l'intervention ne fut pas conduite d'une manière très active, et elle fut finalement arrêtée parce que, ainsi que le dit Trotsky, « les généraux blancs étaient bien partis, mais n'étaient pas arrivés ».

La révolution russe se maintint donc, et Winston Churchill continua jusqu'à la seconde guerre avec l'Allemagne, à regarder le bolchevisme comme l'incarnation de Satan sur la terre.

BALDWIN OU LE « FABIUS » ANGLAIS

Les tories se débarrassèrent bientôt de Lloyd George, lorsque, avec le danger de guerre, le besoin d'un démagogue disparut. Mais, bien que Churchill fût maintenant en dehors du parti libéral (qui, après la guerre contre l'Allemagne se désintégra rapidement) il n'avait pas encore rejoint officiellement le parti conservateur.

Le nouveau premier ministre, Baldwin, était l'opposé même de Churchill ; c'était un industriel habile et sans ostentation, il était passé maître dans l'art de la **défensive** ; les écrivains politiques anglais ne lui ont jamais donné la place qu'il méritait ; ce fut le **Fabius Cunctator**, le temporisateur de l'empire britannique, ainsi que l'auteur du présent article a déjà eu l'occasion de le caractériser. Ce fut sous sa direction et avant tout grâce à sa tactique personnelle que le gouvernement tory et la classe dirigeante britannique dont il était l'instrument, parvinrent à briser facilement et sans effusion de sang la grève générale de la classe ouvrière britannique de mai 26.

UNE REVOLUTION ANGLAISE QUI RATA

De tout ce que connut l'Angleterre depuis la fin du chartisme, la grève générale de 1926 fut ce qui approcha le plus d'une « situation révolutionnaire ». Les travailleurs, ainsi que l'auteur peut en témoigner, avaient la **volonté** de se battre, mais ils manquèrent de direction ; ils avaient des illusions sur le rôle de l'Etat bourgeois et, surtout, ils manquèrent de chefs résolus.

Du côté de la classe dirigeante, le héros de 1926 ne fut pas Churchill — qui était alors, comme l'avait été son père, chancelier de l'Echiquier (1924-29) — mais Baldwin le premier ministre. La politique de Churchill était d'amener les ouvriers à la violence et puis d'user contre eux sans pitié des forces militaires de la Couronne. Si cette politique avait prévalu, les ouvriers anglais eussent été plongés dans un bain de sang, mais le fétiche du « réformisme » aurait été brisé et une prochaine révolution britannique assurée. Cependant, ce fut la politique de Baldwin qui l'emporta ; elle était beaucoup plus intelligente. Elle mita sur la peur qu'avaient les chefs, et elle laissa la grève s'éteindre d'elle-même sans violence.

Mai 1926 montra de nouveau que Churchill est un ardent partisan de la lutte de classes, en s'y tenant bien entendu dans le camp de la classe dirigeante, mais qu'il n'est pas plus un stratège en politique intérieure qu'il n'est un homme d'Etat en politique étrangère.

En 1929, Churchill dut abandonner le gouvernement pour une décade.

Après la chute du gouvernement travailliste (1929-31) qui succéda au gouvernement Baldwin, le cabinet de coalition qui fut formé se passa à la fois de Churchill et de son ancien chef Lloyd George. On attribue cette remarque de Ramsay Macdonald à Baldwin : « Nous nous sommes débarrassés du Gallois (Lloyd George) ». Il aurait pu ajouter : « et de Churchill ».

De 1929 à 1939, Churchill devint donc un franc-tireur, dont chacun se méfiait et qui avait apparemment à peu près autant de chance d'être premier ministre d'Angleterre que de devenir pape ! Cependant, durant cette douloureuse période, il ne permit pas à ses compatriotes d'oublier son existence. Il les exhortait continuellement, par la parole et par la plume, à se méfier, non seulement du Labour Party, mais aussi de ces conservateurs « à moitié socialistes » comme Baldwin, qui menaient la Grande-Bretagne à sa perte en échangeant son glorieux héritage impérial contre des paroles creuses sur la « démocratisation » de l'empire.

Le lecteur attentif des nombreux écrits et discours de Churchill durant les dix ans pendant lesquels il demeura privé de tout poste gouvernemental, s'apercevra que le thème sur lequel il revint toujours est l'état de dissolution dans lequel se trouve l'empire, sur lequel le soleil montre désormais de toutes manières son intention de se coucher !

De nombreux ennemis, les anciens ennemis, mais aussi des nouveaux l'entourent : le bolchevisme qui est déjà pour Churchill un vieil ennemi, et un plus récent, l'Allemagne d'Hitler maintenant réarmée, que Churchill approuve en tant que **contre-révolution**, mais qui va bientôt apparaître comme une nouvelle réincarnation de l'impérialisme rival qui avait été sa bête noire dans les années d'avant 1914. En outre, il y a un bizarre petit homme appelé Gandhi, dont les principes de morale ressemblent très peu à ceux que Churchill a appris au collège d'Harrow et à l'école de Sandhurst ; un homme dont l'intention criminelle et de plus en plus affirmée est de priver la Grande-Bretagne de son « joyau le plus brillant », l'empire de l'Inde, qui est, pour Churchill, une injure personnelle, car n'y a-t-il pas, lui-même, comme tout Sahib, joué au polo, lorsqu'il était jeune !

Il était visible au cours de l'entre-deux-guerres que des craquements sinistres se faisaient entendre dans la structure politique de l'empire britannique et aucune voix ne s'éleva plus véhémentement, durant les années 30, que celle de Churchill annonçant la prochaine désintégration du plus puissant des empires coloniaux modernes et s'en désespérant. Mais les limitations de son esprit, dues à ses préjugés de race et de classe, qui l'empêchèrent toujours de voir l'essentiel (ce qui lui interdit d'être vraiment un grand politique) ne permirent pas à Churchill de comprendre la révolution indienne qui était en train de se préparer durant les années 30, tout comme elles l'avaient empêché de comprendre la révolution russe dans les années 20, et tout comme il ne comprend pas davantage aujourd'hui même la présente « révolte de l'Asie ». Car ce n'est pas la sorte d'histoire que l'on trouve chez Gibbon et chez Macaulay ! Ni celle qui était enseignée aux rejetons de l'aristocratie anglaise à Harrow et à Sandhurst aux temps de la jeunesse de Churchill !

Les plus chauds admirateurs du premier ministre doivent reconnaître que ce constant aveuglement sur les événements **réellement** décisifs de notre époque interdit absolument que l'on puisse regarder leur héros comme un véritable grand homme.

MUNICH, OU CHAMBERLAIN CONTRE CHURCHILL

En septembre 38, l'impérialisme allemand du Troisième Reich, pleinement réarmé, se trouva brusquement en conflit avec la Grande-Bretagne et la France sur la question des Sudètes et de

la Tchécoslovaquie. Mise en face de ce retour de la question allemande qu'elle pensait avoir résolu une fois pour toutes en 1918, la bourgeoisie britannique se divisa.

« Le malheur fait d'étranges compagnons de lit », comme dit un proverbe anglais. Et c'est ainsi que l'année de Munich vit Churchill et ses collègues de la fraction impérialiste des « dur à cuire » du parti tory alliés avec le Labour Party et également avec le parti communiste britannique pour s'opposer aux plans expansionnistes de Hitler et de Mussolini. Car Churchill et Attlee voulaient tous deux une action vigoureuse, allant, si c'était nécessaire, jusqu'à la guerre, pour arrêter les ambitions impérialistes de Hitler qui, tout comme celles de Guillaume en 1914, constituaient la plus grave menace pour l'empire britannique.

Mais à cette coalition s'opposait le nouveau premier ministre, Chamberlain (qui avait succédé à Baldwin en 1937). A la grande fureur de la coalition bigarrée de ses critiques : Tories impérialistes, travaillistes, communistes — Chamberlain conclut le fameux accord de « Munich » qui ajouta un nouveau mot au vocabulaire politique de la plupart des pays, et « apaisa » temporairement Hitler aux dépens des malheureux Tchèques. Qui eut raison Churchill ou Chamberlain ?

« DIVISER POUR REGNER »

J'ai déjà indiqué, à propos de la grève générale de 1926, que la prudente stratégie politique de Baldwin avait été la bonne (du point de vue des intérêts de la classe bourgeoise naturellement), tandis que celle de Churchill était la mauvaise. Pour emprunter une comparaison à l'histoire romaine, j'ai dit que Baldwin était, l'habile stratège de la défensive, le *Fabius Cunctator* qui évite les batailles, tandis que Churchill était le *Varron* impulsif qui aurait conduit son parti à un « Cannes » britannique.

Eh bien ! sur le champ plus vaste de la politique mondiale, Munich amène à la même constatation. A notre avis, il n'y a pas la moindre part de vérité dans la croyance, commune et officielle, que Chamberlain eut peur de Hitler. Ce que voulait ce remarquable maître en machiavélisme et en « real-politik » qu'était Chamberlain, c'était d'obliger la Russie bolchevique, principal ennemi du capitalisme britannique, et l'Allemagne nazie, principal ennemi de l'impérialisme britannique, à se battre l'une avec l'autre pour le plus grand bien et du capitalisme britannique et de l'empire britannique, leur assurant ainsi un répit à l'un et à l'autre.

Telle fut, à notre avis, la politique « réaliste » suivie par Chamberlain à Munich : ce n'était autre que la politique anglaise traditionnelle du « Diviser pour régner ». Que cela constituât une politique à bien moins courte vue que celle de Churchill, fut démontré l'année suivante lorsqu'elle dut être renversée par le fait que Hitler se tourna contre l'Ouest, au lieu de marcher à l'Est et qu'en conséquence, la politique de Churchill d'entrer en guerre ouverte contre l'Allemagne prévalut. Du moment qu'Hitler cessait de marcher à l'Est, l'empire britannique dut chercher secours vers l'Ouest, ce qui le condamnait à la destruction.

SA « PLUS BELLE HEURE »

Donc, en 1939, la seconde guerre mondiale, si longtemps attendue, éclatait. Churchill, chef du parti de la guerre, rentra dans le gouvernement avec le même poste que celui qu'il occupait en août 14 : premier Lord de l'Amirauté, c'est-à-dire ministre de la Marine. Mais, en mai 40, la « guerre-éclair » des nazis abattait la France, et, en même temps, Neville Chamberlain. Le 10 mai, Winston Spencer Churchill, après quarante ans de vie politique, arrivait enfin premier ministre, avec un cabinet de coalition qu'il devait continuer de présider jusqu'à la fin de la guerre.

Cette période, et particulièrement celle qui vit sa puissante réaction à la menace d'invasion imminente après Dunkerque (de mai à octobre 40),

marque sans aucun doute le point culminant de sa carrière. Ce n'est qu'à ce moment qu'il atteignit l'authentique grandeur. Car, en de telles circonstances, les qualités dont Churchill fut toujours privé, l'intelligence, la largeur de vues, la compréhension sympathique des points de vue autres que le vôtre, n'étaient pas nécessaires. Au contraire, les qualités qu'il fallait alors absolument, le courage du bouledogue, la combattivité, le talent de trouver les mots frappants qui fixent l'attention publique étaient précisément celles dont Churchill avait toujours été particulièrement doté. Elles se montrèrent à plein en 1940 et dans les années suivantes. Elles sont la seule chose qui lui permettent de prétendre à être, en tant qu'individu, un personnage historique réellement grand. Après tout, le métier de chef est de conduire. Et la capacité du chef se prouve par la manière dont il est suivi lors d'une situation quasiment désespérée.

Nous pensons que par fidélité à Clio, muse de l'histoire, nous devons reconnaître dans le Churchill de la seconde guerre mondiale un grand patriote, une forte personnalité, un ministre de la guerre de même classe que Lazare Carnot ou que son propre compatriote et ancêtre spirituel, le premier Pitt, comte de Chatham, le vrai fondateur de l'empire britannique (6). Cette dernière comparaison, en particulier, celle avec son aristocratique prédécesseur, plairait particulièrement, à ce que nous pensons, au descendant de Malbrough.

« REDDITION SANS CONDITION »

Les guerres sont souvent gagnées par le simple courage, comme ce fut le cas en 1940 pour l'Angleterre, après Dunkerque, mais pour gagner la paix, il faut aussi de l'intelligence. Ce sont aussi les qualités d'homme d'Etat qui comptent ; or, Churchill n'est pas un homme d'Etat ; c'est ce que montre toute sa carrière. Et jamais cela ne fut plus clairement prouvé que le jour où, vers la fin de la guerre, alors que la victoire était en vue, Churchill lança le mot d'ordre imbécile de « reddition sans condition ».

« Reddition sans condition » en 44-45 ne signifiait, en effet, rien d'autre que ceci : l'Allemagne doit être rayée de l'Europe, elle doit être rayée sans condition de la vie politique. Mais alors que restera-t-il ? Dans le monde, l'Amérique, et sur notre continent eurasiatique, la Russie. Ou, en termes plus clairs et moins diplomatiques : l'Europe ne sera délivrée de la domination nazie que pour tomber sous la domination russe. Au lieu d'une Allemagne et d'une Russie se neutralisant l'une l'autre, ainsi que Chamberlain l'avait projeté à Munich, l'Angleterre « n'échappait à la poêle à frire », comme dit le proverbe, « qu'en tombant dans le feu ». Elle n'avait sauvé l'Europe de Hitler que pour la donner à Staline.

On peut dire qu'en insistant pour une totale destruction de l'Allemagne, Churchill ouvrait par là même la guerre « froide », en attendant la « chaude », avec le communisme.

LA DESCENTE

La fin de la seconde guerre mondiale marque la fin de la période « héroïque » de Winston Churchill, tout comme elle marque, en fait, la fin de l'impérialisme britannique. Churchill dut quitter le pouvoir en juillet 45, avant même la fin de la guerre en Extrême-Orient. Sans aucun doute, les électeurs britanniques qui ramenèrent alors le Labour Party au pouvoir, sentirent dans leur for intérieur, sinon en vertu d'un raisonnement explicite, que Churchill était un grand ministre de la guerre, un homme qui convenait pour une période de crise, mais qu'il n'était point un homme d'Etat ; il était capable de gagner des

(6) William Pitt, comte de Chatham, père de celui qui fut le grand ennemi de la Révolution française et de Napoléon, fut ministre de la Guerre durant la seconde partie de la Guerre de Sept Ans, à la fin de laquelle la France fut battue et dut abandonner à l'Angleterre l'Inde et le Canada. (Note du traducteur).

guerres, mais il manquait des hautes qualités intellectuelles qui sont nécessaires pour « gagner la paix ».

Aussi, le reste de la carrière du seigneur anglais de la guerre ajouta peu à sa réputation. Cette période représente, pour lui, par comparaison avec les héroïques années de guerre, une sorte de lente déchéance.

CHURCHILL ET LA « GUERRE FROIDE »

Il y avait cependant encore pour le vieux guerrier une guerre à déclarer, une nouvelle sorte de guerre, la « guerre froide » contre la Russie.

Des « étranges compagnons de lit » qu'avait fait la guerre contre Hitler, Churchill et l'ogre bolchevik étaient certes les plus étranges. Cependant « nécessité ne connaît pas de loi », et l'impérialisme britannique n'a jamais été très difficile dans le choix de ses alliés. N'est-ce pas le très illustre prédecesseur de Churchill dans les annales de l'impérialisme britannique, Lord Palmerston, qui prononça la célèbre phrase : « L'Angleterre n'a ni amis permanents ni ennemis permanents, elle n'a que des intérêts permanents ». Les filets de sa diplomatie furent assez vastes pour pouvoir y renfermer même Staline !

Cependant, une fois que Hitler fut hors de jeu, Churchill se trouva face à face avec les résultats concrets de sa politique de « reddition sans condition » : le monde dominé par l'Amérique et l'Europe dominée par la Russie. Le soleil de l'impérialisme britannique était en train de se coucher ; il était vraiment temps pour le vieux guerrier de s'en aller.

UN PEU GLORIEUX CHANT DU CYGNE

Cependant, l'élection générale d'octobre 51 ramena les tories au pouvoir, avec une très petite majorité. Depuis trois ans, en conséquence, Churchill est à nouveau premier ministre de Grande-Bretagne. Comme tel, il a présidé aux débuts des gloires annoncées du second « âge élisabéthain ».

Mais, en fait, le second gouvernement Churchill n'a été qu'un chant du cygne peu glorieux pour un homme dont la carrière avait été si lourdement chargée d'intensité dramatique. L'Empire britannique du temps de la jeunesse de Churchill s'est évanoui comme un songe. Les armées britanniques ne s'avancent plus flamboyantes à la conquête de l'Afrique du Sud ou du Soudan ou pour maintenir l'Inde, le « brillant joyau », possession du roi-empereur ; tout cela est une histoire du passé !

L'éloquence grandiloquente de Churchill sonne elle-même de plus en plus faux. L'impérialisme britannique ne chante plus que sur le mode mineur. D'obscurités opérations de police au Kenya et en Malaisie remplacent les grandes conquêtes des années passées.

Les grands changements du monde se passent en dehors de la Grande-Bretagne qui est aujourd'hui en train de mener et de perdre une action d'arrière-garde avec l'Histoire.

Il est temps pour Churchill, pour cette « vieille garde » de l'impérialisme britannique, d'accompagner l'Empire au tombeau. Nous supposons que cette année-ci, qui verra les quatre-vingts ans de Churchill, verra aussi la fin de sa carrière politique, peu avant qu'un nouveau duché vienne récompenser le plus grand descendant du duc de Malbrough. Son époque est passée. Son temps est fini. Son travail achevé. Il a gagné, ou perdu, des guerres, dont il a rappelé le cours dans ce style « macabresque » qui est, lui aussi, d'une époque terminée. Il vient de publier le dernier volume de ses Mémoires de guerre — espérons, de sa dernière guerre !

La politique britannique aussi a perdu son aspect « héroïque » des grands jours de Palmerston, Gladstone, Disraéli. La rhétorique n'est plus à la mode ; l'éloquence, au sens classique du mot, est maintenant chose du passé. Les chefs politiques de nos jours ne sont plus des hommes nourris de culture classique qui font de la politique par goût, mais des professionnels payés par

un parti ou des bureaucrates de syndicats. La grande question de la paix ou de la guerre ne dépend plus de la Grande-Bretagne, et quant aux problèmes que soulève une économie déclinante ou le fonctionnement d'un Etat-Providence, ils ne sont pas susceptibles d'intéresser Churchill qui n'a jamais montré le moindre goût pour les choses économiques ou le moindre intérêt pour les questions sociales. C'est un homme qui survit à son monde.

LA PLACE DE CHURCHILL DANS L'HISTOIRE

La longue carrière politique de Churchill ne s'est point passée dans l'obscurité. Depuis le début du siècle, lorsqu'il entra dans la vie publique, jusqu'à aujourd'hui, milieu du siècle, alors qu'il est sur le point de se retirer, Churchill a été, dans tous les sens, sous les « feux de la rampe ». Quel genre d'homme est-ce ? Quelle place occupera-t-il finalement dans les annales de sa propre nation ? Quelle a été sa contribution à l'histoire du monde et quelle place y tient-elle ?

Si l'on prend le terme dans son sens le plus élevé, Churchill n'est pas un grand homme. Il n'est point un génie politique d'un type original : ni un Lincoln, ni un Disraéli, ni un Lénine. Il n'a rien ajouté aux connaissances des hommes, il n'a créé aucun nouveau mouvement, il n'a rien apporté d'original à la théorie du gouvernement, il n'appartient point au groupe de ces hommes d'élite qui « fondent les vieux Etats dans de nouveaux moules » ; tout au contraire, il a fait tout ce qu'il pouvait pour rapiécer les loques et consolider les ruines plus ou moins romantiques d'un temps révolu. Les grandes révolutions de notre époque sont passées à côté de lui, ou sur lui comme une charge de cavalerie.

Vue d'ensemble, sa carrière fut une longue suite de réactions qui échouèrent. Il échoua dans ses efforts pour détruire la Révolution russe ; il échoua dans ses tentatives pour empêcher la libération de l'Inde ; il ne parvint pas à arrêter la montée du Labour Party. Cet « ennemi de toujours » du socialisme, comme il s'appela lui-même un jour, vécut assez pour être témoin de la victoire du socialisme successivement dans plusieurs pays, et de la naissance de l'Etat-Providence » dans le sien. Sa seule grande victoire fut celle remportée sur le pouvoir rival de l'impérialisme germanique, mais il finit sa carrière politique... en réarmant la Germanie.

Dans sa politique internationale, Churchill a donc toujours fait figure d'un réactionnaire malchanceux. Il en est à peu près de même dans sa politique intérieure. Il s'est opposé fortement à la croissance du Labour Party, non dans l'intention de se livrer à une adaptation intelligente de la vieille société, mais simplement pour la défense de titres et de privilèges périmés. Bien que sa carrière politique s'achève sur un succès momentané, il n'en a pas moins été témoin au cours de sa vie de la disparition de fait de l'oligarchie britannique et de la vieille société aristocratique pour la défense desquelles il combattit si dur. Les deux institutions dont il est le produit, l'Empire britannique et l'oligarchie britannique, se sont écroulées de son vivant, malgré tous ses efforts pour les sauver.

Churchill survit à son monde, à son Empire et à sa classe.

Que reste-t-il donc ?

Un homme d'idées ordinaires, mais d'une extraordinaire ténacité dans leur application ; un grand ministre de la Guerre, un grand artiste dans l'éloquence rhétorique, un grand « organisateur de la victoire », une forte personnalité. « Dans le royaume des aveugles, les borgnes sont rois ». En dépit donc de ses limitations, Churchill dépasse les médiocrités qui l'entourent. C'est la « vieille garde », la dernière grande figure de l'Empire britannique, qui, au déclin de l'Empire, se dresse avec quelque chose de la grandeur tragique d'un Philippe II au milieu des débris de l'Empire espagnol ou de Metternich au milieu de la débâcle de l'Ancien régime.

F.A. RIDLEY.

Notes d'Economie et de Politique

DULLES SUR LES TRACES DE HITLER ET DE STALINE

Ainsi donc, contre toute pudeur, M. Dulles, principal ministre du « monde libre », a déclenché son agression contre le Guatemala. Après avoir privé ce pays d'armes au moyen d'une pression éhontée sur les Etats susceptibles de lui en fournir, et après avoir levé chez les voisins une armée de mercenaires, le Département d'Etat a lancé celle-ci à l'attaque, pour la défense des bénéfices de l'*United Fruit*, trust yankee.

Rappelons que le crime du gouvernement guatémaltèque est double : il a édicté un code du Travail donnant certaines garanties aux travailleurs et il a racheté tout ou partie des grandes propriétés foncières dont la plus immense était celle de l'*United Fruit* ; à cette dernière, il a repris, contre paiement, 80.000 hectares de terre (non cultivées), lui en laissant encore quarante mille... un assez joli morceau.

Mais qu'a fait le gouvernement de ces terres ? Les a-t-il nationalisées ? Y a-t-il établi quelque chose de comparable à des sovkhozes ou à des kolkhozes ? — Nullement ! Il les a distribuées entre les paysans cultivateurs. A la place de la grande propriété, il a fabriqué de la petite propriété. C'est-à-dire qu'il a fait exactement le contraire du stalinisme. Ce qu'il s'est contenté de nationaliser après les avoir enlevés à l'*United Fruit*, ce sont uniquement deux grands services publics les chemins de fer et l'électricité, ne faisant par là que ce qu'ont fait à peu près tous les pays d'Europe, France et Angleterre en tête.

Il faut donc avoir toute l'audace dans le mensonge d'un ministre des Affaires étrangères, pour pouvoir oser prétendre que le Guatemala est « communiste » ou en passe de devenir « communiste ».

Il est vrai qu'avec toujours cette même audace dans le mensonge qui caractérise partout les ministres des Affaires étrangères, M. Dulles a également déclaré que le Guatemala vivait sous un régime de terreur, ce qui est, en effet, nous sommes les premiers à le reconnaître, une marque des régimes de totalitarisme moscovite.

Mais cela est faux !

Non seulement le Guatemala du président Arbenz ne vivait pas sous un régime de terreur, mais il était l'un des très rares pays de l'Amérique latine qui ne fût pas soumis à un tel régime. Nous n'en voulons comme preuve que le témoignage d'un journaliste américain, A. T. Steele, qui, depuis un an, n'a cessé de voyager dans les différents pays de l'Amérique latine pour le compte du *New York Herald Tribune* et qui, dans ce journal très bourgeois, très orthodoxe, soutenant à fond Eisenhower et combattant non moins à fond le « communisme », écrivait pas plus tard que le 1^{er} juin dernier :

« Pour être juste à l'égard du Guatemala, il doit être nettement dit qu'en dépit de l'augmentation de l'influence communiste (1), le peuple de ce pays jouit de plus de liberté que la plupart de ses voisins de l'Amérique latine ».

(1) Il n'y a aucun ministre communiste au Guatemala, mais il y existe un parti communiste, comme il y en a dans tous les pays, mais qui est certainement bien moins important, relativement, que ne l'est celui de France ou d'Italie.

Journaux et commentateurs de radio, précisait notre auteur, peuvent librement y critiquer le gouvernement. Ce qui, bien entendu, n'existe ni au Honduras, ni au Nicaragua, ni à Cuba, ni à Haïti, ni à Saint-Domingue, ni au Pérou, ni en Colombie, ni au Venezuela... ni chez Franco, c'est-à-dire chez les amis, ou plus exactement, chez les obligés, de Washington. Ce qui n'existe même point en France en ce qui concerne la radio.

Ni socialement ni politiquement, le Guatemala n'est donc, en quoi que ce soit, « communiste ». C'est simplement un Etat socialiste, ou, tout au moins, socialisant, qui cherche à desserrer le joug de la domination capitaliste et étrangère (en Amérique centrale les deux choses se confondent) au moyen d'une protection légale de l'ouvrier et de la remise des terres entre les mains de ceux qui les cultivent.

C'est pourquoi la lutte de Dulles contre le Guatemala ne s'inscrit en aucune manière dans le cadre de la lutte contre le « communisme », mais dans celui du colonialisme. Il s'agit pour Washington de refaire du Guatemala ce qu'il était autrefois et ce que sont à peu près encore tous les Etats de l'Amérique latine : sinon absolument des colonies, au moins des pays satellites, obligés de conduire leur politique selon les lignes générales prescrites par le Département d'Etat au bénéfice de Wall Street. C'est le même dessein que celui suivi par le même Dulles dans le Sud-Est asiatique : la « satellisation » des Etats libres. En Amérique comme en Asie et comme en Europe, il ne doit plus y avoir que des satellites : qui n'est point satellite de Moscou, doit l'être de Washington.

En faisant envahir le Guatemala, Dulles n'a fait exactement que ce que fit Hitler envahissant la Tchécoslovaquie, Mussolini envahissant l'Ethiopie, Staline annexant les pays baltes et l'Est de la Pologne ou bien établissant ses hommes en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne et en Allemagne orientale. Il s'agit dans tous ces cas de « mettre au pas » des voisins récalcitrants, mais, à la différence de Hitler et de Staline, c'est au nom de la « liberté du monde » et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » que M. Dulles opère !

P.-S. — J'apprends au dernier moment qu'un colonel Monzon vient de prendre le pouvoir au Guatemala et a annoncé qu'il allait entrer en pourparlers avec les rebelles. L'*United Fruit* et le Département d'Etat vont pouvoir illuminer ! Les 150 millions de Yankees ont vaincu les 3 millions de Guatémaltèques qui « menaçaient leur sécurité » (Dulles dixit). Grande victoire !

Deux heures durant, des avions américains de l'homme de paille Armaz avaient bombardé la petite capitale du Guatemala, et cela d'autant plus facilement que Washington avait empêché les Guatémaltèques de se procurer celles des armes qu'ils avaient cherché le plus à obtenir : les armes de défense antiaérienne. Un tel bombardement sur une ville sans défense était évidemment plus que ce que pouvait supporter le peuple encore peu endurci de la petite république du Centre-Amérique. L'aviation a joué ici encore, comme hier à Hiroshima, et comme peut-être demain... à New-York, son rôle décisif.

Les Tunderbolt ont fait merveille, mais le team Dulles-Eisenhower s'est une fois de plus déshonoré.

DULLES AU SERVICE DE MOSCOU

Les conséquences de ces agressions caractérisées contre le Guatemala et le Sud-Est asiatique de la part des soi-disant ennemis de toute agression, sont extrêmement graves.

L'une d'elles et la plus directe a été de susciter une violente vague d'hostilité à l'égard des Etats-Unis dans toute l'Amérique latine. Les étudiants, qui constituent traditionnellement dans tous ces pays le principal foyer de lutte pour la libération nationale, ont partout et immédiatement riposté.

Dès la veille de l'ouverture des hostilités, les étudiants de Mexico manifestaient violemment en faveur du président Arbenz et de leur propre ministre des Affaires étrangères qu'ils félicitaient de n'avoir pas voulu voter la condamnation du Guatemala présentée par Washington à la conférence de Caracas ; ensuite, le jour même où je rédige cette note, on apprend qu'il y a eu des manifestations d'étudiants en faveur d'Arbenz, à Santiago du Chili où l'on a brûlé un portrait d'Eisenhower et où l'on a marché sur l'ambassade américaine, à Panama où l'on a hissé le drapeau guatémaltèque sur l'Université, à La Paz, en Bolivie, et à Guayaquil dans l'Equateur, cependant qu'à Quito, capitale de ce dernier Etat, les étudiants ouvraient un bureau d'enrôlement pour les volontaires décidés à aller se battre pour la « souveraineté du Guatemala ». Enfin, au Honduras même, de violentes manifestations ont eu lieu dans l'Université et à ses abords, manifestations contre lesquelles la police du dictateur n'a pas hésité, bien entendu, à tirer. Il n'est pas jusqu'à la timide Chambre des députés d'Uruguay qui n'ait cru devoir voter une résolution condamnant l'agression contre le Guatemala.

Ainsi, tout ce qui compte en Amérique latine, en dehors des brutes militaires, s'est dressé d'un élan unanime et spontané contre les Etats-Unis responsables de la politique criminelle de leur ministre des Affaires étrangères. Premier résultat !

Le second « résultat » est pire encore.

Il a commencé à se manifester avant les derniers événements, voici quelque deux mois, lorsque Washington se mit simultanément à préparer son agression contre le Guatemala et une autre, similaire, mais de plus vaste envergure, contre l'Indochine.

Quand il devint patent que, par le moyen d'un soi-disant pacte de sécurité du Sud-Est asiatique, la Maison Blanche allait chercher à réduire, l'Indochine d'abord, les autres Etats sud-asiatiques ensuite, à la condition d'Etats satellites, Londres et même Paris, ont, pour la première fois, séparé nettement leur politique de celle de Washington.

Certes, dans ce relâchement des liens entre les trois capitales, il faut tenir compte que Londres et Paris ont sensiblement moins besoin de dollars qu'il y a quelques années. En 48, et même en 50, une telle manifestation d'indépendance eût été impossible. Mais, même aujourd'hui, elle n'aurait pas eu lieu si l'Amérique était restée fidèle à sa mission de défendre la liberté du monde, chose qui implique l'obligation de la respecter soi-même. Du moment que le Département d'Etat suivait les méthodes totalitaires, qu'il manifestait ouvertement la volonté de satelliser les Etats d'Asie et d'Amérique, disparaissait du même

coup, la raison d'être de l'alliance atlantique — la défense contre le totalitarisme — seule chose qui justifiait l'harmonisation des politiques, étrangères de l'Occident européen et de l'Amérique du Nord, y compris la direction générale de cette politique, par le plus puissant de ceux qui y participaient. D'où la brisure éclatante entre Eden et Dulles, et celle moins éclatante, mais tout aussi réelle entre Bidault et Dulles, et je ne parle même pas de l'évènement Mendès-France ! Cette brisure obligea les représentants américains à Genève à se confiner dans un rôle d'« observateurs », d'observateurs grognons et hostiles, manifestant à toute occasion leur mécontentement, mais n'osant rien empêcher.

L'Amérique ne peut jouer son rôle de chef de l'alliance de ceux qui ne veulent pas tomber sous le joug des nouveaux czars, elle ne peut demeurer le champion du monde libre, qu'en demeurant fidèle elle-même à la liberté. Un Etat mondial libre ne peut se constituer par les vieilles méthodes du colonialisme et de la mise au pas ; il ne peut s'édifier qu'en polarisant autour d'une même idée tous ceux qui sont appelés à le former.

Mais c'est ce que ne saurait comprendre un gouvernement de milliardaires comme celui des Dulles et des Wilson, car les milliardaires, comme les militaires, sont bornés par nature, et c'est pourquoi les commis d'Eisenhower sont en train de conduire l'Amérique, et, du même coup, tous les pays encore relativement libres, à sa perte et à la leur.

Truman avait réalisé la coalition de l'Occident ; Eisenhower est en train de la défaire.

A BAS LES STATISTIQUES !

Dans la dernière « R.P. », les « propos du prolo » relatent très judicieusement qu'une statistique américaine prouve que les salaires américains et le coût de la vie ont augmenté dans la même proportion de 1913 à aujourd'hui, mais que, cependant, les salariés peuvent acheter aujourd'hui deux fois plus de produits qu'en 1913 !

Cet exemple montre tout à fait bien à quel point il faut se méfier des statistiques. Il y en a un autre du même genre et peut-être encore plus frappant. Les statistiques déclarent que dans les années qui suivirent la guerre de 14, l'indice des prix en France a monté plus vite que les salaires, ce dont il faudrait évidemment déduire que la condition du travailleur a empiré après la guerre de 14. Or tous ceux qui ont vécu cette époque furent frappés, au contraire, par la brusque élévation du niveau de vie des ouvriers français après la guerre. Avant 1914, l'ouvrier français était vraiment un « miséreux » ; après 1918 il était encore un homme pauvre, mais il n'était plus un miséreux. C'est très exactement durant ces années d'inflation pendant lesquelles les statistiques trouvent une élévation des prix supérieure à celle des salaires, que la transformation s'est produite, et depuis lors, il n'y a guère eu de changement.

Cette vanité des statistiques tient à plusieurs causes.

La première est que, à part certains cas simples où il s'agit tout juste de peser ou de dénombrer des choses bien déterminées et presque identiques on n'a pas les éléments pour arriver à des chiffres exacts, non seulement à des chiffres rigoureusement exacts, mais même seulement à des chiffres dont l'ordre de grandeur soit exact.

Certes, l'on peut, et c'est pourquoi ce sont là les seules statistiques utilisables, connaître avec

une approximation suffisante, le nombre de tonnes de charbon ou d'acier qui sont produites dans un pays donné ; on peut encore connaître à peu près, bien que déjà avec beaucoup moins de précision, la population d'un pays et (avec une exactitude sensiblement plus grande) le nombre de gens qui y naissent ou y meurent. On peut aussi fixer avec précision le nombre de billets de banque qui sort chaque mois d'un institut d'émission. À la rigueur, on peut aussi établir un indice des prix de gros, ou, tout au moins, de certains prix de gros, qui cadre à peu près avec la vérité. Mais, dès qu'on veut aller plus loin, on tombe dans la fantaisie.

Dans la discussion qui suivit l'exposé fait par Finet, le représentant ouvrier au plan Schuman et dont Pivert a rendu compte dans la « R. P. » d'avril dernier, l'un des participants, Clozon, déclara qu'il mettait au défi qui que ce soit de comparer les salaires des mineurs hollandais, belges, allemands et français (2). Et Finet lui-même opina dans le même sens en disant qu'il était impossible de comparer même les salaires belges et hollandais.

Eh bien ! si d'après ceux-là même qui sont tout à fait dans le bain de la statistique puisqu'ils espèrent pouvoir en tirer des conséquences pratiques pour leur action syndicale, il est impossible d'obtenir des chiffres valables concernant les salaires réels d'une même corporation dans deux pays limitrophes, comment peut-on avoir des chiffres exacts pour des choses infiniment plus compliquées, telles que le « coût de la vie » ou le « revenu moyen par tête d'habitant » par exemple ? Ce sont là des choses qu'on ne peut même pas définir, ou dans la définition desquelles il entre une telle part d'arbitraire qu'elles ne correspondent plus du tout à leur dénomination.

Prenons, par exemple, l'un des nouveaux-nés dans l'imagination féconde des statisticiens : l'indice de productivité.

Pour l'établir, il faut d'abord déterminer les variations de la productivité dans une entreprise. Pour ce faire, on établira la quantité de produits qui sort, mettons mensuellement, de l'usine et on la divisera par le nombre moyen des ouvriers de l'usine durant le mois. Le quotient ainsi obtenu représente la production moyenne par ouvrier ; s'il augmente, on déclarera que la productivité a augmenté, dans le cas contraire, qu'elle a diminué.

Or cela est entièrement faux !

Si, en effet, on a installé dans cette usine, d'un mois à l'autre, de nouvelles machines, il y a des chances pour que la production par ouvrier employé dans l'usine ait augmenté, de sorte que si cette production a doublé, on déclarera que la productivité a doublé. Or cela est totalement inexact parce qu'il est bien évident que dans le travail nécessaire pour obtenir le produit dont il s'agit, il faut tenir compte, non seulement du travail fourni par les ouvriers de l'usine, mais aussi de celui fourni par les ouvriers qui ont fabriqué les machines qui servent à la fabrication du produit. Si donc la production moyenne d'une entreprise a doublé du fait de l'introduction de nouvelles machines, la productivité a moins que doublé, et il est même possible que, non seulement elle n'ait pas augmenté, mais qu'elle ait diminué, ce qui sera le cas si le travail fourni pour la construction des machines en question est supérieur à celui économisé dans l'usine même, du

fait de l'emploi de ces machines. L'introduction d'une machine qui a demandé 10.000 heures de travail pour être construite, diminuera la productivité, bien qu'elle ait diminué le nombre d'heures de travail nécessaire à la fabrication du produit, si cette dernière diminution se trouve être inférieure à 10.000 heures, au moment où la machine sera usée (3).

Les indices de productivité fournis par la statistique ne signifient donc absolument rien en ce qui concerne la productivité du travail humain.

Cet exemple permet également de saisir sur le vif le vice majeur des statistiques. Ce vice consiste à chiffrer des résultats, sans tenir aucun compte des procédés, des mécanismes concrets par lesquels ces résultats ont été acquis, procédés et mécanismes qui sont très différents les uns des autres et qui sont, en définitive, la seule chose qui importe.

Ainsi, un accroissement de la productivité d'une entreprise, au sens où les statisticiens l'entendent, peut être obtenu par l'emploi d'un outillage plus perfectionné (cas que nous venons de dire), ou, au contraire, par une intensification du travail des ouvriers, sans changement de l'outillage. Or il est bien certain que ce sont là deux choses *fondamentalement* différentes, concrètement différentes, socialement différentes, deux choses dont les conclusions à en tirer sont radicalement opposées. Mais la statistique ne fait ressortir aucune différence entre les deux ; elle se contente de donner un chiffre qui est en fait la somme algébrique de ces deux sortes de variation de la productivité, donc de deux grandeurs de nature entièrement distincte. Cela revient à additionner des pommes de terre et des chevaux-vapeur ! Quel intérêt une telle addition peut-elle bien présenter !

Prenons un autre exemple.

Il y a des statistiques qui donnent le nombre moyen d'heures de travail par semaine dans une région ou dans un pays donné.

Or la diminution ou l'augmentation de ce nombre peut provenir notamment de deux choses.

Une diminution des heures de travail peut provenir de ce que les travailleurs ont vigoureusement agi pour obtenir cette diminution afin d'augmenter leurs heures de loisir ; il en fut en France ainsi dans la première décennie du siècle, lors des grandes luttes de la C.G.T. pour les 8 heures, et quelque temps après, lorsque, en couronnement de cette lutte, la journée de 8 heures fut légalement établie ; il en fut ainsi également en 36, après l'obtention de la semaine de 40 heures.

En revanche, une diminution d'heures de travail qui se traduira exactement par les mêmes chiffres dans les statistiques, peut être due à un ralentissement de l'activité économique qui a amené la diminution des heures dites supplémentaires ou même la fermeture de certaines usines plusieurs jours par semaine.

Eh bien ! ici encore, que voulez-vous tirer d'une statistique dont les chiffres ne distinguent aucunement entre ces deux causes de variation, bien qu'elles soient de nature absolument différentes, et même, dans un certain sens, opposées.

Le vice majeur des statistiques est qu'elles ne donnent rien sur les *mécanismes* qui font fonctionner la machine économique ; elles n'enregistrent

(3) Qu'on ne s'y trompe pas, c'est là une chose assez fréquente, à cause de l'intérêt que présente pour le patron l'accélération de la rotation de son capital (par accroissement de la vitesse de production due à la machine), accélération qui tend à accroître son profit annuel, même si cette accélération se traduit par un accroissement du prix de revient. On gagne moins par objet, mais on en fait plus.

(2) L'auteur de cette observation, qui a sans doute encore des illusions sur les possibilités de la statistique, croyait bon d'ajouter : « dans l'état actuel de l'information statistique ». — Demain, on raserait gratis !

trent que des résultats globaux sans se soucier des causes multiples qui ont contribué à amener ces résultats ; elles sont donc, malgré leur apparence, profondément *antiscientifiques*.

Elles sont à la science économique ce que serait un comptage du nombre des éclipses à l'astronomie.

Mais toute cette discussion, dira-t-on peut-être, n'a qu'un intérêt académique. Je ne le pense pas ; sinon, je ne me serais pas donné la peine de la faire. En fait, la statisticomanie fait partie de ces réflexes à la fois spontanés et habiles grâce auxquels les classes dirigeantes détournent l'attention de ce qui les gêne.

À la grande époque de l'éveil de la pensée moderne, alors que presque toutes les sciences se constituaient, une science économique aussi se fonda. Une véritable science. C'est-à-dire une science cherchant à déterminer les mécanismes selon lesquels fonctionne l'activité économique des sociétés modernes. Ce fut l'époque des physiocrates, de Smith, celle de Ricardo, celle de Marx. L'aboutissement de leurs recherches fut que, d'une part, le travail était la « source de toute richesse » et que, d'autre part, l'exploitation des travailleurs, du « travail vivant », par les détenteurs du capital, ce « travail mort », était la base sur laquelle était fondé tout le fonctionnement de la société bourgeoise.

Or dès que reprenant et élargissant ce qui avait d'abord été trouvé par les économistes bourgeois, les socialistes du milieu du siècle dernier en eurent tiré la conséquence révolutionnaire : il faut supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et donc détruire la société bourgeoise — la science économique devint l'ennemie N° 1 de la bourgeoisie. Ses « intellectuels » ne pensèrent plus qu'à mettre sous le boisseau les vérités que leurs devanciers avaient découvertes.

Mais on ne pouvait y arriver, en des temps de pleine floraison scientifique comme les nôtres, qu'en présentant sous les apparences d'une nouvelle science, une pseudo-science.

C'est pourquoi l'on vit apparaître au début de la seconde moitié du XIX^e siècle et prendre toute son extension à la fin du XIX^e et au début du XX^e, une prétendue économie politique basée non plus sur le travail nécessaire à la production des marchandises, mais sur l'utilité de celles-ci. On pondit sur ce thème abondance de gros bouquins, remplis de courbes, d'équations et de calculs, pour lesquels était utilisé à fond tout l'appareil mathématique, ce qui ne pouvait qu'en imposer aux profanes, mais était dépourvu de toute valeur scientifique car tous les calculs que l'on présentait s'appliquaient à des grandeurs... non mesurables ! Et que, selon la remarque très juste de Poincaré, il n'est de science que du mesurable.

Cependant, bien qu'elle eût gagné à sa cause, comme il fallait s'y attendre, toutes les chaires d'économie politique et toutes les Facultés de Droit, dont le rôle essentiel est, comme l'on sait, de fabriquer et de répandre les idéologies utiles à la défense du régime, cette tentative a finalement fait long feu.

Alors, on la remplaça par la « statistique ». Les chiffres et les graphiques se substituèrent aux équations et aux courbes. On se défend maintenant de « faire de la théorie » ; on ne prétend plus remplacer la théorie de Smith et de Marx par une autre théorie de la valeur ; on prétend tout simplement, bien humblement, tout ce qu'il y a de plus honnêtement, enregistrer uniquement ce qui est, tel qu'il est, avec des chiffres. Ne tentons aucune explication ; contentons-nous de compter.

Le résultat, nous l'avons vu ! En prétendant

se tenir à l'écart de toute explication, c'est-à-dire de toute recherche des mécanismes, on donne finalement des chiffres dépourvus de toute signification, des chiffres qui sont de pures absurdités.

Mais le résultat « de classe » est atteint. En supprimant la recherche scientifique au profit de l'empirisme le plus grossier, on supprime tout ce que la première comportait de révolutionnaire pour la pensée et donc pour l'action. Constaté ce qui est sans savoir comment on y parvient, n'a jamais incité au changement.

Avec les statistiques, le fait fondamental de la société capitaliste, l'exploitation du travailleur par le non-travailleur, est purement et simplement escamoté ; la société est présentée comme un tout, comme un organisme dont le fonctionnement des diverses parties aboutit à un certain nombre de résultats globaux ; et ce sont seuls ces résultats globaux qui importent. Il ne s'agit plus de lutte de classes, mais seulement d'« activité économique » ; il ne s'agit plus de plus-value, il s'agit plus d'une classe se dressant contre la classe adverse pour lui arracher le plus possible de ce que celle-ci quotidiennement lui enlève, il s'agit seulement pour tous, pour les prolétaires comme pour les capitalistes, de faire en sorte que l'activité économique soit la plus grande, la plus harmonieuse, et la plus « productive » possible. Il ne faut penser, ainsi que le prétendait de Man, qu'à accroître le gâteau, au lieu de vouloir en accroître sa part.

Voilà tout ce qu'implique, en fait, le développement de la pseudo économie politique actuelle, l'économie des statistiques. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir mettre à cette note le titre que l'on a lu.

Il y a, à mon sens, deux catégories d'hommes, et qui souvent se confondent, dont le prolétariat doit se méfier s'il ne veut pas être couillonné ; ce sont les porteurs de serviette (à moins, bien entendu, qu'elle ne serve qu'au transport du casse-croûte) et les faiseurs de statistiques. Pour les uns et les autres, consciemment ou inconsciemment, il s'agit de se donner l'apparence extérieure d'hommes très sérieux et très savants, afin de vous en foutre plein la vue pour vous endormir.

R. LOUZON.

Sus aux "Boches" qui font trembler la terre avec des balles... de foot-ball !

Achtung ! Achtung ! La fanfare entonne le « Deutschland über alles ». La foule reprend en chœur ! *La terre tremble.*

Déjà tout à l'heure, pendant que les soixante mille Allemands hurlaient, un frisson me parcourut...

...Ainsi donc les Allemands sont champions du monde de football. Personne ne s'y attendait. Ils étaient si bas... comme après Versailles...

Un Vaudois m'expliquait : « Papa Seep, l'entraîneur allemand, alignait au début de la compétition, une équipe de seconde zone pour donner le change, puis pour la finale, hop ! »
Comme Adenauer et la C.E.D. !

Pierre FABERT.

(*Le Monde* du 8-7-54.)

Que les internationalistes et les pacifistes — ennemis de la C.E.D. — entendent leur allié M. Fabert, et songent à interdire aux Allemands le port des armes et le jeu de football...

Réveiller la spontanéité ouvrière

Sortir du national

Nous avons insisté souvent sur la nécessité d'opposer à la colonisation stalinienne la spontanéité ouvrière.

Faut-il définir celle-ci ? Il est plus facile de la caractériser par des précédents historiques. Ceux de juin 1936 et d'août 1953 semblent les plus significatifs. Dans les deux cas le mouvement naquit à la base dans des conditions presque mystérieuses, surprit les leaders et les militants, se développa sans prévision stratégique, ni mots d'ordre tactique. La fin fut sans doute beaucoup plus normale et heureuse en 1936 qu'en 1953. C'est que là, on bénéficia d'un climat d'unité et d'une paralysie presque totale des forces antagonistes.

LES CARACTERES DE LA COLONISATION STALINIENNE

Cependant les conditions de cette renaissance s'éclaircissent par deux observations préalables :

1° La masse ouvrière qui suit la C.G.T. est beaucoup plus passive et conservatrice que celle qu'influençaient les syndicats réformistes de 1922 à 1936.

C'est que la scission confédérale de 1947 ne ressemble à celle de 1922 que par l'identité purement verbale des formules employées.

En 1922, ce furent les éléments révolutionnaires : communistes, syndicalistes révolutionnaires et anarchistes ne formant pas un bloc monolithique -- qui abandonnèrent la « vieille maison » : presque tous (à quelques rares exceptions près) avec plus d'orgueilleuse confiance que de résignation. Les syndicats « unitaires » -- que les communistes orthodoxes ne dominèrent que trois ans plus tard -- se constituèrent de toutes pièces, avec des bureaux improvisés, groupèrent « l'aile marchante de la classe ouvrière » -- masse mouvante que la gymnastique stalinienne allégea constamment, mais qui gardait encore en 1936 quelque chose de la vigoureuse audace du départ.

En 1947 l'opération s'effectua en sens contraire. Ce sont les organisations stalinisées qui sont demeurées dans la place, ont conservé les bâtiments, ont bénéficié de bureaux installés, de la majorité des délégués d'entreprises et des représentants professionnels. Et la C.G.T. communiste est liée à un parti politique puissant, disposant de nombreux élus législatifs et de nombreuses municipalités.

Quels que soient les postulats de la démagogie, la masse groupée dans la C.G.T. ou autour d'elle n'obéit plus à une volonté révolutionnaire, pas même à une révolte instinctive -- mais essentiellement au désir de conserver la « sécurité »... même illusoire, acquise depuis 1945. Elle est venue à la C.G.T., pour affirmer sa confiance en ses élus -- au sens politique et évangélique du mot. La grève a changé de caractère. Ce n'est plus une bataille à but précis, de durée imprévisible dont le succès reste aléatoire jusqu'à la fin. C'est une manifestation rituelle qui doit confirmer l'autorité des élus et provoquer l'intervention des puissances tutélaires.

2° Les chefs communistes, s'ils ont colonisé la C.G.T., se méfient autant de leurs « syndicats vassaux » que des syndicats libres. Même soumise,

la colonie représente encore une possibilité d'autonomie, lorsque sa force matérielle s'enrichit. Les colonisateurs craignent des organisations solides, un mouvement qui peut évoluer selon sa logique interne, des institutions qui s'établissent. La valse des permanents syndicaux -- analogue à la fameuse valse des préfets, sous la Troisième République -- n'a pas d'autre cause. Les agents de Moscou veulent utiliser la masse où les « inorganisés » dominent par le nombre, que l'on peut appeler dans des meetings, des comités qui naissent et disparaissent aussi rapidement que les slogans se succèdent sur les transparents du Parti.

L'HERITAGE DE 1906

Nous avons souvent réclamé le retour au syndicalisme de 1906. Encore faut-il s'entendre sur ce que représente cette formule. Que les « réalistes » ne se méprennent point. Nous ne songeons pas à ressusciter des cadavres. Il ne s'agit pas plus d'ignorer ou de briser des machines, que d'utiliser de traditionnelles pièces de musée. L'héritage restant de 1906 ce sont -- pour reprendre une image de Jaurès -- des germes vivants, non des squelettes ou des cendres.

Parmi les machines actuelles... techniques, économiques ou politiques, nous cherchons les hommes de la classe ouvrière animés par une constante indépendance de classe, c'est-à-dire essentiellement, par la confiance en leur force collective, la méfiance à l'égard de toute influence extérieure.

Découverte qui exige des militants plus d'intuition que de science. Il faut vivre au sein de la classe ouvrière pour sentir la spontanéité ouvrière. La revendication et le mouvement ne dépendent ni de raisonnements logiques, ni de considérations politiques ou morales. Il y eut, et encore en août 1953, discordance entre la modestie de l'objectif et l'ampleur du mouvement. C'est souvent un accident à peine perceptible qui déclenche des réactions en chaîne.

Il n'est pas question pour une centrale ouvrière de « légiférer » dans ce domaine. On ne peut ni commander, ni régler, ni même « prévoir » la spontanéité. Mais les militants syndicalistes doivent aiguïser leur sensibilité, leur vigilance et orienter leurs sympathies. Il ne suffit pas de soutenir tout mouvement spontané, il convient de favoriser toute initiative spontanée, toute réalisation spontanée. Et les déceler dans les profondeurs. C'est dire qu'une direction confédérale ne laissera qu'un administrateur et des employés dans ses bureaux centraux, que tous ses autres membres s'armeront du bâton de pèlerin, de la baguette du sourcier, du carnet de l'observateur. Leur propagande ne portera pas les consignes du centre à la base, mais diffusera à travers le pays les exemples et les témoignages localisés.

Est-il utile de répéter qu'une telle tendance s'oppose au symbolisme abstrait et vide des grèves générales d'avertissement -- manifestations spectaculaires et rituelles, dont l'inflation ruine la valeur, dont l'efficacité... « relative » soulève des débats interminables sans autre conclusion que des votes de congrès.

LE SYNDICAT, ORGANE ESSENTIEL

« Repenser le syndicalisme », s'il ne s'agit pas d'une révision de ses principes, imposerait d'abord de définir et de limiter les compétences de ses organisations.

Le syndicat de base n'est pas une simple cellule d'un corps constitué, mais l'organe essentiel, autonome, auquel tout militant syndicaliste doit penser d'abord. Le travailleur qui adhère à la C.G.T., ou à F.O. ou à la C.F.T.C. choisit plus ou moins librement une tendance (souvent un parti politique), des leaders, des hommes providentiels. Le travailleur qui adhère à un syndicat local ou à un syndicat d'entreprise choisit le groupement qui lui paraît le plus efficace pour la défense de ses intérêts directs. **C'est un engagement non une assurance.**

La division syndicale, la démagogie politique, la violence totalitaire expliquent la confusion actuelle. Il n'est pas toujours possible de gagner la majorité par la simple affirmation du devoir élémentaire de classe. Mais une propagande confédérale s'opposant à d'autres propagandes confédérales s'identifie à une vulgaire agitation électorale. Ce qui importe, ce n'est pas de disputer des voix ou des cotisants aux firmes rivales. C'est de former dans chaque entreprise, dans chaque localité, les noyaux de militants qui agiront ensuite sur place, selon leur propre inspiration, par leurs propres moyens. C'est à cette tâche que devraient se consacrer d'abord les animateurs de F.O.

COMPETENCE DES UNIONS ET FEDERATIONS

Nous ne revenons pas sur la nécessité de diviser le travail entre les fédérations d'industries et les unions départementales.

Si l'on reconnaît aux syndicats de base, le rôle essentiel, on ne leur imposera pas de jouer le jeu de pièces dans un ensemble « fédéral », départemental ou confédéral.

La hiérarchie reste l'ennemie déclarée de la spontanéité. Il n'est pas question de dénier aux fédérations, aux unions, à la confédération le droit d'élaborer des synthèses, des programmes généraux. Mais justement il s'agit de généraliser, non de centraliser. La généralisation n'est pas au commencement, mais à la fin de la conception comme de l'action. On ne généralise que lorsque l'on a dégagé ce qui est commun à de multiples « particularités ». Encore faut-il que celles-ci naissent, vivent et se développent.

La fédération cherchera le point d'appui le plus solide de la revendication corporative, là où l'action peut être immédiatement efficace. Son intervention ne sera pas obligatoirement constante et uniforme. Décentraliser l'action pour la généraliser lorsque les « points d'appui » se seront multipliés.

L'union sans doute interviendra aux côtés de la fédération, lorsqu'une action localisée se déclenchera. Mais c'est à elle qu'incombe le soutien permanent des syndicats de base. La revendication victorieuse reste le facteur essentiel du progrès technique. Celui-ci provoque normalement des perturbations sociales et humaines. L'adaptation sous toutes ses formes (formation et reclassement professionnels, migrations, logement, etc.) pose devant le syndicat de base de multiples problèmes qu'il ne peut résoudre sans s'élever sur le plan intersyndical, c'est-à-dire au niveau de l'union. C'est sans doute en agissant, en réalisant dans ce domaine que les unions redeviendront dignes de leur admirable organisateur : Fernand Pelloutier.

Car s'il est nécessaire que les syndicats, unions et fédérations délibèrent sur les problèmes gé-

néraux, qu'elles déterminent par leurs débats l'orientation confédérale, le classement des organisations et des hommes dans le syndicalisme dépend non de l'appréciation de thèses et d'idées, mais de l'efficacité des actions entreprises et de la solidité des constructions réalisées.

HORS DES ETATS NATIONAUX, MEME SOCIALISTES

Il est vrai que la « spontanéité ouvrière » ne résout pas tous les problèmes. Même si la renaissance du syndicalisme qu'elle conditionne pouvait s'accomplir en France, la « conjoncture internationale » s'opposerait à son plein effet. Le mouvement de 1906 se heurta à la tragique confusion de 1914.

Pourtant, l'internationalisme de classe naquit spontanément à Paris et à Londres. Si nous ne constatons aucun progrès dans l'élaboration d'une politique ouvrière internationale, c'est bien parce que le sentiment de classe disparaît sous l'artifice des idéologies, la duperie du verbalisme, la fantasmagorie des nationalismes.

Le travailleur sincèrement communiste -- espèce aujourd'hui assez rare -- croit en la Révolution russe, parce que nous n'osons pas, depuis trente ans, agir avec l'audace des luthériens qui, en brisant avec Rome, nièrent les « articles de foi » sur lesquels reposait l'Eglise catholique.

Il y a entre le régime stalinien et la Révolution russe, la même opposition fondamentale qu'entre la révolution jacobine, le régime napoléonien et la Restauration. Il n'y a plus d'Internationale communiste, non depuis la dissolution du Komintern, mais depuis que le stalinisme s'est fondé sur le dogme « **du socialisme possible dans un seul pays** »...

C'est un autre aspect de la réaction stalinienne déjà caractérisée par le pouvoir absolu de la nouvelle classe des « managers ». Mais c'est une observation historique qui porte bien au-delà des frontières de l'U.R.S.S.

Rejeter la formule du « socialisme dans un seul pays » c'est condamner le nationalisme et l'étatisme, c'est empêcher dans tous les pays, encore **relativement** libres, la formation d'un Etat autoritaire tendant fatalement à devenir totalitaire.

L'autarcie hitlérienne naquit de l'isolement de l'Allemagne, au lendemain de la crise mondiale de 1929, et non de la doctrine apocalyptique de « Mein Kampf ».

Le rideau de fer stalinien était préfiguré par le fameux cordon sanitaire de Clemenceau.

N'en déplaise à quelques amis, cette lutte contre l'isolement de toute nation nous paraît beaucoup plus urgente que la condamnation abstraite de « blocs » qui n'existent pas (car un bloc est par définition monolithique ou homogène), ou l'agitation contre la C.E.D. Seulement cette clarté trouble de savantes opérations. Elle oblige à se placer sur des positions concrètes.

On décèlera des influences nationalistes aussi bien chez les bévanistes, que chez les socialistes allemands, qu'en la tendance française : Jules Moch et Daniel Mayer.

Le syndicalisme n'est pas plus immunisé contre ce mal que le socialisme politique. **La Confédération Internationale des Syndicats libres** nous paraît aussi décevante que la C.G.T.-F.O. Parce qu'elle ne conçoit pas et ne réalise pas hors des nations, au-dessus des nations.

Nous avons souvent étudié le problème dans la **R.P.**

On peut discuter nos thèses. Encore faut-il vouloir les connaître, telles qu'elles sont dans leur simplicité élémentaire. Nous rejetons tout ce qui

renforce les Etats nationaux, nous favorisons tout ce qui tend à créer dans chaque région du monde un mouvement ouvrier autonome, nous reconnaissons comme « progressiste » tout ce qui supprime des barrières nationales.

Nous préférons aux thèses générales une énumération d'objectifs précis. Il est évidemment facile de condamner l'impérialisme et le capitalisme considérés comme des systèmes, au nom d'un prolétariat abstrait. Seulement cette condamnation n'apporte rien à la classe ouvrière dont on utilise pour des succès politiques l'adhésion passive ou active.

L'expérience prouve le danger d'entreprises menées sous cette bannière, lorsque l'on n'envisage pas d'abord la formation et le renforcement d'un mouvement ouvrier libre. Hitler, Mussolini, Peron utilisèrent ces formules magiques en même temps que Staline.

Ils représentaient encore la pire des réactions.

Il nous semblait conforme à tout ce que le marxisme et le syndicalisme révolutionnaire nous ont appris d'opposer la « relativité des phénomènes » à l'absolu des formules. C'est ainsi que le nationalisme, révolutionnaire lorsqu'il s'oppose au colonialisme, devient réactionnaire lorsqu'il contrarie la formation de grandes unités économiques.

— Que l'impérialisme capitaliste est progressiste lorsqu'il détruit le féodalisme et crée les conditions nécessaires de la lutte ouvrière.

— Que l'impérialisme totalitaire est toujours une régression, parce qu'il arrête l'évolution normale et détruit toute possibilité de lutte ouvrière.

Voilà qui nous obligerait à des précisions dangereuses, à des distinctions embarrassantes. Alba, dans son livre sur « les Républiques latines d'Amérique » -- assez peu favorable à la politique de Washington -- constate que la lutte contre l'impérialisme américain deviendrait nocive, si elle

interdisait les investissements capitalistes dans ces pays sous-développés. Cela ne justifie pas les prétentions exorbitantes de « l'United Fruit ». Bien au contraire ; car là, il s'agit d'une exploitation du type colonial, du pillage des ressources naturelles, avec une main-d'œuvre servile. Mais il ne faut pas parler du Guatemala autrement que de l'Iran, du Vietnam et de l'Afrique du Nord. Et il faut admettre, réclamer en toutes ces zones de friction, une intervention internationale.

On aurait voulu que la C.I.S.L. fût capable de semblables interventions. Et pas seulement par des rapports et des démarches. A ceux qui ignorent ou dédaignent les secrétariats professionnels internationaux, ne pourrait-on rappeler l'exemple de la Fédération Internationale des Transports qui avait mené effectivement avec Edo Fimmen la lutte internationale des marins, des cheminots et des dockers.

Pour nous Français le premier devoir internationaliste c'est de sortir de la nation, d'abord dans la manière de poser les problèmes.

Et cela vaut pour les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les gens du Benelux et de la Scandinavie. Première étape dont nous sommes encore fort éloignés.

Devant les dangers de guerre, l'inquiétude ou le fatalisme des peuples, le désarroi de la jeunesse, on cherche, pour reprendre les mots de Hugo : « des desseins fermes, des buts sublimes, un saint labeur ou un grand amour ». Cette foi qui doit secouer le dormeur, on ne la retrouvera qu'au confluent de l'internationalisme ouvrier et de l'humanisme cosmopolite, dans ces hautes et riches régions dont s'éloignent chaque jour davantage ceux qui ont accepté ou subi le mensonge du « socialisme dans un seul pays ».

Roger HAGNAUER.

Après le Congrès de l'Union "F.O." de la R.P.

Quelques camarades ont été surpris de mon absence au dernier congrès de l'Union F.O. de la région parisienne. J'avais expliqué mon attitude dans un article que j'ai retiré au dernier moment du numéro de la R.P. de juin 1954 et adressé à quelques militants. J'y précisais en ces termes ma position à l'égard du bureau de l'Union.

« Si j'ai rompu avec les permanents de l'Union, c'est d'abord parce que je me suis solidarisé complètement avec tous les rédacteurs de la R.P., sans aucune exception. Un des permanents, Le Rai, était encore des nôtres, il y a trois ans. Nos désaccords n'avaient aucun caractère personnel.

» Il a condamné la grève de la R.A.T.P. de 1951 et l'unité d'action réalisée en cette circonstance par nos camarades du syndicat F.O.

» Il s'est élevé contre toute tentative de préparer, par un « choc psychologique » l'unité du syndicalisme libre.

» Il s'est opposé à toute manifestation de l'Union, lors de l'assassinat de Fahrhat Hached, en condamnant toute l'action du syndicalisme tunisien.

« Il a exprimé un « anti-américanisme virulent » qui n'épargnait même pas nos camarades de l'A.F.L. et du C.I.O.

» La victoire... d'ailleurs contestable et contestée de l'opposition a été déterminée par le vote imprévu du syndicat du personnel des communes. Son secrétaire Ventre, militant sérieux et honnête s'était au congrès de 1952 opposé à des manœuvres regrettables tendant à exclure de la C.E. de l'Union, notre ami Bourgoin de la R.A.T.P. Son secrétaire adjoint, Darmagna, avait

protesté (cf. R.P. de novembre 1953) contre l'un de mes articles dans lequel je regrettais la volonté d'écrasement de la minorité par le bureau de l'Union. »

Ces observations et quelques autres plus personnelles m'ont valu une réponse de Darmagna qui prouve qu'il est toujours facile de s'expliquer entre camarades de bonne foi, à la condition de parler clair :

En ce qui concerne le Congrès de l'U.D., il faut distinguer deux choses : les débats et l'élection de la C.E. Pour les débats, notre position, définie par un Conseil syndical précédant de peu le Congrès, était claire : au minimum, abstention sur l'activité passée de l'U.D. en raison notamment de la neutralité du rapport moral. Pour l'avenir : sortir de l'immobilisme et volonté de faire échec à l'orientation nouvelle préconisée par le bureau confédéral, à savoir : abandon du S.M.I.G. et de la lutte inter-professionnelle.

Pour l'élection de la C.E., nous n'avions pas de mandat ferme, seuls les exposés et les interventions devaient nous permettre de nous déterminer. Or aucun problème n'a été vraiment abordé, ni discuté au fond et pour cause... Au travers des déclarations fumeuses des uns, des conseils plus ou moins intéressés et des manœuvres des autres, s'est posé pour nous un problème d'efficacité. Si nous étions montés à la tribune pour dire tout haut — et certains le souhaitent — ce que bien des camarades pensaient tout bas, ceux-là même qui, dans les couloirs, se livraient aux plus virulentes critiques contre le

bureau sortant, nous aurions exécutés sans pitié au moment du vote... Nous avons donc décidé de ne pas apporter nos voix à ceux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, soutenaient ce que nous avons pour mandat de combattre et d'assurer l'élection des camarades qui étaient d'accord avec nous sur l'essentiel. Nous aurions souhaité pouvoir agir autrement, mais cela n'était pas possible et la faute ne nous en incombe pas.

Deux cas particuliers : celui de Le Rai et le tien. Estimant que l'U.D. devait avoir une autre direction, il fallait bien envisager qui pouvait en prendre la charge. Il n'y avait pas, compte tenu que l'élimination de tout le bureau sortant n'était pas probable, tellement de candidats possibles. Nous avons pensé que Le Rai pouvait, dans une certaine mesure, sortir l'U.D. de la lente asphyxie qu'elle subit... La suite a montré que nous nous étions trompés.

Pour ce qui te concerne, si tu étais venu au Congrès, ton intervention aurait sans doute permis un débat véritable et une explication. Ton absence, inexplicable et inexplicée, a été un des éléments qui ont jeté le trouble et ajouté encore à la confusion.

Ta candidature, présentée par un syndicat autre que le tien, ne pouvait, sans explication de ta part, être considérée ou interprétée comme une volonté de reprendre ta place à la C.E. de l'U.D. (Note qu'il ne s'agit pas là d'une critique mais d'une constatation).

Par ailleurs, où as-tu pu lire ou entendre dire que nous regrettons de ne pas avoir participé à la grève du 28 avril ? Ni Ventre ni moi, n'avons pu comprendre. Nous regrettons que notre Confédération n'ait pas, en temps opportun, pris l'initiative d'un mouvement, mais ce n'est pas du tout la même chose.

Revenons sur ton article de l'époque dans la R.P. Notre syndicat — et moi même — avons soutenu le bureau de l'U.D. à l'issue des grèves d'août. Pourquoi ? Parce qu'ayant vécu le mouvement d'un bout à l'autre et à presque tous les échelons, nous pensions pouvoir en parler en connaissance de cause. Un an après, notre opinion n'a pas varié : il n'était pas possible de faire plus que ce qui a été fait. La position des camarades minoritaires des Employés, nous ne pouvions pas l'approuver, pas plus que leur départ du Comité général. Ils ont reconnu depuis que c'était une erreur... Mais nous avons discuté, confronté nos points de vue et, pour l'essentiel, je suis d'accord avec eux, c'est la raison pour laquelle je suis leur allié. Mais je ne suis en aucune façon leur « leader » et je ne leur en connais pas. C'est une équipe où chacun peut apporter son point de vue, donner librement son opinion sur tous les problèmes, sans crainte de porter à la sortie l'étiquette d'Américain ou de stalinien. S'il en était autrement, je n'y serais pas.

J'ai été irrité, comme tu l'écris, par ton article, parce que je considérais qu'il n'était pas objectif et certains qualificatifs m'avaient heurté. Sachant ce que je sais maintenant, sans doute emploierais-je une autre forme, mais sur le fond, ma pensée reste la même.

Répondant à l'une de tes questions, je te dirai que les ouvriers ne sont pas d'accord avec toi — et je relisais hier ton intervention au dernier Congrès confédéral — en ce sens que pour eux, l'ennemi n° 1 est le capitalisme et non le stalinisme. Ils sont moins sensibles à la perte de leur liberté (d'ailleurs de plus en plus réduite) qu'à celle de leur pain.

Car ils ne croient pas à ce dilemme : le pain ou la liberté... Ils ne placent pas, non plus, leurs deux ennemis sur le même plan. Ils se trompent peut-être, c'est probable, mais c'est ainsi : « ventre affamé n'a pas d'oreilles ».

(Comment les en convaincre alors que malheureusement depuis quelques temps, tout les incite à ne pas y croire ?)

Un dernier mot pour te dire ce que nous serons sans doute amenés à préciser publiquement, devant les interprétations fausses données sciemment ou non par quelques-uns, sans nous avoir demandé préalablement aucune explication : les Communistes en général et nous en particulier, nous ne sommes pas devenus brusquement des partisans acharnés de l'unité d'action et encore moins de l'unité organique avec la C.G.T. Nul n'a le droit de le dire ou de le laisser croire. Notre position, qui n'est nullement doctrinale et qui résulte de la constatation matérielle des faits, est celle-ci : il y a d'abord et surtout un problème d'action. Ensuite, un problème d'efficacité qui pose, à certains moments et dans certaines circonstances, celui de la coïncidence d'action... Ce n'est pas le second qui doit dominer le premier.

Malheureusement, et c'est le reproche majeur que nous avons à formuler contre bien des militants responsables à l'U.D., puisque c'est d'elle qu'il s'agit aujourd'hui, c'est qu'il est impossible d'aborder cette question et d'en discuter franchement sans faire contre soi une unanimité dont le dénominateur commun est, avec l'anticommunisme aveugle, le refus d'étudier sérieusement et démocratiquement les moyens de sortir de l'impasse où la C.G.T. stalinisée a conduit le mouvement ouvrier français.

En exprimant de nouveau l'espoir que nos explications permettront entre nous une meilleure compréhension, reçois, cher camarade, l'expression de mes sentiments syndicalistes.

Sur la question de ma candidature, Darmagna a raison. C'est délibérément que je n'ai pas participé au congrès. Des manœuvres sordides ne m'ont pas permis d'y représenter mon syndicat. C'était prévu. Je reste, pour certains, l'homme de la R.P., de notre « vieille » R.P., c'est-à-dire quelqu'un dont l'opposition n'est pas fantaisie d'intellectuel qui se soulage, ou outrances spectaculaires de quelqu'un qui cherche une place. C'est la seule promotion... à l'ancienneté, dont je sois fier.

Sur l'unité d'action j'approuve absolument la thèse de Darmagna. Je l'ai déjà dit avec assez de netteté.

Sur l'action pour le salaire minimum interprofessionnel je crois toujours que c'est une dangereuse duperie, lorsqu'on n'envisage qu'une pression sur les pouvoirs publics épargnant aux ouvriers les aléas de la lutte directe dans l'entreprise.

Je n'ai jamais posé le dilemme « la liberté ou le pain », abstraction ridicule. J'ai simplement opposé la liberté relative (qui n'est réduite que par notre faiblesse interne) dont nous jouissons à la servitude absolue des prolétariats de l'empire post-stalinien. Je ne suis d'ailleurs pas d'accord avec ceux qui affectent de penser que l'ouvrier « se fout » de la liberté. Pas plus de la liberté de défendre et de beurrer son pain que de la liberté de défendre sa dignité d'homme à laquelle il est plus attaché que les bourgeois et les intellectuels.

R. H.

FUSION AUTONOME-F.O.

À la suite d'une réunion organisée par notre camarade Laval, délégué régional de la Fédération F.O. des métaux, le syndicat autonome de Brignoud (Isère) a décidé de rejoindre en bloc l'Union départementale et la Fédération des Métaux Force Ouvrière.

Ce résultat a été rendu possible grâce au bon travail réalisé en commun par ces deux organisations pour la défense de leurs revendications corporatives.

Nous ne céderons pas au chantage des budgétivores des classes moyennes et des fraudeurs du fisc

Dans le dernier numéro de la R.P. nous avons signalé le congrès des classes moyennes et nous avons situé cette catégorie sociale dans la population active de ce pays.

Mais le congrès de Paris des 28-30 mai a été suivi d'autres manifestations, notamment par le **Congrès des contribuables** et surtout le **Congrès de la Confédération des petites et moyennes entreprises** tenu à Strasbourg du 11 au 13 juin.

La troisième force économique de ce pays s'agite et, si l'on n'y prend garde, elle peut fort bien influencer à son profit la politique gouvernementale ; l'influencer évidemment, dans un sens conservateur et même réactionnaire, puisqu'elle a à défendre en premier lieu des situations acquises à une époque dépassée et des traditions qui ne correspondent plus au stade actuel de l'évolution sociale.

Apparemment, les classes moyennes forment un bloc imposant. Les petites et moyennes entreprises, selon M. Gingembre, représenteraient 50 % de la production et 95 % de la distribution, en France. Il exagère un peu, mais ses chiffres ont au moins le mérite d'attirer notre attention sur l'importance du courant classes moyennes dont les petites et moyennes entreprises constituent la masse agissante. Le seul secteur distribution, comprend 915.000 établissements, dont 762.000 spécialisés dans le détail, 65.000 dans le commerce de gros, 88.000 s'occupant à la fois du gros, du demi-gros et du détail.

Ainsi que nous le signalions le mois dernier, ce secteur ne s'affaiblit pas avec l'évolution économique. Depuis trois ans, 20.000 points de vente ont disparu : 1.600 commerces en gros des boissons (7 % du total), 10.300 débits de boissons (15 %), 1.000 commerces de gros des fruits et légumes (9,5 %), 700 magasins de vente de poisson, 1.500 commerces de produits agricoles, 600 de produits laitiers, 5.000 de l'épicerie (2,5 % du total). Mais d'autres ont été ouverts : particulièrement dans les commerces non sédentaires, entre autres 3.100 (31 % du total) dans le commerce de la récupération, 2.900 dans celui de la quincaillerie, des machines et des véhicules.

Nous n'assistons pas à un recul, mais à un assainissement lent, devenu inévitable après la ruée vers le commerce qu'avaient provoquée le marché noir et l'instabilité des prix.

Le petit commerce semble s'orienter vers une meilleure organisation de ses méthodes de travail sous l'impérieuse nécessité de résister aux maisons à succursales qui augmentent sans cesse leur chiffre d'affaires ; il a tendance à opérer des regroupements à caractère coopératif pour l'approvisionnement, la publicité. Nous ne pouvons qu'applaudir à une telle orientation qui peut être profitable aux consommateurs, mais nous ne pouvons laisser sans riposte la violente offensive qui est déchaînée en ce moment pour la réduction des charges budgétaire et contre le contrôle fiscal. Cette offensive est menée par le **Comité d'action contre l'arbitraire fiscal** dont les agitateurs sont de vieilles connaissances : Dorgères, Loustanau-Lacau... et qui rassemble tous les représentants directs des classes moyennes et leurs représentants indirects des organisations de contribuables.

Certes, ce n'est pas nous qui nous opposerons à la réduction des charges fiscales, puisque nous les supportons presque toutes : celles que nous impose le percepteur et qui n'appellent aucun contrôle vexatoire puisque aucune part de notre salaire n'échappe au fisc ; et celles que paient patrons et commerçants puisqu'ils les intègrent dans les prix de revient.

Nous voudrions les voir réduire globalement d'abord et ensuite les voir répartir de manière à obliger les fraudeurs enragés des ligues de contribuables à cesser la fraude.

La campagne du Comité d'action contre l'arbitraire fiscal devient une provocation ; elle se poursuit au nom de toutes les classes moyennes pour couvrir les fraudeurs du fisc et empêcher qu'on ne dévoile leurs falsifications.

Car si les impôts sont trop élevés, ces messieurs qui suivent le Comité d'action y sont pour quelque chose. Cette année, le déséquilibre budgétaire atteindra le chiffre record de 370 milliards (850 si l'on considère l'ensemble des charges de l'Etat). Mais à cause de qui ? A cause d'abord des mêmes organisations professionnelles qui appuient le Comité d'action et qui ont réussi à se faire accorder quelque 25 milliards de subventions. Les meuniers en voie de disparition ont pu prolonger leur existence avec l'aide des 7 milliards que leur a octroyés Laniel. Les boulangers ont fait payer à l'Etat l'accroissement des charges et des salaires par un versement de 3 milliards. Les producteurs de blé vont se faire donner 9 milliards pour le stockage et 300 millions pour favoriser l'exportation...

Les dépenses militaires s'accroissent, mais n'est-ce pas pour défendre les intérêts de certains producteurs et distributeurs ?

En fin de compte, le Comité d'action contre l'arbitraire fiscal va pousser à une politique anti-sociale en faveur des fraudeurs du fisc, en faveur de privilégiés du régime actuel, en faveur de producteurs ou distributeurs incapables, de parasites sociaux dont l'existence dépend de subventions imposées aux contribuables intégraux que sont leurs propres clients et les salariés.

Cela, nous osons le dire. Les partis qui se réclament de la classe ouvrière et du progrès social prendront-ils position ? Persisteront-ils à défendre les producteurs encouragés par l'Etat à produire des marchandises inutiles ou trop coûteuses et les fraudeurs du fisc ?

GREVISTES DU 28 AVRIL VOUS AVEZ ETE TROMPES

Si l'on en croyait la presse cégétiste et communiste, la presse progressiste en mars et avril, les travailleurs de ce pays impatients exigeaient une grève de 24 heures.

Or M. Frachon, secrétaire général de la C.G.T. a avoué au congrès du parti communiste que c'était faux. Le 28 avril, on a cédé à une minorité d'impatients agitateurs qui s'évertuent à faire concorder le mécontentement des salariés avec les conclusions auxquelles aboutit selon eux une analyse des faits inspirée du matérialisme dialectique :

« Le mot d'ordre pour la grève de vingt-quatre heures du 28 avril 1954, a avoué l'instigateur du congrès des délégués des ouvriers de toutes les tendances pour la grève de vingt-quatre heures, a été une erreur. Nos mots d'ordre devaient tenir compte du développement de la lutte, de son élargissement à de nouvelles couches de la classe ouvrière, de l'essor du mouvement pour l'unité. Au lieu de faire cette analyse, nous avons obéi à une réaction irréfutable dictée par les éléments les plus avancés.

« Autre erreur, c'est d'avoir pensé que le salaire minimum garanti, parce qu'il a été adopté pour toutes les centrales syndicales pouvait être suffisant pour réaliser l'unité d'action ; en mettant en avant les 25.166 francs, nous avons gêné l'élaboration des revendications claires, nous avons embrouillé le problème des salaires. Au lieu d'être un mot d'ordre d'unité, il a créé la confusion. »

Après le mea culpa, un bon coup de pied au cul aux dirigeants de la C.F.T.C. qui ont cédé à leur aile gauche — peut-être avec l'espoir de la mater ? — et qui ont enlevé « à la grève toute substance en la présentant comme une grève de solidarité ».

Cette grève a fait des vaincus : les ouvriers qui avaient pris au sérieux les mots d'ordre de la C.G.T. et de la C.F.T.C. et les dirigeants cégétistes amenés à faire leur autocritique sur ordre de leurs chefs moscovites.

Elle a permis — ô ironie ! — aux dirigeants F.O. d'apparaître comme des chefs clairvoyants.

Mais nous devons en dégager un enseignement que ni chefs cégétistes, C.F.técistes ou F.O.tistes n'ont tiré : celui de se méfier des intellectuels purement sentimentaux ou subtils dialecticiens qui substituent les conclusions de leur analyse dialectique de la situation à l'observation objective des faits et de l'état d'esprit des hommes pris individuellement ou collectivement.

Trop d'intellectuels du mouvement syndical ont l'habitude néfaste de plier la réalité à une opinion admise a priori comme indiscutable ; ils ne cherchent plus à dégager une ligne de conduite de ce qu'ils ont vu, observé, ils s'acharnent seulement à rassembler les faits qui justifient l'opinion lancée en avant.

Ils feraient bien de lire Claude Bernard dont la méthode d'analyse se ramène au fond à celle qu'ont pratiquée les hommes de bon sens de tous les temps.

La réalité économique et sociale, il faut la voir sous tous ses aspects, la rattacher à la réalité d'hier et d'avant-hier, ne pas la séparer de l'homme livré à lui-même et de l'homme collectif. Le grand fléau du mouvement ouvrier actuel, c'est cette tendance à lancer des slogans, acceptables par des foules de composition variée, et seulement susceptibles de susciter des passions et des haines pour attaquer les puissants. C'est de la démagogie. Que les meneurs, seulement épaulés par une dialectique jouant sur des faits préalablement isolés, seront appelés à prendre les responsabilités de l'organisation d'un monde nouveau, ils ne pourront nous offrir que la pire des dictatures, écrasant ses oppositions successives avant de retomber dans la réalité des faits.

Syndicalistes révolutionnaires, nous en avons assez de ces dialecticiens seulement préoccupés de gagner des foules à des idées générales dégagées de l'analyse d'une réalité rétrécie et ramenée finalement à un mouvement fatal vers une conception taboue ; nous voulons voir clair par nous-mêmes, sans être à la remorque des esclaves de la pensée pure... ni à la remorque des muselés des forces dominantes du monde actuel. Nous voulons être à la fois révolutionnaires — c'est-à-dire destructeurs des forces périmées du mode d'exploitation qui cherche à se maintenir — et

constructifs — c'est-à-dire trouver dans les forces vives de la société actuelle, les éléments de libération des derniers du bas de l'échelle sociale, les prolétaires.

TOUJOURS L'UNITÉ D'ACTION

L'unité d'action est au premier plan des préoccupations cégétistes, nous allons dire communistes, parce qu'elle a été remise en avant par Benoit Frachon au dernier congrès du parti communiste :

« Il faut faire le travail d'unité le plus rentable, a déclaré le chef communiste, même où cela est le plus difficile, même quand parfois il y a de petits pincements de cœur pour aller parler à un camarade avec lequel on s'est dit des vérités parfois approximatives. »

Ce n'est pas une raison pour l'écarter dans nos organisations syndicales libres. Mais il faut être très prudents quand nous voulons la réaliser ; il nous faut être bien sûrs de la maintenir au seul service de la classe ouvrière et d'être en mesure de ne pas la laisser orienter par des meneurs qui veulent seulement se servir de la classe ouvrière pour appuyer la politique d'un impérialisme.

ET MENDES-FRANCE ?

Fortement détesté des ministrables consacrés, il jouit par contre d'une faveur incontestable chez les citoyens las de l'impuissance et de l'incohérence des chefs que les partis ont imposés à la IV^e République. Il semblait avoir compris qu'il faut arrêter la guerre d'Indochine et qu'il faut mettre un terme aux excès des colons et des bureaucrates en Afrique du Nord et dans toutes les colonies. Il avait même parlé d'un programme économique devant aboutir au plein emploi, à la justice fiscale, à l'assainissement de l'économie française.

Nous savons qu'il s'est entouré de collaborateurs connus, tel le Georges Boris, du *Quotidien* et de la *Lumière*, tel M. Gruson qui a écrit un ouvrage sur le plein emploi et qui espère peut-être concilier les idées de la « General theory », de M. Keynes avec celles des stabilisateurs du franc ; tel M. Caillavet, avocat, qui porte une lourde hérédité P.M.E.

Et il a un général, le général Koenig, et toute une kyrielle de représentants de ces classes moyennes si hostiles à toute politique de relancement de l'économie favorable aux salariés. Il ne semble pas avoir trouvé les hommes de caractère, de volonté et de foi qu'il avait annoncés. Il ne peut aller loin dans la voie du progrès social avec une telle équipe, mais son expérience ne manque pas d'intérêt.

DOUCEMENT LES CADRES

La Confédération des cadres a aussi tenu son congrès. Elle est le porte-parole, dit-elle, d'une catégorie sociale qui représente 11,3 % des travailleurs, 21 % avec les agents de maîtrise.

Elle réclame le renforcement de la hiérarchie, en prétendant servir l'intérêt des travailleurs. Elle invoque même l'exemple des U.S.A. et de l'U.R.S.S. et elle veut parvenir à son but par une amélioration de la productivité.

Nous ne sommes pas d'accord. Avant de poser le problème de la hiérarchie il faut résoudre celui du minimum vital. On ne peut réclamer un relèvement hiérarchisé des salaires — injuste au départ — tant que des milliers de familles sont dans la gêne. Les problèmes urgents sont la revalorisation des salaires de base et le plein emploi.

UNE ORGANISATION QUI SE CONSOLIDE

Le congrès de la Fédération F.O. de l'Alimentation s'est tenu à Paris les 19 et 20 juin 1954. Sans doute n'y a-t-on pas constaté de progrès sensibles, depuis le congrès de 1950 (cf. article de Chambelland, R.P. d'octobre 1950). Mais il y a quatre ans, la lutte s'était engagée pour les salaires, légalement libérés. Aujourd'hui, on bute sur la revendication du salaire minimum interprofessionnel, dont le congrès a fort justement noté l'insuffisance. La Fédération a maintenu et consolidé ses forces, ce qui représente un résultat fort appréciable.

C'est qu'il est d'autant plus difficile et nécessaire de lutter contre la démagogie des stalinisés, que la Fédération doit coordonner des entreprises fort diverses (boulangerie, sucrerie, distillerie, boucherie, entrepôts...) où des ouvriers hautement qualifiés surgissent d'une masse de prolétaires qui comptèrent toujours parmi les plus exploités.

Les critiques et les suggestions des syndicats de base portèrent surtout sur l'insuffisance des « moyens fédéraux », sur les initiatives s'exerçant en des domaines différents capables de « retenir » les syndiqués.

Charlot, le secrétaire fédéral, répondit en militant syndicaliste qui ne conçoit pas l'action d'un permanent comme suffisante pour animer la vie fédérale, et qui ne voudrait pas se borner à des discussions autour d'un tapis vert (28 débats paritaires rien que dans l'industrie sucrière). Il juge essentielle la formation de militants de base et attendait des résultats plus efficaces du Centre d'Education ouvrière et des décades d'études.

Certaines résolutions du congrès ont un caractère général et appellent l'attention de tous les syndicalistes. Relevons particulièrement :

1° L'affirmation que le sort réservé aux vieux travailleurs est la négation même de la dignité humaine.

2° L'affirmation que les salariés ne doivent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort.

3° La condamnation absolue de l'arbitrage obligatoire et le souhait de modifications de la procédure de conciliation, afin de la rendre plus rapide et plus efficace.

4° La défense du salaire minimum interprofessionnel de 27.666 fr., et la revendication de salaires qui ne soient pas accrochés au minimum, mais en rapport avec les exigences de la vie moderne, le travail accompli et les services rendus. La reconnaissance de la primauté du salaire professionnel sur le salaire dit social.

5° Le refus de l'octroi de pouvoirs nouveaux, en matière de conditions de travail, aux Comités d'entreprise qui n'ont pas tenu le rôle économique qui leur échoit.

6° L'affirmation d'une volonté de paix, dans la liberté et l'indépendance, de progrès social, le respect de la personnalité humaine, la réalisation d'une Europe unie — où le secrétariat professionnel international entreprendra l'action nécessaire pour la création de « pools européens des principales industries alimentaires ».

N. F.

CHEZ LES INSTITUTEURS

Un vote remarquable - Une lourde perte

Nous voulions publier des « impressions » sur le dernier congrès du Syndicat national des Instituteurs. Mais notre ami Franc (de la Loire) sur qui nous comptions a quitté Paris sans nous avoir laissé son papier. Tant pis. Notre numéro est déjà trop en retard pour que nous attendions.

Ce sera pour le numéro de septembre.

Notons cependant un trait caractéristique de ce congrès. A propos de l'éducation populaire — post et péri-scolaire — on a voté une motion réclamant la création d'une nouvelle direction au ministère de l'Education nationale — à la majorité. La minorité représentée par Franc appelait exclusivement les initiatives des syndicats et des syndiqués.

Deux conceptions, deux tendances. Cette opposition entre l'étatisme et le syndicalisme n'est certainement pas fortuite et accidentelle.

Au cours du congrès, on a appris la mort brutale, que rien ne laissait prévoir, de notre camarade Henriette Pion, dont on pouvait espérer encore une longue carrière et de longs services. Cette militante, que sa modestie et sa discrétion écartaient des « premiers rôles », avait mis sa grande culture internationale au service du syndicalisme et de la paix. Représentante officielle du syndicat dans les comités paritaires et les organismes internationaux, elle soutenait loyalement

la majorité et le bureau. Et cependant, en toute simplicité, elle s'était révélée « exceptionnelle » en acceptant la gestion administrative et la responsabilité morale de « **Masses-Informations** », l'organe ronéotypé des socialistes et syndicalistes tchèques, exilés et proscrits. Geste dont elle ne mesurait pas toute la valeur, alors que le « ponce-pilatisme » sévit chez tant d'universitaires de gauche et d'extrême-gauche, volontairement neutres devant les exactions et les crimes du totalitarisme moscovite.

Geste exemplaire, digne des admirables militantes du syndicalisme universitaire : Marie Guillot, Hélène Brion, Julia Bertrand, Marthe Bigot, Lucie Colliard, Marthe Pichorel, Gabrielle Bouët, Marie Mayoux, Henriette Izambart, Noëlie Drous, et pas mal d'autres... qui prouvèrent, en des temps que dominaient la haine et la lâcheté, un courage que bien des hommes pouvaient leur envier.

Le 7 avril, sept Albanais ; le 28 avril, deux Tchèques : Kandrac et Gruber ; le 19 mai, l'Ukrainien Ochremovitch, ont été exécutés pour espionnage...

Pas de protestation des rosenbergistes !

Sur les événements d'Égypte

De Gallienne, dans une lettre adressée à Louzon :

Je viens de lire votre article « L'opposition des classes dans la révolution égyptienne », (R.P. de mai). Je pense comme vous qu'en Égypte, il faut soutenir le Conseil de la Révolution contre les anciens partis dissous. Mais je doute fort que le prolétariat égyptien ait vraiment joué le rôle que vous lui attribuez. Vivant dans un pays voisin, et non en Égypte même, il m'est souvent assez difficile d'interpréter les événements correctement. Mais je pense qu'il faut considérer les membres du Conseil de la Révolution comme des révolutionnaires bourgeois, qui jouent un rôle progressif lorsqu'ils liquident l'ancien régime, mais qui n'ont rien fait pour améliorer le sort des ouvriers. Ils ont au contraire fait exécuter deux prolétaires, condamnés à mort, à la suite d'une grève accompagnée d'incendie d'usine, alors que les profiteurs de l'ancien régime, condamnés à mort, sont encore vivants. Alors, comment expliquer les grèves et manifestations ouvrières en faveur d'Abden Nasser ? Je me contenterai de vous signaler à ce sujet l'avis des socialistes syriens. Ces derniers, tout en soutenant le gouvernement égyptien contre ses adversaires de droite (ils ont protesté contre la tenue d'un congrès international des Frères musulmans à Damas, congrès qui a voté des résolutions condamnant l'Égypte républicaine), déclarent que les manifestations ouvrières n'ont rien eu de spontané, mais ont été organisées de toute pièce par le Conseil de la Révolution, qui a voulu ainsi détruire l'effet des manifestations d'étudiants et d'intellectuels en faveur de Neguib, devenu le symbole du « retour à la vie parlementaire ». De peur d'être considéré comme trop révolutionnaire, le Conseil de la Révolution a, par ailleurs, qualifié de « communistes » (sans aucune justification) les officiers des blindés qu'il a fait arrêter, et qui, en réalité (les socialistes syriens sont très affirmatifs sur ce point) seraient des partisans de Neguib.

La situation dans les pays d'Orient est complexe, confuse ; les personnages ou les partis qui sont en vedette, ne savent généralement pas ce qu'ils veulent faire et sur qui ils doivent s'appuyer. Il est dangereux de schématiser d'après les données occidentales.

D'accord avec Gallienne sur le point que la révolution égyptienne actuelle est une révolution bourgeoise, mais si la grève générale d'avril dernier a été sollicitée, comme c'est bien possible, par Nacer, il n'en reste pas moins que le fait que le Conseil de la Révolution ait eu besoin, pour se maintenir, de l'appui ouvrier, démontre que la classe ouvrière égyptienne est désormais une force, ou, tout au moins, commence à être une force — et c'est là l'essentiel. — R.L.

Sur la révolution chinoise

De Gallienne également, dans la même lettre :

Je voudrais maintenant vous dire quelques mots au sujet de votre récent livre « La Chine ». Je pense que vous avez raison de chercher la signification sociale des différentes religions. C'est une question à laquelle peu de révolutionnaires se sont intéressés jusqu'ici, mais qui mériterait d'être étudiée à fond. Tout ce que vous écrivez à ce sujet — ou avez écrit dans des articles précédemment — me paraît très juste.

En ce qui concerne l'histoire contemporaine de

la Chine, j'ai regretté de ne trouver dans votre livre aucune mention de la politique de l'opposition communiste de gauche, qui, comme vous le savez certainement, s'est opposée à celle de Staline à propos de l'alliance avec le Kuomintang. Quoi que vous puissiez penser de l'opposition trotskyste en général, ou de ce qu'elle est devenue après la mort de Trotsky en particulier, ne croyez-vous pas qu'il aurait été juste d'indiquer qu'elle a protesté contre l'ordre donné par Moscou de livrer Changhaï à Chang Kai Shek, puis contre le putsch de Canton, prenant ainsi à deux reprises la défense de prolétaires sacrifiés par les tournants tortueux du stalinisme. Vous auriez pu dire aussi que Chen Tu Sion, dont vous citez le nom, est devenu, après son exclusion du parti communiste chinois, le leader du groupe trotskyste en Chine.

L'intervention de l'opposition trotskyste à l'alliance avec le Kuomintang et le putsch de Canton me semblerait avoir davantage sa place dans une histoire de l'Internationale communiste que dans une histoire de la Chine, son rôle, en Chine même, paraissant bien avoir été à peu près négligeable. — R.L.

Sur le colonialisme

En envoyant son réabonnement, le camarade Pezy Olivier, de Villebarou (Loir-et-Cher) exprime son désaccord avec nous sur la manière de traiter les problèmes coloniaux :

Je lis toujours la R.P. avec intérêt. Je ne puis cependant guère approuver vos positions dans la question coloniale. Celle-ci est sans doute beaucoup plus complexe qu'on ne le croit généralement et il serait sans doute nécessaire d'examiner de près le problème, non en général comme vous le faites souvent, mais pays par pays, et sous tous ses angles : économique et démographique en particulier. A mon sens, l'indépendance politique est insuffisante et je dirais même qu'elle n'est qu'un leurre, puisque tous les pays du monde sont économiquement interdépendants, plus ou moins.

Côté Indochine, je ne suis pas du tout d'accord, car il semble bien qu'on ne puisse pas envisager la question sous le seul angle colonial et qu'il existe un aspect stratégique. Je suis aussi de ceux qui pensent que le Vietminh est un vulgaire parti stalinien et qu'il agit comme tel.

Toujours à propos de l'Indochine, je viens de relire dans votre dernier numéro un petit article intitulé Dien-Bien-Phu ou la dernière chance américaine et disant : « La « conduite à tenir » pour l'Amérique est dès lors évidente : offrir à Ho-Chi-Minh ce que les autres ne lui donnent pas ». Et plus haut, on peut lire : « Pas besoin d'être sorcier pour deviner que ces types-là en ont « gros sur la patate ». Il me semble que c'est tout de même aller un peu loin, d'abord parce que « ces types-là », comme dans toutes les armées du monde n'ont pas à formuler leur avis, pour la bonne raison que, comme dans toutes les guerres, ils ne sont que de la chair à canon. Ensuite, je pense plutôt que, si on les a envoyés à l'assaut des barbelés à l'arme blanche et à la grenade, c'est qu'en haut lieu (à l'état-major et au gouvernement du Viet-Minh, à Pékin et à Moscou aussi et surtout, sans aucun doute) on a estimé qu'il n'était pas nécessaire de faire donner les tanks pour gagner la bataille. Pourquoi, en effet, économiser des hommes puisque, du côté du bloc esclavagiste, on en dispose en quantité considérable ? (La Chine pourrait, le cas échéant, subir une bonne saignée ; cela contribuerait à résoudre le problème démographique).

J'estime, pour ma part, qu'il est très difficile de discuter de tous ces problèmes coloniaux, la documentation étant, à tous points de vue, extrêmement insuffisante.

Sur le bevanisme

A propos de Bevan et de la politique du prolétariat international, Marceau Pivert nous écrit en date du 13 juin 1954 :

Mon cher Roger,

En fait d' « antimilitarisme à sens unique », je crois que certains passages de la R.P. n'ont guère acquis d'autorité à notre vieille revue pour lui permettre de donner des leçons à Aneurin Bevan. L'article que m'a envoyé celui-ci pour Correspondance Socialiste Internationale doit être replacé dans son contexte : s'agit-il, oui ou non, de réarmer un pays dont la classe dirigeante, pour toutes sortes de raisons historiques, est particulièrement militariste, et, en même temps, de justifier la course aux armements dans les autres pays ? A aucun titre, et l'attitude d'Aneurin Bevan et de tout le parti travailliste contre les crédits militaires écrasants imposés par Churchill à l'économie britannique prouve que la revendication de non-réarmement de l'Allemagne est liée à une orientation politique internationaliste, qui combat partout le militarisme et la guerre du point de vue du prolétariat international.

Le langage de nos camarades britanniques n'est pas toujours celui que nous souhaiterions : au lieu de l' « Allemagne », il faudrait dire « la classe dirigeante allemande ». Car la position de la classe ouvrière, avec laquelle, précisément, A. Bevan, mar-que sa solidarité, est justement le contraire : « C'est parce que les socialistes allemands connaissent bien cette psychologie particulière qu'ils sont tous unis contre le réarmement de l'Allemagne », trouve-t-on quatre lignes plus loin. Qu'est-ce que Poincaré ou Déroulède vient faire avec cette position ? Est-ce qu'ils n'ont pas, au contraire, comme leurs homologues d'en face, réclamé toujours plus d'armements ? Qui donc, alors, mériterait la comparaison ? Ceux qui combattent en vue de freiner la course aux armements, et qui cherchent à alerter l'ensemble de la classe ouvrière contre le phénomène de militarisation croissante dont on peut prévoir la conclusion tragique ? Ou ceux qui, parce que l'impérialisme stalinien est à l'origine, indiscutablement, de ce phénomène, se montrent tellement démoralisés et défaitistes qu'il abandonnent toutes les positions traditionnelles de classe et mettent sac au dos pour défendre un impérialisme contre l'autre ?

En tout cas, si nous sommes habitués à l'incompréhension et à la diatribe contre une certaine fidélité obstinée à l'internationalisme prolétarien, ce n'est pas dans la R.P. que nous nous attendions à lire ce genre de prose... Est-ce qu'on n'a pas oublié, chez certains camarades de la R.P., que sous des uniformes, il peut y avoir des consciences révolutionnaires ? Est-ce que le 18 mars est oublié ? Est-ce que les fusillés de Magdebourg, ces jeunes soldats soviétiques qui ont refusé de tirer sur leurs frères de classe n'ont pas prouvé que des tanks peuvent changer de camp, ou refuser de combattre ? Mais pour préparer cette espérance suprême, il faut commencer par refuser de faire chorus avec les vats-en guerre de l'Est comme de l'Ouest, qui poussent les prolétaires à s'entre-massacrer. Il faut saluer et encourager les travailleurs britanniques qui ont montré la voie, en Inde, en Birmanie, à Ceylan, à des solutions de libération non-violentes ; il faut applaudir, et non lancer des sarcasmes, quand ils se dressent contre les tentatives d'internationalisation du conflit indochinois ; il faut rendre hommage à Attlee et à Bevan qui ont empêché Mac Arthur de bombarder la Chine, et qui, aujourd'hui encore, font obstacle à la volonté d'offensive des Van Fleet et des Radford... Le meilleur service qu'on puisse rendre aux staliniens c'est précisément d'abandonner les positions de classe sur ces questions fondamentales... C'est de se rallier à la

« Croisade »... J'espère que nous n'en sommes pas là. Et j'espère aussi que la classe ouvrière britannique montrera de plus en plus clairement le chemin, le seul qui puisse bloquer l'avance de l'impérialisme stalinien sans pour cela tomber dans le militarisme, et le conservatisme social qui en est à la fois la cause et la conséquence directe.

Les colonnes de la R.P. sont ouvertes à tous les syndicalistes révolutionnaires et internationalistes. Louzon — que Marceau vise sans le nommer — exprime ici depuis près de trente ans des idées discutables sans doute, mais dont nul — sauf lui-même — n'a le droit de borner l'expression.

Ce n'est pas Louzon d'ailleurs, c'est notre ami commun Alfred Rosmer — président du Cercle Zimmerwald — qui a le premier dans la R.P. signalé les aspects dangereux du « bevanisme ».

Je ne partage pas toutes les idées de Louzon. J'hésite souvent devant ses conclusions brutales. Celles-ci soulignent des images peut-être trop schématiques des choses. Mais elles collent à des réalités que l'on doit voir en pleine clarté. Tandis que les formules séduisantes de Marceau Pivert s'élèvent comme des brouillards artificiels.

Politique internationaliste de classe la lutte contre le non-réarmement de l'Allemagne ? C'est très sincèrement sans nul doute que le croient Marceau Pivert, Mireille Osmin, Georges Suant... (je ne cite que ceux que je connais bien). Malheureusement ils ne sont pas très nombreux à le croire et à le dire... même dans le parti socialiste. Je ne me range pas parmi les partisans de la C.E.D. mais je rougirais de prendre place dans la cohue cacophonique des ennemis de la C.E.D... avec ceux qui ne veulent pas que l'on donne des armes au peuple allemand parce qu'ils croient que l'Allemagne représente le plus grand danger de guerre (c'est exactement la thèse de Bevan, de Jules Moch, de Daniel Mayer, du Naegelen — « technicien » des élections algériennes) — avec les socialistes allemands qui rejettent la C.E.D. parce que celle-ci limite la pleine souveraineté de l'Allemagne et parce qu'ils croient en apaisant Moscou obtenir l'unité allemande sous un gouvernement socialiste (espoir sincère, décevante utopie ou propagande intéressée ?) — avec les neutralistes qui sous prétexte de s'opposer « à la croisade » anticommuniste consolident la monstrueuse exploitation des peuples de l'Europe orientale par les tyrans de Moscou — avec les réactionnaires gaullistes héritiers directs de Déroulède et de Poincaré — avec les agents de Moscou hostiles ici au réarmement de l'Allemagne, partisans outre-Rhin de l'armement d'une Allemagne orientée vers l'Est, qui — seuls bénéficiaires de l'opération — veulent non prévenir le danger allemand (dont Malenkov et Molotov ne se soucient guère) mais aboutir au renversement des alliances, à l'isolement de la France et de l'Allemagne, et par voie de conséquence directe à un nouveau pacte germano-soviétique...

Une politique ouvrière internationale ? J'ai présenté à ce sujet un certain nombre de suggestions précises que la gauche pivertiste a dédaigneusement ignorées... comme d'ailleurs la gauche de F.C. J'ai déjà proposé d'en discuter... dans l'intention de soutenir modestement les idées exposées dans nos colonnes par Louzon... et aussi par Monatte et Rosmer. Mes « juges » prolétaires — dont Marceau Pivert — sont moins pressés de m'entendre que les juges militaires que j'affrontais en 1924 (avec A. Lemire) et en 1939 (aux côtés de Maupieux et de Louzon)... lorsque la fidélité à l'internationalisme de classe exigeait d'autres preuves que des effusions oratoires ou des exercices intellectuels.

Entre militants de « Force Ouvrière » Les commentaires de Leprix et d'Eichenlaub, sur le congrès de l'U.D. « Force Ouvrière » de la région parisienne, nous valent les remarques suivantes du camarade Laval, des Métaux de la Loire :

A propos des C.R. donnés sur le congrès F.O. de l'Union de la région parisienne par deux camarades P.T.T. et R.A.T.P., je crois que l'équipe du Courrier Syndical est un peu écorchée à tort ! Cette équipe a tout au moins le mérite d'exister et de réagir contre les conformismes et les saloperies. Cette façon de réagir est évidente parfois, parfois par trop négative, c'est exact. Peyre, moi-même et d'autres copains, qui suivent avec sympathie, l'avons déjà signalé à l'équipe Thorel.

Tout cela pour dire que le très intéressant tour d'horizon fait sur ce congrès par Leprix et Eichenlaub, qui apportent deux opinions, aurait été complètement heureusement par un petit topo d'un gars du Courrier syndical. Le lecteur aurait pu davantage se faire une opinion.

Disons à Laval qu'il n'y a de notre part aucun ostracisme à l'égard des camarades du *Courrier syndical*. Nous sommes prêts à accepter la discussion avec eux, mais ils doivent bien admettre que leur activité comme celle d'autres militants, ne peut échapper à la critique et qu'ils auront toujours le droit de répondre.

Voici d'ailleurs, la mise au point que nous a dressée le camarade Hébert, secrétaire de l'U.D. de la Loire-Inférieure :

J'ai lu avec beaucoup d'attention les articles publiés sur le congrès de l'U.D. de la Seine et le C.C.N. En ce qui concerne plus particulièrement celui de Leprix, je relève son allusion au voyage de Le Rai à Nantes qui aurait été « rentable ».

Je précise que ni de près ni de loin je ne suis intervenu dans le congrès de l'U.D. de la Seine.

J'aimerais que la R.P. ne contribue pas à créer la légende : « Hébert, éminence grise et dirigeant tout-puissant des activités des minoritaires ».

Je constate également que lorsque nos camarades de la majorité voient leurs positions au sein de la Confédération, quelque peu compromises, ils perdent toute mesure et se livrent à des violences verbales sans crainte de jeter le trouble dans l'esprit de nos camarades. Et ce sont ceux-là même qui se plaignent hypocritement que le travail de clarification effectué par le Courrier syndical étale nos divergences sur « la place publique ».

En ce qui concerne l'article d'Hagnauer sur le C.C.N., je pense qu'il aurait été juste qu'il signale que nous avons proposé une résolution félicitant la C.I.S.L. et que nous avons défendue et explicitée à la tribune.

Le commentaire d'Hagnauer sur le C.C.N. n'était pas un compte rendu. Les notes de Peyre en tenaient lieu.

Hébert n'a probablement pas voulu intervenir au sein de l'Union des syndicats parisiens. Mais c'est certainement Hébert qui a appelé Le Rai en Loire-Inférieure. Marque de confiance qui pouvait impressionner favorablement les « minoritaires » de la Seine.

La Russie sans Staline

Qui n'a pas essayé de pénétrer ce mystère ? Et cependant qui pourrait y apporter vraiment de la clarté ? La clique dirigeante elle-même sait-elle au fond ce qui se passe, ce qui couve dans le pays ? Et sans avoir éclairci, même partiellement, ce problème, que peut-on conjecturer ? L'Occident, si on pouvait le considérer comme une entité quelconque, devrait, pour soi-même, ne fût-ce que dans des cercles intimes et étroits, tâcher d'acquérir une connaissance de l'état des choses dans la Russie actuelle.

Il est vrai qu'on a vu paraître une série d'études sur la lutte dans les sommets du parti. On se perd en énigmes sur la chute de Béria, et la plupart des observateurs considèrent que la cause déterminante de sa perte fut sa tentative d'occuper la place de Staline, afin de disposer d'un pouvoir illimité. Ce qui est vrai, c'est que personne chez les Occidentaux n'était dans les secrets tortueux de cette lutte. Il est incontestable que Béria, qui incarnait le pouvoir omnipotent du M.V.D., était haï dans le pays. Le citoyen moyen ne pouvait que se réjouir de sa chute. Cependant il n'est pas exclu qu'immédiatement après la disparition de Staline, quand la clique dirigeante avait sérieusement craint pour son pouvoir, Béria se prononçât pour une politique de concessions, pour un certain « libéralisme ». Il pouvait y voir un moyen de consolider l'Etat « soviétique » dans des circonstances difficiles. Il se sentait aussi assez isolé comme Géorgien parmi les Grands-Russes et un « libéralisme » pouvait mieux correspondre à ses propres intérêts en tant que dirigeant issu d'un peuple minoritaire. Dans cette voie il pouvait compter sur d'autres ressortissants des peuples minoritaires qui, eux aussi, avaient à craindre

une russification intense. Il convient de ne pas oublier que ce fut Béria qui démasqua le fameux complot des médecins en expliquant qu'il avait été machiné par des moyens de contrainte. C'était assurément le plus grand coup porté au régime. C'est aussi à cette époque que certaines petites concessions furent faites dans les pays satellites et notamment en Allemagne orientale. Ne pouvait-on pas considérer cela comme un nouveau cours que Béria voulait instaurer pour gagner les grâces des peuples soviétisés ? Dans l'histoire de la Russie il y eut déjà un Caucasiens, lui aussi un policier, qui voulut rendre au pays des services constitutionnels. C'était Loris-Melikov sous Alexandre II. Béria aurait pu essayer de l'imiter. Ce qui est en tout cas indéniable, c'est que depuis la chute de Béria — mettons que ce soit une coïncidence — les lueurs du « libéralisme », qui semblaient apparaître en Russie après la mort de Staline, ne se voient plus. La fameuse amnistie n'a été ni examinée ni ratifiée par le Soviet suprême et la révision promise du code pénal n'a jamais eu lieu. Au contraire, on a vu tout dernièrement proclamer l'extension de la peine de mort. Il s'agirait de frapper les assassins (1) commis avec « préméditation et dans des circonstances aggravantes ». Il est curieux de noter que ce décret aurait été adopté sur la demande de « citoyens et d'organisations

(1) On peut se demander de quels assassinats il s'agit ; on peut supposer qu'ils se sont multipliés, autrement comment expliquer cette nouvelle mesure pénale ? S'agit-il de cas de droit commun ou de la lutte sociale au sein de la société soviétique ? Il est difficile de se prononcer actuellement, mais le fait est là.

sociales » sans autres précisions ; il fallait assurer « la protection de la vie des citoyens ».

Tout se passe comme si les dirigeants avaient fermement décidé de serrer de plus en plus la vis aux masses travailleuses, sans leur faire la moindre concession, tout en lançant des bruits à l'extérieur au sujet d'un « new look » soviétique. D'ailleurs cette tactique a pour le moment pleinement réussi. En effet, on entend dire, même par des gens hostiles au régime russe d'aujourd'hui, qu'une élévation du niveau de la vie s'est produite en Russie, qu'il y a conversion de l'industrie lourde au profit de l'industrie des articles de consommation, qu'il se développe une politique paysanne plus conforme aux intérêts des kolkhoziens, que les grands chantiers hydrauliques qui pesaient sur le budget du pays seraient mis en veilleuse, etc.

Or, en examinant la situation d'après la presse soviétique elle-même, on peut constater que tout cela n'est que propagande, que la réalité est tout autre.

En effet, si au cours de l'été dernier des promesses ont été faites aux paysans d'élever le niveau de vie de la campagne, si une certaine amnistie en matière d'impôts et de redevances en nature a même été réalisée (et qu'aurait-on pu confisquer chez ces kolkhoziens qui ne possédaient réellement rien pouvant être saisi !), si pendant quelques semaines la presse a pu annoncer à cor et à cri qu'une véritable ruée « volontaire » des forces intellectuelles se précipitait vers les campagnes — aujourd'hui tout cela est oublié. Le cours actuel est d'augmenter la production des céréales en labourant des terres vierges, surtout dans les steppes de l'Asie centrale, en Sibérie, dans l'Altaï. Et ces terres vierges doivent constituer des sovkhoses géants, ce qui veut dire que la politique paysanne actuelle tend vers une étatisation absolue de l'économie rurale, les kolkhozes étant considérés comme insuffisamment contrôlables par l'Etat. A ceci s'ajoute l'extension dans le domaine de la vie kolkhozienne du pouvoir des directeurs des stations de machines et tracteurs.

On peut se demander si la campagne de l'assimilation des terres vierges ne contient pas en même temps une tentative de constituer des stocks stratégiques de céréales dans des contrées très éloignées, échappant à une future guerre atomique ; mais le fait de l'accentuation de l'étatisation est indéniable. Nul ne pourra y voir une tentative de réconciliation avec la paysannerie qui durant les dernières années résista par tous les moyens légaux et surtout illégaux en désertant les villages.

Quant au niveau de vie du consommateur de la ville, la presse insiste sur la nécessité d'augmenter le nombre des potagers ouvriers qui est pourtant déjà considérable. On vante l'initiative de ceux qui réussissent sur leur petit lopin à produire la quantité de pommes de terre et de choux nécessaires pour la consommation familiale de l'année.

Rappelons-nous qu'en Occident l'ouvrier faisait son jardin quand il n'obtenait rien à acheter au marché. Il en va de même en Russie. Quant aux habitants des grandes villes, ils achètent en masse de petites caissettes remplies de terre pour faire pousser sur leurs balcons des légumes verts. La presse parle aussi de chèvres hébergées sur ces balcons. Cela non plus n'est pas un signe de vie facile pour le consommateur. Nous ne parlerons pas de l'état catastrophique de l'élevage et de l'insuffisance aiguë de la production des céréales — faits annoncés par les deux compères Malenkov et Khrouchtchov.

Tel est le niveau économique de la vie sovié-

tique d'aujourd'hui. Il ne s'est nullement amélioré depuis la disparition du « chef génial ».

En tout cas, en lisant la presse soviétique, on ne parvient pas à déceler l'état d'esprit prérévolutionnaire qui a été à plusieurs reprises signalé par une partie de la presse d'émigration russe et notamment par les « solidaristes ». Peut-être ont-ils eu cette impression à travers des contacts directs avec de nouveaux fuyards franchissant le rideau de fer et avec les prisonniers allemands libérés. Mais dans la presse, on a beau chercher, on ne peut que constater la disparition presque totale du nom de Staline. Cela signifie bien que la population en avait assez. Mais les dirigeants d'aujourd'hui trouvent le moyen de pratiquer parfaitement le stalinisme tout en bannissant ce nom haï. Il est vrai qu'au cours des premiers mois qui suivirent la mort de Staline, des questions de principe furent parfois posées à certaines assises et séances de congrès, par exemple, celle du droit de commettre des « erreurs » dans les recherches scientifiques sans attirer les foudres des tenants du pouvoir. De temps en temps on a vu paraître des articles moins anodins que d'habitude, mais c'est pratiquement fini. A quelques rares exceptions près, la presse reste morne. Et si le portrait de Staline a disparu, celui de Khrouchtchov a fait son apparition.

On peut franchement dire que les espoirs nourris par certains (dont l'auteur de ces lignes) de voir se produire un changement plus ou moins radical dans la vie du pays, après la mort de Staline, ne se sont pas réalisés, jusqu'à présent. Tout semble indiquer que la population soviétique de nos jours est occupée à vouloir installer une vie quotidienne un peu plus supportable, à construire des habitations (souvent même individuelles), à planter des choux et des pommes de terre, à presser les autorités pour obtenir des places dans des crèches pour les enfants. Cette population aspire certainement à la paix (2). Ce n'est pas une société conquérante, ni révolutionnaire. Elle n'est pas contre-révolutionnaire non plus. Elle n'est certainement pas pro-capitaliste. Tout laisse croire que cette société a un sentiment égalitaire profond. L'injustice sociale, la dégénérescence bureaucratique sont considérées par les éléments les plus conscients comme des anomalies à combattre. Cela existait aussi sous Staline, mais après sa disparition il y a eu un choc mental qui semble avoir libéré ces idées. C'est parfois perceptible à la lecture de la presse. Faut-il encore l'analyser à la loupe. Mais tout cela concerne la population citadine qui est, toutes proportions gardées, relativement moins misérable, qui mange tout de même, parce qu'on enlève presque tout ce que le kolkhozien produit. Quant à celui-ci il est mis dans une telle situation qu'il ne peut pas vouloir la stabilité du pouvoir. Pour vivre il doit agir — ou s'enfuir de la campagne ou lutter pour un autre régime social. Or la paysannerie constitue plus de la moitié de la population actuelle. En somme le kolkhozien c'est l'os dans le gosier des dirigeants soviétiques ; ceux-ci ne peuvent ni le rejeter ni l'avaloir. On peut par conséquent s'imaginer que l'ouvrier de l'U.R.S.S. peut fenter médiocrement de défendre ses droits dans un certain statu quo. On ne peut pas concevoir que le paysan puisse adopter une position analogue. C'est ce postulat qui doit conditionner la marche ultérieure de l'histoire de l'U.R.S.S.

I. LAZAREVITCH.

(2) Nous ne voulons nullement dire que la politique extérieure de l'U.R.S.S. tient forcément compte de ces aspirations.

LIVRES REVUES

PSYCHOLOGIE DE L'INTELLECTUEL PROGRESSISTE

Pierre Emmanuel est un de ceux qui, pour le public cultivé, le public progressiste en particulier, a le rare mérite — et, à ses propres yeux, le radieux l'irresponsable avantage — d'être poète. Qui plus est, à une époque qui se vautre dans le quotidien, le pratique, le matériel, Emmanuel paraît comme l'un des plus flamboyants survivants de la poésie inspirée, comme l'extatique possédé, le torturé en quête de la foi capable d'abreuver son ardeur. Emmanuel, c'est — à la trace de Bloy ou de Bernanos (il s'en rend compte et s'y complait) — le mystique exorbitant.

« L'Ouvrier de la onzième heure » (1), n'est pas à proprement parler un récit autobiographique, c'est bien plutôt la geste d'Emmanuel où, tantôt humble, tantôt fier et insolent, il s'exhibe ou se recherche, s'exalte ou s'analyse, torturé, excessif, innocent peut-être à travers un éboulis de mots gonflés d'humilité puis de blasphème, loyal et prêt à stigmatiser ses erreurs « passées », mais angoissé, glacé par le vide de sa solitude, et à ce point assoiffé du besoin de s'offrir à une foi, de se trouver en Dieu, à ce point attiré par les vertiges qu'il semble difficile de tenir ses déchirements pour le retour définitif à la sagesse.

Ce qui nous intéresse particulièrement dans cette introspection — à l'usage du public — c'est bien moins son propre personnage, au reste loin d'être arrivé au stade des bilans d'existence — que le portrait que nous y trouvons de l'intellectuel, tenté puis possédé par le messianisme communiste, et singulièrement de l'intellectuel chrétien. Nous ne nous attacherons ici qu'à ce que ce témoignage apporte comme contribution à la pénétration du phénomène de perversion qui conduit l'intellectuel à l'être pour qui « l'honneur humain est dans la pensée », de l'état de sensibilisation à la perception, puis à l'acceptation favorable et à l'adhésion aux séductions du communisme pour le précipiter — et avec quelle frénésie, quel zèle parfois — jusqu'à la phase active et agressive qui transforme le velléitaire, le coupable-en-puissance en prophète inspiré, en justicier inexorable, en zéléteur frénétique de la foi nouvelle, — en réalité, tout bêtement, en propagandiste à la dévotion du parti communiste.

Le mérite d'Emmanuel, réside dans la candeur, l'orgueil, « le prurit de vanité », intellectuelle cette fois, qui l'a amené à étaler sous nos yeux tout le processus de distorsion morale et spirituelle conduisant l'homme de cœur, l'honnête homme à passer de l'état de conscience alertée à l'état d'inconscience active.

C'est à la veille de la guerre, mais surtout pendant l'occupation — « La défaite fit plus, note-t-il, pour les progrès du communisme en France qu'un quart de siècle d'activité du parti. Les patriotes détestaient Vichy, qui haïssait les communistes ; donc les patriotes louchaient vers l'U.R.S.S. » — qu'il prend ses premiers contacts avec le communisme ; c'est dans la « fraternelle atmosphère d'amour » qu'il trouve auprès de l'intelligenza communiste — Aragon en tête, « avec qui tous les rapports sont possibles sauf celui d'égalité » — qu'il commence sa carrière de « poète de la résistance », de « poète armé, engagé », qui, à la libération devait l'amener (« J'y vis un juste effet de ma gloire ») à la présidence de la censure à Dieulefit, puis « au sommet de la hiérarchie civile dans le département », faisant du poète un personnage de cette nouvelle élite, au milieu de ces « jeunes » qui savaient ce qu'ils ne voulaient pas mais ignoraient ce qu'ils voulaient, de ce faux pouvoir populaire impuissant à rallier la masse de la population. »

Emmanuel qui ne connaît que confusément les théoriciens du communisme — « qui m'ennuyaient fort », avoue-t-il — se classe délibérément dans les rangs de l'extrême gauche, « de toutes les extrêmes

gauches à la fois », raille-t-il, faisant de curieux amalgames, de paradoxaux rapprochements entre ses diverses réactions émotives : mauvaise conscience face aux ouvriers, humilité vis-à-vis des certitudes des intellectuels communistes, dégoût non conformiste devant la médiocrité de son milieu petit-bourgeois, aspirations vers un ordre supérieur, inflexible et autoritaire, et de ses conceptions, de ses mythes chrétiens, distordus, défigurés, accommodés au rythme de ses ambitions, de ses aspirations confuses et angoissées.

« Notre âme, dira-t-il, était un recueil d'images d'Epinal où dominait le rouge », « Images d'Epinal héritées, précisera-t-il ailleurs, de l'école primaire », d'une éducation où se mêlent des relents de guillotine et de Sainte Inquisition, qui lui permettront de humer voluptueusement l'horreur, de scruter les affres des accusés des cours martiales dont la « justice était un acte de foi », de vivre sereinement, pleinement dans cette confusion où le parti communiste se présentait comme « le parti des fusillés ».

Alors se déroule le processus d'envoûtement, d'accession, d'autant plus exaspérant et tentant pour le néophyte avide de se donner, de faire ses preuves, que le parti le tient à distance : « Le parti, note-t-il, c'est une société humaine tout ensemble différenciée et centralisée qui s'articule d'en haut par sa hiérarchie rigide et complexe, que le profane ne voit jamais qu'en aspect ». C'est que, si le parti a besoin de compagnons de route comme Emmanuel, il se méfie de leurs inquiétudes, de leur personnalisme et ne fait que les utiliser sans les admettre en son sein. « Les communistes m'exhibaient comme catholique, comme le bon sauvage d'aujourd'hui ».

Et puis voilà qu'au faite des honneurs, au terme de l'initiation, peut-être, mandaté en Europe Centrale en tant que chrétien de service « à des fins publicitaires en somme », aux abords du saint des saints, dans ces franges de l'Empire soviétique que constituent les démocraties populaires, Emmanuel suffoque, renâcle, et se prend à connaître le doute qui le conduira jusqu'au crime d'apostasie : il constate « l'énorme emprise totalitaire de la Russie »... et se rend compte qu'« un pays gouverné par l'étranger — et non pas seulement soumis à des puissances étrangères, comme c'est le cas de toute nation de second ordre, sans en excepter la France — ne possède en propre ni institutions, ni civisme, ni culture, ni mœurs ». Il a vu, et la réalité a ébranlé la croyance, a déjoué le sortilège, il a perdu sa foi dans cet « Univers de remplacement » qu'était pour lui l'univers soviétique. De son voyage il est rentré glacé par les premiers stigmates de l'emprise policière qu'il a retrouvés dans les pays qu'il devait chanter, par la nudité de cette société de travailleurs « où le travail serait l'unique fin de l'existence... comme un servage qui serait en même temps une religion ».

Emmanuel, qui se piquait de signer tous les appels et manifestes — « autant de faux commis contre moi-même, puisque je n'habitais pas mon nom », rend à sa solitude, va faire le bilan de son « dévoiement spirituel ». Il se retrouve abandonné de tous ses amis de la veille, sans « toit spirituel », replié dans « le vide laissé par ses convictions mortes ». C'est l'atroce moment que bien des militants — qui donnèrent plus en risques et en engagement — connurent quand ils ne purent plus supporter l'atroce escroquerie soviétique, le moment où il faut trancher une partie gangrenée de sa substance, revenir à l'humain, le moment où l'homme se retrouve, seul face à sa conscience d'individu, face à sa responsabilité sociale. « Pas un seul instant je n'aurais cru au communisme, avoue-t-il, j'y avais seulement adhéré ». Désarmé par la zone de désapprobation qui l'isole de ses anciens amis, il est tenté d'atténuer ses réactions, torturé qu'il est par l'anathème qu'il rencontre autour de lui où « tout ce qui n'est pas communiste est réactionnaire ». « Le grand moyen de chantage des communistes sur les intellectuels comme moi, constate-t-il, c'est de les persuader qu'en se détachant du communisme, ils trahissent la cause du peuple ». Il constate enfin l'enflure de tout ce qui justifiait jusqu'ici son choix : résistance, gauchisme, amour de la liberté, amour de la patrie, alors qu'en fait « au cœur de mon pays, j'étais spirituellement apatride ». Par un examen des réalités, la Russie lui réapparaît « d'objet de vision » à « objet de raison ». Le maléfice est rompu.

Cécile MICHAUD.

(1) Pierre Emmanuel, « L'Ouvrier de la onzième heure », Editions du Seuil.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Séance du 20 juin 1954

Conférence de G. WALUSINSKI : *La révolution de la Côte de l'Or.*

I. — EXPOSE :

S'il est impossible pour la plupart d'entre nous de parler de la Côte de l'Or en voyageur averti ou en spécialiste des questions africaines, il faut s'enquérir, comme citoyen, de la condition faite aux populations d'Afrique par les puissances colonisatrices et s'inquiéter, comme syndicaliste et comme internationaliste, de ce qui peut être fait pour aider à l'émancipation des peuples colonisés.

L'exemple de la Côte de l'Or est donc intéressant à de nombreux titres.

Qu'est-ce que la Côte de l'Or ? Une colonie anglaise d'Afrique comme beaucoup d'autres, à première vue. Un territoire de 200.000 km², découpé de façon assez arbitraire selon les principes arrêtés à la Conférence de Berlin où, en 1885, les impérialismes précisèrent à leur usage la loi du premier occupant. Les marchands d'esclaves n'avaient pas attendu ces règles pour s'enrichir avec la bénédiction de fait des missions religieuses.

Le pays, sans véritables régions naturelles, a diverses zones de climat et de végétation. Le Sud-Ouest est riche de ses plantations de cacao ; il a la capitale, Accra (70.000 habitants) et la plus forte densité de population. Le centre, autour de Koumassi, est la région des forêts qui fournit des bois de charpente. Le Nord-Est, sec et pauvre, est nettement moins évolué. Au total une population de quatre millions d'habitants, dont moins de 3.000 non africains.

La Côte de l'Or bénéficia, par accident, de circonstances relativement favorables. Trop occupé par la guerre des Boers et par le rapt des hautes terres fertiles du Kenya, le premier, Chamberlain, accorda à la « Société pour la Protection des Droits des Aborigènes » de la Côte de l'Or que les terres tribales ne seraient pas réquisitionnées. La Société en acquit une certaine autorité que la vénalité de ses chefs et leur attachement à la tradition ne parvint pas à faire disparaître tout de suite.

Les plantations apportaient au pays une très relative prospérité. Des éléments d'une petite bourgeoisie indigène ainsi constituée pouvaient espérer obtenir un jour un commencement d'indépendance. Le généreux Hayford fut un précurseur quand il fonda, en 1920, le Congrès de l'Afrique Occidentale. Mais il y eut la crise de 1929 et la chute des prix du cacao ; de l'agitation qui en résulta dans la colonie, émergea le mouvement de l'United Gold Coast Convention (U.G.C.C.) sous la direction d'intellectuels africains et en particulier de l'avocat Danquah.

L'activité de l'U.G.C.C. reste pourtant assez terne, timide, jusqu'à l'arrivée de Kwame Nkrumah, en décembre 1947. Cet ancien instituteur qui a étudié dans les universités américaines et anglaises après avoir fait divers métiers pour gagner sa vie, a compris que l'indépendance ne sera conquise que par la lutte collective et bien organisée des masses. Il conceit que doivent y participer les syndicats, les coopératives, les unions de fermiers, un parti organisé.

Des émeutes qui ont lieu en 1948 servent de prétexte au gouvernement travailliste d'alors pour déporter Nkrumah, considéré comme communiste.

Renvoyons à l'article de G. Padmore inséré dans ce même numéro, pour les précisions sur les constitutions accordées successivement à la Côte de l'Or.

Insistons sur l'habileté et la capacité dont Nkrumah a fait preuve pour accélérer l'évolution vers l'indépendance.

1) Sans s'aliéner les « chefs » ayant encore l'estime populaire, il a développé les « conseils locaux » ; favorisant l'apprentissage des responsabilités, il prépare les cadres du futur état indépendant.

2) Résistance ferme mais habile aux irrédentismes : c'est par l'association avec la Côte de l'Or que les Territoires du Nord rattraperont leur retard économique et que les Ewés du Togo gagneront aussi leur indépendance, encore que la division de ce peuple entre les Togos anglais et français complique le problème.

3) Sur le plan économique, Nkrumah a obtenu la participation des Africains au Gold Coast Marketing Board, créé pendant la guerre pour l'achat du cacao aux producteurs ; des capitaux peuvent ainsi être réunis au profit de l'industrialisation du pays ainsi que pour l'éventuelle indemnisation des producteurs dans le cas où les cours du cacao s'effondreraient. De plus, le pays produit de l'or, du diamant industriel, du manganèse (second rang des producteurs mondiaux) et un vaste projet d'aménagement de la Volta rendrait disponible assez d'énergie pour le traitement sur place de riches gisements de bauxite.

4) Enfin, Nkrumah a préparé l'indépendance dans la voie du socialisme démocratique ; l'élaboration de la nouvelle constitution a été précédée de larges débats.

L'article de Padmore déjà cité montre que tous les arguments, y compris la plus basse calomnie, ont été jugés bons pour barrer la route du succès à Nkrumah lors des récentes élections. Mais le programme du C.P.P. a su toucher les masses africaines. « En avant, toujours ; en arrière, jamais. Le but est en vue : GHANA ! » Jeune et sain enthousiasme ; langue chaleureuse et simple qui va droit au cœur du « common people » de Ghana, la future jeune nation indépendante. Au passage, il faut aussi relever les notes sympathiques en faveur de la tolérance religieuse, en faveur de l'égalité des hommes et des femmes sur le plan économique et social, sur la nécessité pour la Côte de l'Or de rester en dehors de l'affrontement des blocs impérialistes et de maintenir une position assez voisine de celle de Nehru, etc...

Les résultats des élections du 15 juin dernier qui se sont déroulées dans le calme et selon la nouvelle constitution Nkrumah, ont été les suivants : pour les 104 circonscriptions, le C.P.P. obtient 71 sièges, le parti des Territoires du Nord (d'influence musulmane) 17 sièges, le Ghana Congress Party (qui a pris la suite de l'U.G.C.C.) un siège et son leader Danquah est battu, le « Times » verse un pleur sur cet échec... ; le parti du Togo gagne deux sièges et le Muslim Party (qui ne serait pas sans influence communiste) un siège.

Quel sera l'avenir de la Côte de l'Or ?

Certains voient le C.P.P. s'enliser dans un plat réformisme de Labour Party ; mais qui, en Afrique présente des résultats plus progressistes que le C.P.P. ? D'autres prévoient une scission du parti entre ses éléments socialistes avec Nkrumah et les éléments plus conservateurs et seulement partisans de l'indépendance ; il y a là une éventualité plus probable ; d'ailleurs, qui n'a jamais prétendu que l'indépendance résolvait tous les problèmes intérieurs ? Elle n'est que la condition nécessaire à leur exposé en toute clarté.

Ce qui est indéniable c'est le retentissement dans toute l'Afrique de la « révolution de la Côte de l'Or ». Partout le nom de Nkrumah est connu... Mais au Nigeria, en Uganda, ou en Kenya, pour ne parler que des colonies françaises, les problèmes se posent très diversement ; une ligne de démarcation

géographiquement compliquée est pourtant facile à définir ; il y a les territoires sans colons blancs et ceux où la population blanche a plus ou moins exproprié les Africains. Dans ce dernier cas, les Blancs parlent beaucoup de la cruauté des Noirs ; la vérité c'est que « la cruauté est le lot ordinaire de tous les pouvoirs qui tombent » (Varlin), c'est-à-dire, en Afrique, le pouvoir des « démocraties » occidentales. Ce sont les victimes du colonialisme européen qui sont cruelles, paraît-il, mais c'est le général de Latour qui déclare à ses tabors, en Tunisie, il y a quelques jours : « J'espère que chacun de vous remportera (sic) la tête d'un fellaga ».

Pouvons-nous aider les peuples africains dans cette perspective ? Nous ne pouvons avoir la prétention de leur enseigner les bonnes recettes de l'indépendance et de la démocratie : nous avons trop bien échoué dans nos propres pays. Mais nous devons dénoncer l'hypocrisie nationaliste et colonialiste qui empoisonne toujours l'atmosphère. Nous devons informer le mouvement ouvrier sur la situation des peuples colonisés, et sans autre souci que de servir leur cause. Peut-être pourrait-on essayer aussi de former des cadres techniques capables de servir les nouveaux Etats africains dans un esprit désintéressé et en tout cas complètement dégagé de la conviction plus ou moins consciente de la supériorité intellectuelle ou technique de la « race blanche ».

Sur le plan politique, est-il excessif de souhaiter que les hommes de gouvernement des puissances coloniales n'attendent pas la retraite pour dire ce qu'ils auraient dû faire, tel Robert Schuman ou sir Alan Burns, ancien gouverneur de la Côte de l'Or qui a écrit dans ses mémoires : « Trop souvent, dans notre histoire coloniale, nous avons trop tardé à faire ces concessions (une représentation législative majoritaire aux indigènes), attendant en fait d'y être contraints et les accordant avec une répugnance qui leur enlevait toute valeur politique. Trop souvent, aussi, nous avons décidé, dans notre prudence, que les peuples n'étaient pas encore aptes aux responsabilités et que le risque de leur laisser la responsabilité était trop grand. A mon avis, le plus grand danger réside dans l'excessive prudence et la peur de faire des fautes entraîne souvent la plus grande faute de toutes, celle qui consiste à être en retard. Un peuple ne peut devenir apte à la responsabilité de se diriger avant d'en avoir fait l'expérience et il ne peut apprendre la sagesse politique dans les livres. Il peut seulement apprendre à partir de sa propre expérience et de ses propres fautes ».

II. — DISCUSSION

De la discussion très nourrie qui a suivi l'exposé de Walusinski, retenons en particulier l'intervention d'un jeune étudiant togolais (Ewé, originaire du Togo français) : il est vrai, dit-il, que Nkrumah est très connu en Afrique ; comment les Africains ne le soutiendraient-ils pas, étant donné les conditions dans lesquelles ils se trouvent ? Ils peuvent néanmoins éprouver quelque inquiétude. N'y a-t-il pas la moindre corruption à l'intérieur du C.P.P. ? La fermeté avec laquelle Nkrumah se garde sur son aile gauche est sans doute une tactique habile ; mais n'y a-t-il pas des limites au delà desquelles la démocratie n'est plus qu'un mot ? L'intégration immédiate du Togo anglais à la Côte de l'Or lui est profitable, mais ne complique-t-elle pas pour l'avenir la solution du problème Ewé ?

Répondant à diverses questions de Charbit et de Lamizet, le jeune Togolais précise qu'il y a depuis longtemps une classe bourgeoise africaine en Côte de l'Or qui ne se comporte pas mieux que les blancs à l'égard de ses salariés.

Pour Walusinski, les prolétariats des nations colonisatrices ont indirectement profité de la sur-

exploitation des indigènes des colonies. Chambelland ne le croit pas. Mais Marceau Pivert le confirme ; il s'agit, dit-il, d'en prendre conscience et de mieux lier ainsi les mouvements ouvriers de tous les pays.

Sur le plan économique, Chambelland voit la fragilité de l'équilibre de la Côte de l'Or ; ne faut-il pas assurer cette indépendance économique avant de la réaliser sur le plan politique ?

Pour le camarade togolais, il n'y a aucun doute que la solution des difficultés économiques suppose que le problème politique aura été réglé.

Pour Rosmer, il faut se garder de tout découragement devant l'importance et la complexité des problèmes qui se posent aux Africains. Il faut garder sa lucidité, sans illusion. Nehru n'est pas un corrompu mais cela n'a pas empêché le départ des Anglais, d'ouvrir une course aux places pour laquelle certains Hindous ont montré de trop « bonnes » aptitudes. Quant aux tentatives d'infiltration stalinienne, Rosmer pense que Nkrumah a eu raison de s'en garder très strictement. A quoi le camarade togolais objecte que les Africains qui pensent sincèrement que le communisme est un socialisme ne peuvent être tenus à l'écart.

Peut-on trancher le différend ? Peut-on éviter aux peuples africains les amères expériences que les prolétariats européens ont dû faire ? Marceau Pivert est convaincu que des liaisons assez étroites peuvent faire profiter les mouvements jeunes des leçons acquises par leurs aînés.

Lucienne Réy ayant signalé l'importance relative et la capacité des syndicats, Monatte souligne combien la révolution de la Côte de l'Or est encourageante pour nous. Si l'expérience Nkrumah réussit, si la capacité des Africains est ainsi démontrée, une grande chose sera accomplie et qui ira plus profond que les déclarations les plus révolutionnaires. Quelle réponse cinquante aux Cartier (de « Match »), ou aux Malan pour qui le Blanc doit s'imposer à l'Afrique.

Ce que je crains, ajoute Monatte, c'est que, dans ce pays où il y a 90 % d'illettrés, Nkrumah ne trouve toutes les ressources en hommes. S'il les trouve, quelle leçon révolutionnaire ! Pour l'instant, le sort est suspendu à la volonté d'un petit groupe formé surtout d'intellectuels ; tiendront-ils ? Flancheront-ils ? (Tibor Mende dit qu'au Mexique les intellectuels qui ont pris la suite de Cardenas ont été des jouisseurs). Une lourde responsabilité leur incombe. Qu'ils sachent éveiller le prolétariat qui devra donner le ton, comme les 50.000 syndiqués d'aujourd'hui le promettent.

Puissent-ils ne pas faire faillite, conclut Monatte. Ils ne sont pas au bout de leur peine ; nous pouvons le leur dire, nous à qui tant de révolutions ont été escamotées... Nous ne pouvons mieux faire que les aider : dénoncer nos Cartier et autres partisans de la suprématie blanche.

ENTRE NOUS

Retard dans le numéro... Retard dans l'administration... Pas de compte rendu financier ce mois-ci... C'est que le « cuisinier » Finidori, malade pendant plusieurs semaines, a cédé — malgré son entêtement — aux conseils de tous ses amis, et s'est décidé à achever sa convalescence.

La « R.P. » ne paraîtra pas en août. Mais ce n'est pas une raison pour nous oublier. Que chacun de nos amis se fixe comme objectif : de recruter de nouveaux abonnés. Et que tous nos abonnés et amis ne laissent pas trainer leur renouvellement. Nous n'avons aucun scrupule à avouer nos difficultés financières.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 27 MAI. — Deux fermes françaises attaquées par les « fellaghas » en Tunisie. Cinq colons tués.

SAMEDI 29 MAI. — Congrès extraordinaire du parti socialiste à Puteaux pour se déterminer sur l'armée européenne.

JEUDI 3 JUIN. — A Ivry, congrès du parti communiste.

A la Conférence internationale du travail de Genève, le groupe des employeurs conteste les pouvoirs des délégués des pays de l'Est.

SAMEDI 5 JUIN. — Au Honduras, grève générale dans les plantations de la côte atlantique.

Vague de grèves dans la métallurgie et dans le textile en Argentine.

DIMANCHE 6 JUIN. — Manifestations de la jeunesse dans Berlin-Est.

Le maréchal Tito a terminé son voyage de cinq jours en Grèce.

MARDI 8 JUIN. — Ouverture à Moscou du Congrès de l'Union des Syndicats (le dernier s'étant tenu en 1949).

MERCREDI 9 JUIN. — La Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale rejette la C.E.D. par 24 voix contre 18 et 2 abstentions.

En Amérique centrale l'agitation politique et sociale continue. Violentes bagarres à Bogota.

En Equateur, l'opposition a obtenu la majorité aux élections législatives.

Le Comité directeur du parti socialiste sanctionne M. Rosenfeld, conseiller de l'Union Française pour son vote hostile à la C.E.D.

SAMEDI 12 JUIN. — L'Assemblée nationale vote contre la question de confiance par 306 voix contre 293 et 12 abstentions.

DIMANCHE 13 JUIN. — Le gouvernement Laniel ayant donné sa démission, M. Mendès-France accepte de se présenter devant l'Assemblée nationale.

En Tunisie, élections pour le renouvellement des huit chambres économiques : nombreuses abstentions et gains nationalistes.

Elections municipales dans la Seine, à Fontenay-sous-Bois, Châtillon-sous-Bagneux, et l'Hay-les-Roses : les communistes gagnent un siège dans chaque commune, les socialistes se maintiennent, le R.P.F. recule partout.

JEUDI 17 JUIN. — M. Mendès-France est investi par l'Assemblée nationale par 419 voix après avoir déclaré qu'il mettrait fin à la guerre d'Indochine avant le 20 juillet.

SAMEDI 19 JUIN. — D'importantes forces armées partant du Honduras ont attaqué le Guatemala. Congrès de la Confédération générale des Cadres.

DIMANCHE 20 JUIN. — Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. demande l'arrêt des hostilités au Guatemala.

Elections municipales à Saint-Nazaire : en pourcentage, les socialistes et le M.R.P. gagnent, les communistes reculent légèrement.

MERCREDI 23 JUIN. — Entrevue à Berne entre M. Mendès-France et M. Chou En Lai, premier ministre de Chine.

Manifestations à Paris de fonctionnaires et de commerçants.

JEUDI 24 JUIN. — Imitant l'Assemblée chilienne, la Chambre des députés d'Argentine adopte une résolution en faveur du Guatemala.

Aux Communes, M. Eden lance l'idée d'un « Lorcarno » du Sud-Est asiatique.

VENDREDI 25 JUIN. — Mrs Winston Churchill et Eden arrivent à Washington pour discuter des affaires d'Asie avec le gouvernement américain.

A New-Delhi, M. Chou En Lai, premier ministre chinois, rencontre M. Nehru, premier ministre indien.

DIMANCHE 27 JUIN. — Démission du président du Guatemala.

Recrudescence d'activités au Centre Vietnam. Elections en Rhénanie-Wesphalie : recul du parti démocrate-chrétien, avance socialiste.

MARDI 29 JUIN. — Déclaration commune d'intentions publiée à Washington par W. Churchill et Eisenhower.

MERCREDI 30 JUIN. — Le nouveau gouvernement du Guatemala signe un armistice avec le général Armas, chef des rebelles.

Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie
198, avenue du Maine, PARIS-14^e

Tél. : SUffren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

Francs

- Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique** 450
(Cet ouvrage offre le même intérêt que « Le Capital », qu'il complète nécessairement. Une introduction historique expose comment fut réalisée la « Critique de l'économie politique » et les transitions nuancées qui formèrent le cheminement d'où sortit « Le Capital ».)
- Henri de Man : L'ère des masses et le déclin de la civilisation** 825
(L'auteur reprend le thème spenglerien du déclin de l'Occident sur lequel il s'inscrit en faux, de même qu'il soumet d'autre part les vues de Toynbee à une critique sévère. Ce livre fourmille d'idées originales.)
- Maurice Genevoix : Fatou Cissé** 425
(Un très beau roman, le drame pathétique de l'amour maternel chez une femme noire.)
- Bouriez-Gregg : Les classes sociales aux Etats-Unis** 850
(Etude sociologique très détaillée comportant de nombreuses références économiques, avec graphiques, tableaux et figures.)
- James Jones : Tant qu'il y aura des hommes** 750
- André Ribot : L'Esperanto, cet inconnu** 100
(Tout homme doit savoir deux langues : celle de son pays et l'esperanto.)

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

Collection de la « Révolution Prolétarienne » - III

R. LOUZON

LA CHINE

— Ses trois millénaires d'histoire
— Ses cinquante ans de révolution

Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.

Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco

« A son habitude, Louzon est clair, schématise les évolutions, rappelle la nature des moteurs sociaux, ramène les détails et le pittoresque à leurs dimensions, en soulignant les forces essentielles. »

LE COUPE-PAPIER.

(L'Alliance ouvrière.)

« L'auteur s'est surtout proposé de mettre en lumière le mécanisme d'une évolution qui a conduit la Chine à la russification actuelle, en attendant, une nouvelle phase dont il est prématuré de prévoir les effets. »

SERGE.

(Défense de l'homme.)

« Le livre de Louzon soulève tous les grands problèmes de notre temps. Tous ceux qui ont les yeux ouverts sur le devenir historique doivent le lire. »

Maurice LIME.

(Après l'boulot.)

*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Prolétarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99